

55 من لامل

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14361 - 6 F

VENDREDI 29 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BRUYÈRE - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev à l'épreuve

Moscou Tokyo et les Kouriles

Deux semaines de la visite de M. Gorbatchev à Tokyo - du 16 au 19 avril - les grandes manœuvres nippo-soviétiques battent leur plein. Ce premier voyage d'un « numéro un » soviétique a longtemps été attendu à Tokyo comme un événement historique. L'état de décompensation politique et économique dans lequel se trouve l'URSS risque cependant d'en diminuer la portée.

La présidence soviétique n'est plus aujourd'hui le leader triomphant, aux idées hardies et novatrices, l'homme qui voulait remettre l'URSS sur pied et lui redonner une politique asiatique, comme il l'avait proposé dans son fameux discours de Vladivostok en 1986. M. Gorbatchev est en grande difficulté, et cherche à obtenir toute aide qui lui permettrait de maintenir sa barque à flot.

C'est sans doute pourquoi les Japonais relancent avec une vigueur accrue le débat sur les îles Kouriles, objet d'un contentieux territorial qui a, jusqu'à présent, bloqué toute normalisation des relations nippo-soviétiques. Considérées par les Japonais comme leur Alsace et leur Lorraine, les quatre îles méridionales de l'archipel - appelées « Territoires du Nord » - sont revendiquées avec constance depuis leur occupation par Staline en 1945. Le dossier est complexe, les traités peu clairs.

Longtemps, son statut de super-puissance avait permis à l'URSS de rester de glace face aux exigences nipponnes de récupérer ces quatre rochers stratégiques où campent dix mille militaires soviétiques. La situation est désormais inversée, et le Japon, conscient de sa puissance économique et de la délégitimation du pouvoir soviétique, se sent en position de force. Selon la presse de Tokyo - démentie, mais c'est de bonne guerre, par le ministère nippon des affaires étrangères - le secrétaire général du Parti libéral-démocrate vient de faire à M. Gorbatchev de nouvelles propositions.

TOKYO obtiendrait, moyennant une aide militaire - on parle de 20 à 28 milliards de dollars - une restitution en deux temps des quatre îles. Selon les Japonais, M. Gorbatchev n'a pas rajouté d'ambition cette offre, déclarant à son tour : « Nous devons aller à l'un ou l'autre, chercher la voie pour enrichir nos relations. Il est très important de rompre avec les positions en béton armé sur une question si brûlante qu'on ne peut la toucher à main nue ».

Il n'en reste pas moins que quelques jours de discussions ne suffiront pas à résoudre un différend vieux de près d'un demi-siècle. Il est un effet difficile pour chacun des deux camps, contraints de tenir compte d'une frange d'opinion ultra-nationaliste, de paraître céder. En particulier pour M. Gorbatchev. Ce dernier doit déjà faire face à M. Eltsine, qui fait valoir que les Kouriles ne pourraient être aliénées sans accord, puis-que elles font partie de la Fédération de Russie. Plus grave encore, toute concession du Kremlin sur les territoires acquis - de gré ou de force - en 1945 risquerait de remettre en cause le fragile équilibre des frontières occidentales de l'URSS, et d'ouvrir une nouvelle boîte de Pandore. Un casse-tête supplémentaire dont M. Gorbatchev n'a guère besoin.

M0147 - 0329 0 - 6.00 F



La capitale soviétique en état de siège pour la manifestation pro-Eltsine

Les forces du ministère de l'intérieur soviétique, équipées de lances à eau et de matériel anti-émeute, étaient déployées, jeudi 28 mars, dans le centre de Moscou, en prévision de la manifestation - qui doit avoir lieu dans l'après-midi - des partisans de M. Boris Eltsine. Ce dernier a obtenu un premier succès dans la matinée lors de l'ouverture, au Krem-

lin, dans un climat houleux, du Congrès des députés de Russie : protestant contre le dispositif policier, les députés ont reporté leurs travaux au lendemain, après une tentative de médiation auprès du président Gorbatchev. Le Congrès russe a aussi voté l'annulation de l'interdiction des manifestations à Moscou prononcée par le pouvoir central.



Lire page 36 l'article de DANIEL VERNET

Allemagne : l'effet boomerang

Acclamé voici un an dans les deux parties de l'Allemagne M. Kohl doit maintenant faire face aux désillusions de l'ex-RDA

BONN
de notre correspondant

L'état de grâce de M. Helmut Kohl, consécutif à la réussite de l'unification allemande et à sa brillante victoire lors des premières élections libres de l'Allemagne réunifiée, le 2 décembre 1990, est terminé. La popularité du chancelier est en chute libre dans les sondages, à l'Ouest comme à l'Est ; les manifestations du fond ont repris dans les rues de Leipzig, où l'on conspu aujourd'hui un Helmut Kohl que l'on acclamait un an plus tôt.

A l'Ouest, la confiance de l'opinion publique dans le gouvernement et son chef a été fortement entamée par l'annonce de l'augmentation des impôts directs et indirects nécessaire par le financement de l'unification. Les électeurs des anciens Länder d'essence flouée, après avoir entendu les promesses électorales d'un chancelier leur assurant que l'intégration des nouveaux Länder pourrait se

réaliser sans augmentation de la pression fiscale. A l'Est, six mois après l'introduction du deutschmark, potion magique de l'unification, le moral d'une population qui avait fait un triomphe électoral à la CDU est au plus bas.

L'écroulement de l'économie, la montée folgarante du chômage, l'augmentation des loyers et du prix des services n'engendrent pas, certes, la nostalgie de l'ancien régime, mais bien une crise de confiance envers un chancelier qui avait promis devant des foules enthousiastes de faire de l'ex-RDA « un pays florissant ». Le hémol qui Helmut Kohl ne manquait jamais alors d'ajouter à cette prophétie radieuse (« Le chemin vers le bien-être sera long et difficile ») se perdait en général dans les applaudissements et les « Deutschland einig Vaterland ! » (Allemagne patrie unie) scandés à en perdre le souffle.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 6

La poursuite des combats au Kurdistan

M. Bush critiqué pour son refus d'aider la rébellion en Irak

Alors que l'ordre semble avoir été rétabli dans le sud de l'Irak, et que les combats se poursuivent au Kurdistan, M. Saddam Hussein a donné, mercredi 27 mars, « six mois » à ses ministres pour opérer le redressement du pays.

A Washington, où le refus de la Maison Blanche de soutenir la rébellion en Irak est de plus en plus critiqué, la polémique sur l'arrêt des combats, déclenchée par un entretien télévisé du général Schwarzkopf, a accru le malaise de l'administration.

WASHINGTON

de notre correspondant
« Franchement, j'avais recommandé de continuer la marche... » La « marche », c'était l'avancée en Irak des troupes américaines dans la dernière phase de la guerre, et l'auteur de cette « recommandation » qui n'a pas été suivie, c'est le général Schwarzkopf. Diffusées au moment où les troupes américaines assistent passivement à la guerre civile qui ravage l'Irak et où l'attitude de la Maison Blanche suscite de plus en plus d'interro-

gations, les déclarations du commandant en chef de l'opération « Tempête du désert » ont touché un nerf sensible, et suscité des réactions immédiates de l'administration. Avant même que la chaîne de télévision publique PBS ne diffuse, mercredi soir 27 mars, l'interview dans laquelle le général Schwarzkopf se livre à quelques réflexions sur la guerre (le Monde du 28 mars), le secrétaire au Pentagone publiait une sèche mise au point.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Le gouvernement parie sur une reprise de la croissance cet été

Lire page 25 l'article d'ALAIN VERNHOLES

Mgr Lustiger, cardinal de l'urgence

Tourmenté, exigeant et brillant, cet archevêque atypique célèbre Pâques pour la dixième fois à Paris

par Laurent Greilsamer
et Daniel Schneidermann

Vit-on jamais cardinal si peu ecclésiastique ? Anxieux et anxieuse, le regard condamné à l'inquiétude derrière les fines lunettes, comme pour démentir la puissance taquine du menton et du torse. On l'imagine à l'affût des craquements, la nuit, dans la solitude de l'hôtel particulier du faubourg Saint-Germain qui abrite l'archevêché de Paris. « Lorsque nous sommes en réunion et que le téléphone sonne à la loge du concierge, confie un proche, il s'inquiète tout de suite : « Qui est-ce ? »

Mais quelle crainte tenaille donc l'archevêque de Paris, qui colore de vibrants traits ses colères de prédicateur ? La peur des périls qui guettent l'Eglise catholique en son troisième millénaire ? Ou, génériquement inscrite, le souvenir des cosques qui viennent porter la mort dans les ghettos juifs d'Europe centrale ? Car voici mainte-

nant plus de dix ans que son secret est connu de tous : Mgr Aron Jean-Marie Lustiger, né en 1926 de parents polonais émigrés en France, est un cardinal juif.

Alliance de mots inouïs, qui télescope deux mille ans de mépris et de persécutions. Si l'origine juive de Mgr Lustiger a déchaîné la curiosité du public, sa foi exigeante de converti a braqué contre lui tous ceux, dans l'Eglise, pour qui le prêtre doit s'aligner sur la société, quitte à mettre parfois sa croix dans sa poche. N'aura-t-il pas été désigné, comme aucun de ses prédécesseurs avant lui, pour cible des attaques croisées des léninistes et, mezza voce, de certains chrétiens de gauche ?

Son compagnonnage exclusif avec Dieu remonte à ce jour de l'Ascension, en 1940, où, après avoir franchi le porche de la cathédrale d'Orléans, il s'arrêta au transept sud, soudain couronné par l'évidence de la grâce. Il a quarante ans, et est gamin de Montparnasse vit alors sur les bords de la Loire depuis plusieurs mois.

Lire la suite page 12

LIVRES • IDÉES

La nation pour inclure ou pour exclure ?

La dimension communautaire, entretient avec Dominique Schnapper. Une idée fragile et libre, par Julia Kristeva. L'appartenance et le développement du sentiment national en France. « Harold Acton et Wyndham Lewis : Deux Anglais dans le siècle. » Le Cécile et l'oubli de l'Afrique. « Troyat ou l'enfance retrouvée. » La feuilleton de Michel Branda. « Histoires littéraires, par François Bott. D'autres mondes, par Nicole Zand. pages 17 à 24

AFFAIRES

La marche polonaise des privatisations. A Prague, un ancien ministre communiste roule pour General Motors. « Méridien qui rit, Méridien qui pleure. pages 29 à 31

L A C A N



LE SÉMINAIRE

Livre VIII : Le transfert. 190 F

Livre XVII : L'envers de la psychanalyse. 110 F

Texte établi par Jacques-Alain Miller.

Collection Champ Freudien dirigée par Jacques-Alain et Judith Miller.

Editions du Seuil

Les « Rambos » de Sartrouville

Les méthodes des vigiles en accusation après le mort de Djamel Chetoui page 10

Le gouvernement à la recherche d'une majorité

Les centristes subordonnant leur approbation du projet sur l'administration territoriale au vote de dispositions en faveur de l'école privée page 8

Le Mali après la chute de Moussa Traoré

Calmé précaire à Bamako. page 4

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 36

À L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 70 P ; Irlande, 90 P ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Idéologies

La fin des grandes simplifications

par Alfred Grosser

L'AIR du temps est à la lamentation. Il n'y a plus de belle doctrine, il n'y a plus de projet de société, plus d'utopie, plus de grand rêve mobilisateur. Il reste quelques fières certitudes, surtout pour condamner. De préférence ce qu'on proclamait soi-même agressivement naguère : on ne saurait avoir que totalement raison puisqu'on a eu totalement tort. Avoir été révolutionnaire internationaliste hier, quelle justification éblouissante pour le nationalisme intransigent d'aujourd'hui ! Avoir écrit « le stalinisme a un fondement nationaliste et raciste », quelle meilleure façon d'un assumer l'oubli, sans doute d'abord à ses propres yeux, que par un pro-israélisme intransigent !

Dans l'ensemble, cependant, les nobles certitudes se font rares et les modèles pâlisent. Même les anti-modèles. On a beau avoir proclamé le catéchisme communiste, la grande vérité rigoureuse inverse ne tient plus très bien la route : l'URSS était totalitaire, et la caractéristique du totalitarisme, c'est qu'il ne pouvait s'effondrer ni même s'atténuer du dedans. Or, voici que l'Union soviétique n'est plus ce qu'elle était. Faut-il dire qu'elle n'a pas été totalitaire ou qu'il fallait définir autrement le totalitarisme ? Alternative cruelle pour les idéologues !

Ne faut-il pas se réjouir, au contraire, de la fin des grandes simplifications ? Les Vérités à majuscules ont perdu du poids.

Bien des simplismes ont disparu. Plus guère de causes « en dernière instance ». Les absolus sont de moins en moins croyables. Et si l'acceptation du relatif, du multicausal, du compliqué était le point de départ obligé d'une morale unissant la référence à la liberté et la référence à la justice, double exigence que tout le monde prétend conserver, même ceux qui déplorent la fin des modèles ?

Il reste cependant au moins trois dogmatismes dont on devrait proclamer l'immoralité dès lors qu'on se réclame de ces deux valeurs-là. Le premier est fondé sur la foi en la vertu des « mécanismes spontanés du marché ». Il existerait certes des « droits de... », mais pas de « devoirs de... ». Le politique est né dans ce qu'il a de plus noble, à savoir la visée, pour une collectivité humaine, de la maîtrise de son avenir qui comprend la chance pour les plus délaissés de voir leur misère prise en charge par le Pouvoir.

La fausse vertu de l'identité

Accepter l'économie de marché, ce n'est pas renoncer au pouvoir protecteur, au pouvoir organisateur, puisque ce marché ne garantit nullement contre des effondrements collectifs générateurs de désespoirs. Le chancelier Kohl est en train de le comprendre à propos de la nouvelle parité du pays que, depuis l'unification, il n'a pas suffisamment gouverné. Chez nous,

en France, il y a quelque indécence de voir l'apologie des « mécanismes spontanés » faite, y compris dans le domaine de l'enseignement, par des professeurs qui devraient d'abord quitter le service public pour fonder des universités privées soumises aux lois du marché, donc susceptibles d'être en faillite et de les laisser au chômage !

Une seconde doctrine ne s'affiche pas en tant que telle, mais n'en est pas moins de plus en plus répandue. Elle va à contre-courant à la fois de la tradition des Lumières et du christianisme évangélique retrouvé, tel que le définissait par exemple le cardinal Wojtyla, futur Jean-Paul II : « Le terme de « prochain » ne prend en considération que la seule humanité de l'homme... [Il] fournit donc la base la plus large pour la communauté, une base qui s'étend par-delà toute appartenance... ». Or, la mode est au dogme identitaire : l'important, c'est l'identité définie par l'appartenance solide à un groupe. A peine a-t-on cessé d'évoquer l'appartenance exclusive à la classe ouvrière, définie en notre siècle de façon le plus souvent mythique, qu'on glorifie les identités pourtant génératrices d'exclusions, d'auto-ghettoisations, de haines ou, pour le moins, d'incompréhensions. La tâche prioritaire de l'éducation n'est certes pas de désintégrer, comme nombre d'éducateurs l'ont cru en 1968. Mais elle est tout de même de libérer en faisant prendre quelque distance par rapport aux insinuations, aux idéologies.

Plutôt que de se passionner à propos de quelques jeunes filles amenant leur voile à l'école publique, avec la probabilité d'être vite intégrées à la pluralité de cette école, on aurait mieux fait de réfléchir aux dangers des écoles strictement « identitaires », islamiques, hébraïques ou autres, dès lors qu'elles ne consentiraient pas à l'effort d'ouverture et de respect des autres accompli par la majeure partie de l'enseignement catholique.

La constante proclamation de la vertu de l'identité nie la portée pacificatrice de la petite histoire racontée par André Schwarz-Bart. Un rabbin à qui on demandait : « La cigogne, en juif, a été appelée Hassida (affectionnée) parce qu'elle aimait les stens, et pourtant elle est rangée dans la catégorie des oiseaux impurs. Pourquoi ? » répondit : « Parce qu'elle ne dispense son amour qu'aux stens ».

La troisième doctrine est la plus dangereuse, parce qu'elle se réclame de la liberté grâce à une imposture qui n'apparaît qu'à la réflexion. C'est l'appel incessant au « libérez-vous ! ». Se libérer de règles paralysantes, frustrantes, mutilantes constitue un noble but. A condition de dire que la liberté ainsi obtenue ne consiste pas à faire n'importe quoi. Sauf à considérer que les autres n'existent pas

ou n'ont aucun droit. Faire semblant de croire que la liberté narcissique de s'éclater correspond à celle de la devise Liberté, égalité, fraternité est une imposture.

Si la notion d'égalité renvoie à la justice à obtenir pour autrui et celle de fraternité à la solidarité avec autrui, la liberté est ou bien celle à faire acquiescer par autrui ou bien celle qu'on exerce soi-même au service de la libération des non-libérés d'aujourd'hui, cette absence de liberté fut-elle due à la pauvreté et non au régime politique. Or, cette imposture est constamment pratiquée par nombre de nos hommes et de nos journaux se voulant de gauche, même quand ils célèbrent Serge Gainsbourg ou le Cercle des poètes disparus. On ne devrait pas déplorer la mort du militantisme et appeler à l'engagement au service de nobles causes dans la moitié des articles, et proclamer dans l'autre moitié que la liberté va sans responsabilité et sans engagement dans la durée.

Pas de Vérité à majuscule

En principe, tout le monde ou presque s'accorde chez nous sur des valeurs bien simples et acceptées dans leur relativité. Il vaut mieux la vérité que le mensonge ou l'erreur, mais il n'existe pas de Vérité à majuscule, surtout si elle devait être protégée par un Pouvoir. Il existe — ce qui est déjà beaucoup — des choses plus vraies que d'autres. La Justice à majuscule n'existe pas, mais on peut constater et combattre des situations plus injustes que d'autres. Personne n'est totalement libre, notamment par rapport aux déterminations sociales subies, mais on peut toujours progresser en libérations.

Ailleurs il n'en est pas ainsi, notamment dans le monde musulman. Récemment de plus pour ne pas s'écarter soi-même à la tentation de simplifier et de renoncer à l'idée de base de la dignité égale de tous les hommes, fussent-ils d'une autre appartenance. Ce n'est pas non plus parce qu'en Europe de l'Est les nationalismes renaissent et menacent de s'affronter dans le sang qu'il faut cesser de leur donner l'exemple communautaire des nationalismes surmontés.

Quel besoin enfin d'utopies et de modèles quand tous les jours nous nous surprenons à évoquer, à invoquer les valeurs de référence qui créent une sorte de morale commune ? Qu'il y ait désaccord sur son origine, sur sa source importe peu. Qu'il y ait difficulté à en tirer des conséquences concrètes parce que la réalité est difficile et permet des interprétations très différentes, voilà qui n'a rien de décourageant. S'il n'y avait pas de difficulté à faire des choix concrets, c'est alors que notre liberté serait simple fiction !

BIBLIOGRAPHIE

Seuls, tous ensemble

NOS SOLITUDES, ENQUÊTE SUR UN SENTIMENT de Michel Hanoun. Le Seuil, 282 pages, 99 francs

L'image classique de la solitude dans notre société « de communication », c'est la petite vieille qui achète chaque jour son pain en équilibre, matin et après-midi, pour rencontrer plus de monde. Mais la solitude n'est pas le propre des exclus, qu'ils soient vieux, malades, handicapés, immigrés ou chômeurs : elle traverse tout le corps social, elle atteint chacun de nous, comme l'explique Michel Hanoun dans un livre clair, dialectique et ambivalent.

Cet ancien député RPR avait rédigé en 1987 un rapport remarquable sur le racisme. Rapport qui allait lui valoir des compliments à gauche et lui coûter son siège aux élections suivantes. Dépassé des obligations parlementaires, pouvant exercer plus librement son double métier de gynécologue et de maire (Voreppe, Isère, 9 000 habitants), il a consacré ses loisirs, depuis lors, à « enquêter sur un sentiment ».

Les amateurs de chiffres ne seront pas déçus : l'ouvrage se fonde sur un sondage d'opinion, commandé à la COFREMCA, pour lequel 2 500 personnes âgées de quinze ans et plus ont été interrogées. On y apprend, entre autres, que la majorité des victimes de la solitude ne vivent pas

seules. Et, à l'inverse, que les personnes qui éprouvent un sentiment de solitude n'en souffrent pas nécessairement. Ces paradoxes, et quelques autres, conduisent l'auteur à une étude tout en nuances, englobant une foule de sujets : de l'adolescence à la vieillesse, du célibat au divorce, du tabagisme à l'alcoolisme, du Minitel aux animaux domestiques.

Il ne s'agit pas d'un essai en chambre. Michel Hanoun a pris la peine de recueillir de nombreux témoignages. Son livre est un véritable inventaire des solitudes : les bonnes et les mauvaises, les affirmées et les déguisées, les parallèles et les perpendiculaires.

« Dans notre course au bonheur, écrit-il, la solitude est pour les uns une aventure intérieure solitaire et choisie, tandis que pour les autres elle est un handicap et un fardeau. Pour nous tous, elle est une réalité. » Tous les hommes sont seuls, comme les arbres dans la forêt, mais certains sont plus isolés que d'autres. A ces derniers, il ne suffit pas de dire : « Communiquez davantage ! ». Communiquer quoi ? La communication produit elle aussi de la solitude, quand elle est sans objet.

Le dix-neuvième siècle a été marqué par la conquête de la liberté. Le vingtième siècle, par l'obsession de l'égalité. Les années à venir, souligne Michel Hanoun, seront dominées par la solitude — ou, plus exactement, par la maîtrise de la « solitarité ».

ROBERT SOLÉ

Après-guerre

Elire un Parlement palestinien ?

par Maurice Duverger

EN demandant l'application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité paralyssées depuis un quart de siècle, le président Bush a validé la justification du recours à la force pour appliquer les résolutions 660 à 678. La libération du Koweït par la violence n'ouvrira réellement le chemin d'un nouvel ordre international que si elle est suivie sans délai d'une libération négociée de la Cisjordanie et de Gaza.

Celle-ci suppose un véritable renversement des rapports entre les Israéliens et les Palestiniens : renversement peut-être moins impossible qu'il ne paraît. Aujourd'hui, nous sommes acharnés, ces deux peuples, voisins et dynamiques, pourrions-nous coopérer aussi étroitement que les Français et les Allemands après les terribles combats des deux guerres mondiales. N'ont-ils pas en commun, avec une grande intelligence, deux déviances rares dans la région : le pluralisme politique et l'esprit d'entreprise ?

Il est naturel que M. Shamir soit intraitable sur l'un des aspects des résolutions en question : l'exigence pour les pays en cause. Qui a enseigné voici dix ans à l'université de Tel-Aviv — durant plusieurs semaines où il parcourait le pays en tous sens, y compris dans les territoires occupés — comprend et partage l'inquiétude d'Israël à cet égard. Mais l'évolution des territoires les rend désormais plus dangereux à l'intérieur des frontières qu'en dehors. Après l'intifada et la guerre du Golfe, ils ne sont plus un glacis protecteur qui éloigne une menace d'invasion. En révolte permanente contre le gouvernement de l'Etat, les Palestiniens l'accentuent d'une répression de plus en plus violente qui devient insupportable à ses amis étrangers et à ses meilleurs citoyens. « Echanger la paix contre les territoires », cela n'est pas seulement un maréchal, mais l'expression d'une nécessité. Il faut se délivrer des territoires pour établir une paix véritable.

Sauver la face

Incertainement, la situation d'Israël glisse vers celle de la France dans la dernière phase de la guerre d'Algérie. Sans un tel geste que le pousse, M. Shamir parviendrait-il finalement à imiter la conversion de Michel Debré, auquel il ressemble par son intransigeance ? Le premier refuse de parler avec l'OLP comme le second refusait de parler avec le FLN. Mais il faut négocier avec le chef de la résistance, dans toutes les guerres civiles. Non seulement parce qu'il exprime la majorité des révoltes, mais parce que lui seul peut leur faire comprendre la

nécessité des compromis qui fondent la paix en rendant possible une collaboration des deux Etats, une fin à la partition réalisée.

Comment permettre au gouvernement israélien de sauver la face, à l'OLP de confirmer sa représentativité après une erreur de parcours, aux Palestiniens de disposer d'un statut d'instance légitime d'une incontestable légitimité démocratique ? L'histoire de l'avènement de nouvelles nations dans l'Europe du dix-neuvième siècle suggère la transposition d'un modèle dans le Moyen-Orient au vingtième : celui de Francfort en 1848, où les Allemands ont disposé d'un Parlement alors que l'Allemagne n'existait pas encore. Les rois et les princes d'alors ont fait échouer l'entreprise de construction d'un Etat qui menaçait leurs pouvoirs. Au contraire, les rois, les emirs et les présidents de la région pourraient appuyer celle d'un Parlement qui les aiderait à surmonter leurs divergences.

L'élection d'une telle Assemblée devrait se dérouler simultanément en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie et dans toutes les communautés de la diaspora palestinienne, suivant des modalités uniformes : les candidatures étant ouvertes à toutes les organisations politiques, la campagne et les votes se déroulant sous contrôle international. Un tel scrutin ne pourra jamais se réaliser si les gouvernements en cause doivent élaborer ses règles par une négociation facile à caler par les adversaires d'une Palestine indépendante. Mais la difficulté pourrait être tournée par le recours à un élément extérieur tel que le Parlement européen, qui pourrait collaborer d'une façon officielle avec des parlementaires de toutes les nations concernées : ces derniers étant comme lui plus libres d'agir que les gouvernements. On peut penser que même certains députés du Likoud ne refuseraient pas de participer à ces conversations préliminaires, ne serait-ce que pour les freiner.

Naturellement, elles supposeraient que l'OLP ne repousse pas un tel projet. Mais pourquoi le ferait-elle ? Yasser Arafat serait triomphalement élu. Il pourrait s'appuyer sur une majorité claire et incontestable, qui refléterait en même temps la diversité des tendances de son organisation. Ainsi serait assurée la représentativité internationale de la délégation que le Parlement palestinien désignerait pour mener les négociations définissant l'établissement du nouvel Etat. Faut-il ajouter que, en se constituant à partir d'élections libres et pluralistes, ce dernier aurait les plus grandes chances de devenir une authentique démocratie politique, condition indispensable à son développement économique, social et culturel.

COURRIER

L'islam, dans le sens du poil

Pourquoi continuerait-on à donner à l'islam un statut spécial parmi les religions ? C'est-à-dire à accorder à cette religion des droits que l'on ne reconnaît à aucune autre.

Par exemple, le droit d'avoir dans tous les pays occidentaux des lieux de culte et celui pour elle d'interdire quand elle le veut, comme par exemple en Arabie saoudite, non seulement la construction d'églises, mais le symbole même de la croix et le culte chrétien comme on l'a vu récemment. Il est bien évident que ces exigences de l'Arabie saoudite n'ont été appliquées que parce que les Occidentaux les ont acceptées.

Les Occidentaux sont même allés bien souvent au-devant de ces exigences. Comme Lyauté était allé au-devant des exigences du sultan en interdisant l'entrée des mosquées marocaines aux Européens alors que personne ne lui demandait de le faire.

Cette cession dans le sens du poil, c'est la compensation donnée par l'Occident chrétien déchristianisé à des pays qu'il a contraints et qu'il maintient dans un état d'amoindrissement économique et politique. Cette attitude nous arrange : tant que l'islam sera considéré comme une douce manie qu'il faut flatter dans ses manifestations, les pays où il est majoritaire ne pour-

ront pas échapper, pour leur développement économique, aux pesanteurs d'une religion toute-puissante.

HELENE BERNARD
Soulzais-la-Porte (Cher).

L'affaire Gaudino

Aujourd'hui retraité de la police nationale, et ancien secrétaire général du syndicat CFDT de la police parisienne, je ne peux rester indifférent au « problème Gaudino ». A mon sens, l'inspecteur Gaudino ne pouvait — et ne devait — échapper à une sanction disciplinaire, au motif d'une obligation de réserve en matière judiciaire qu'il avait manifestement malmenée.

Mais de là à le révoquer ! Pour en avoir suffisamment eu à connaître, lorsque j'étais en responsabilité au syndicat CFDT de la police, je ne peux que regretter que la décision en parallèle avec la « médecine disciplinaire douce » (simples déplacements, avancement de quelques pas, etc.) infligée à de véritables rigolos auxquels, dans le meilleur des cas, je n'aurais jamais confié la garde de mon portefeuille.

Il est des disproportions en matière disciplinaire qui ne relèvent pas de la subjectivité, mais d'une malhonnêteté qui, en l'occurrence, se confond avec des raisons politiques qui ne font honneur à personne. Et qui ne serviront personne.

M. JEAN DUBREUIL
Le Tréport.

Les ministres de M. Bush sont « à l'essai » pour

Le président Saddam Hussein a annoncé mercredi 27 mars qu'il allait mettre ses ministres à l'essai. « Nous allons nous réunir une période d'un mois de quatre à six semaines pour permettre de faire leurs preuves », a déclaré le président irakien devant les membres du nouveau gouvernement irakien, qui se préparaient à prêter le serment constitutionnel.

« Nous n'avons pas besoin de fonctionnaires à la tête des ministères », a déclaré M. Saddam Hussein, ajoutant que l'Etat irakien « est déterminé à sélectionner les ministres dans une période de quatre à six semaines ». Le président irakien s'est déclaré par ailleurs « fier » de l'insurrection dans son pays. « C'est la plus importante victoire depuis que nous avons obtenu l'indépendance », a-t-il déclaré. « Nous sommes fiers de cette victoire », a-t-il déclaré. « Nous sommes fiers de cette victoire », a-t-il déclaré.

« Nous sommes fiers de cette victoire », a-t-il déclaré. « Nous sommes fiers de cette victoire », a-t-il déclaré. « Nous sommes fiers de cette victoire », a-t-il déclaré.

M. Bush critique po d'aider la rébellion

Suite de la première page. Le Pentagone rappelle que la décision de mettre les ministres à l'essai est une décision interne à l'Etat irakien, mais qu'elle a des implications pour la coordination avec le général Schwarzkopf, qui mène l'opération « Ouragan ».

De son côté, mais sur un ton plus amical, le président Bush assure qu'il y avait eu « une erreur totale » quant à la décision de mettre les ministres à l'essai. Mais l'initiative de Saddam n'en était pas moins apparente : à un journaliste qui lui demandait pourquoi il ne se joignait pas à la décision de mettre les ministres à l'essai, M. Bush répondit : « Alors, c'est lui qui le demande ».

L'épilogue a fait grand bruit dans Washington, ne serait-ce que parce qu'il paraît opposer les deux « héros » majeurs de la victoire : le président et l'incomparable « général Ouragan ». Et aussi parce que, surtout, il a été vu comme une déclaration de leur combat. Les déclarations du général Schwarzkopf semblaient suggérer que si une telle décision avait été prise, « nous aurions pu être plus efficaces et les Etats-Unis seraient débarrassés de Saddam Hussein ou bien ne se trouveraient confrontés à des problèmes politiques et moraux délicate ».

L'administration étale ses hésitations

Pourtant, à aucun moment au cours de cette « interview » — d'ailleurs menée avec une courtoisie remarquable — le général Schwarzkopf ne suggère qu'il aurait fallu continuer la « marche » jusqu'à Bagdad. Et il rend amplement hommage au président Bush, pour le « courage » et « l'humanité » dont il a fait preuve en mettant un terme à des opérations qui étaient en train de mener à une « bataille d'annihilation ». Par ailleurs, le général reconnaît même que « les objectifs militaires » de la campagne avaient été atteints. Reste tout de même la petite phrase, le reproche esquissé, le rappel au moins qu'une autre voie aurait été possible. C'était amplement assez pour susciter, non seulement les réactions officielles, mais les remarques rageuses de fonctionnaires « anonymes » qui en disent long sur l'humeur réelle de la Maison Blanche. « Le général Schwarzkopf est resté trop longtemps dans le désert », ou bien « il souffre de surexposition à la caméra » (la gloire médiatique et l'immodestie notoire du général agacent depuis longtemps un certain nombre de responsables à Washington).

Mais l'essentiel est ailleurs. La « sortie » du général Schwarzkopf, même ramencée à ses justes proportions, intervient à un moment où

ISMAIL KADARÉ

Printemps albanais

Chronique, lettres, réflexions

324 p 98 F

Voilà un précieux document. Etant donné l'immense popularité de Kadaré en Albanie, il aura certainement des conséquences sur l'avenir politique du « pays des aigles ».

Nicole Zand, Le Monde

FAYARD

L'édition albanaise est en vente chez le même éditeur.

سكزا (عن الإصحاح)

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

La situation en Irak

« Seule une solution démocratique peut régler le problème de la succession »

estime un dirigeant de l'opposition à Bagdad dans une déclaration au « Monde »

Les ministres de M. Saddam Hussein sont « à l'essai » pour quatre à six mois

Le président Saddam Hussein a annoncé mercredi 27 mars qu'il allait mettre ses ministres à l'essai. « Nous fixons aux ministres une période d'essai de quatre à six mois pour leur permettre de faire leurs preuves », a déclaré le président irakien devant les membres du nouveau gouvernement irakien, qui se préparaient à prêter le serment constitutionnel.

« Nous n'avons pas besoin de fonctionnaires à la tête des ministères, mais de ministres », a ajouté M. Saddam Hussein, ajoutant que l'Etat irakien « est déterminé à soutenir les ministres dans leur action, afin qu'ils puissent accomplir leurs tâches ». Le président irakien s'est déclaré par ailleurs « peiné » par l'insurrection dans son pays. « La chose la plus importante que nous ayons eu à affronter après l'agression américaine, ou plutôt qui est étroitement liée à l'agression américaine, est cette trahison par certains. Nous en sommes peiné, mais que cela soit une leçon pour nous ».

Jourhouri, le quotidien du gouvernement irakien, a affirmé mercredi que l'« ordre » avait été rétabli dans toutes les régions du sud du pays où les bureaux du gouvernement ont repris leurs activités normales, ainsi que les écoles. Une information partiellement

confirmée par M^{me} Margaret Tutwiler, le porte-parole du département d'Etat, qui a déclaré mercredi que le gouvernement irakien semblait « s'être assuré du contrôle de la plupart des grandes villes du sud, y compris Bassorah et les villes saintes chiites de Najaf et de Karbala ». Elle a cependant ajouté que les « forces gouvernementales semblent toujours incapables d'établir leur contrôle sur un certain nombre de villes moins importantes et de régions rurales ».

Au Liban, le chef des maquisards de Turquie, M. Abdallah Ocalan, secrétaire général du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a contesté mercredi, dans une déclaration à l'AFP, la représentativité du chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, qui « est lié aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne, et à l'OTAN, et qui n'a pas le droit de négocier au nom des Kurdes, notamment des douze millions qui vivent en Turquie ». M. Ocalan s'est également inquiété du rapprochement entre Ankara et un autre dirigeant de l'opposition kurde irakienne, M. Massoud Barzani, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). « Je suis en conflit » avec M. Barzani a-t-il déclaré. « Ce conflit peut dégénérer en guerre s'il s'allie à la Turquie. » - (AFP-Reuter.)

Pour la première fois, un dirigeant de l'opposition irakienne, en l'occurrence M. Fakhr Karim, membre du bureau politique du Parti communiste irakien, a été reçu mercredi 27 mars par un haut fonctionnaire du ministère français des Affaires étrangères.

A l'issue de cet entretien, M. Karim nous a déclaré qu'il avait interrogé son interlocuteur sur l'attitude de Paris en ce qui concerne « l'alternative démocratique » proposée par le comité d'action commune qui regroupe l'ensemble des dix-sept organisations de l'opposition irakienne. « J'ai l'impression, dit-il, qu'aucune décision définitive n'a été prise à ce sujet par la France, mais que la tendance qui prévaut dans les milieux dirigeants français est favorable à une telle solution ».

« En revanche, ajoute-t-il, ce qui inquiète le plus l'opposition irakienne, c'est l'attitude des Etats-Unis, qui jouent un jeu dangereux dont l'objectif semble être pour l'instant d'extorquer le maximum de concessions de la part de Saddam Hussein, des concessions qui, par la force des choses, iront les successeurs du dictateur de Bagdad. En somme, les Américains ne veulent pas chasser seulement Saddam Hussein, mais également tout gouvernement qui lui succéderait et qui serait obligé d'accepter l'hégémonie américaine sur toute la région ».

Pour justifier leur non-intervention dans le Sud irakien, ajoute M. Karim, les Américains prétendent qu'il n'existe pas pour l'instant d'alternative à Saddam Hussein et surtout qu'ils veulent préserver l'unité de l'Irak.

« Les Américains ne nous écoutent pas »

En réalité, souligne-t-il, il s'agit de prétextes dont l'objectif est de couvrir leur politique réelle qui ignore la volonté du peuple irakien et tend à préparer l'arrivée au pouvoir d'un autre Saddam Hussein qui ne saura rien leur refuser et veillera au respect de leurs intérêts dans la région ».

M. Fakhr Karim souligne que l'opposition irakienne a essayé de se faire entendre des Etats-Unis. Mais, ajoute-t-il, « ils ne veulent pas nous écouter et souhaitent entendre uniquement ce que leur fait plaisir ». Il pense cependant qu'il existe une lutte au sein de l'administration américaine entre

ceux qui ont parié et parient toujours sur Saddam Hussein et ceux qui souhaitent trouver une alternative à Saddam Hussein, mais en dehors de l'opposition démocratique ». A ce propos, il déplore l'attitude des Européens qui, tout en étant favorables à une « solution démocratique du problème de la succession », ne font rien pour imposer leur point de vue à Washington, se contentant de continuer à jouer un « rôle secondaire » en ce qui concerne l'avenir de l'Irak et du Proche-Orient.

Le dirigeant communiste estime que Saddam Hussein ne pourra rester « longtemps » au pouvoir. « Tant sont difficiles les problèmes qu'il est supposé régler. Ses adversaires ne sont plus les seuls chiites et kurdes, mais l'immense majorité de la population irakienne ». Cependant, ajoute-t-il, il s'accrochera au pouvoir aussi longtemps qu'il le pourra. « Il est prêt dans ce but à exterminer tous les irakiens et ne se suicidera pas ». En ce qui concerne la libération du Kurdistan, il l'estime « irréversible », seul « un bombardement chimique des grandes villes kurdes » pouvant permettre aux troupes irakiennes de renverser la situation.

M. Fakhr Karim affirme que l'opposition, qui doit incessamment se regrouper au Kurdistan, exclu pour l'instant toute idée de former un « gouvernement provisoire ». « Tant que les territoires libérés ne se limiteront qu'au seul Kurdistan, une telle éventualité n'est pas opportune. Il faudra encore un nombre substantiel de membres des Nations unies et de la Ligue arabe soient favorables à une telle initiative ». En revanche, il pense que l'opposition créera au Kurdistan un « comité de salut national » dont l'objectif sera de superviser l'intifada (le soulèvement).

A ce propos, il regrette certaines des déclarations faites à Téhéran par plusieurs dirigeants irakiens et par l'odjiaoleslam Mohamed Bakr El Hakim, le chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (SAIRI), laissant entendre que le prochain gouvernement irakien devrait être « islamique ». « L'opposition dans sa quasi-majorité estime que le prochain gouvernement de Bagdad ne sera ni chiite, ni sunnite, ni kurde, mais irakien », souligne-t-il.

Propos recueillis par JEAN GUEYRAS

M. Bush critiqué pour son refus d'aider la rébellion

Suite de la première page

Le Pentagone rappelait que la décision de mettre fin aux opérations offensives était non seulement « correcte et courageuse », mais qu'elle avait été prise en coordination avec le général Schwarzkopf, qui avait émis « aucune objection ».

De son côté, mais sur un ton plus amène, le président Bush assurait qu'il y avait eu « accord total » quant à la cessation des hostilités. Mais l'irritation du président n'en était pas moins apparente : à un journaliste qui lui demandait pourquoi dans ce cas le général avait tenu de tels propos, M. Bush répondit : « Allez donc lui demander ».

L'épisode a fait grand bruit dans Washington, ne serait-ce que parce qu'il paraît opposer les deux « héros » majeurs de la victoire, le président et l'incomparable « animal médiatique » qu'est « Norman la tempête ». Et aussi parce que, surtout si elles sont citées en dehors de leur contexte, les déclarations du général Schwarzkopf semblent suggérer que si une autre décision avait été prise, la victoire aurait pu être plus complète et les Etats-Unis seraient débarrassés de Saddam Hussein au lieu de se trouver confrontés à des problèmes politiques et moraux délicate.

L'administration étale ses hésitations

Pourtant, à aucun moment au cours de cette « interview » - d'ailleurs menée avec une extraordinaire complaisance par David Frost - le général Schwarzkopf ne suggère qu'il aurait fallu continuer la « marche » jusqu'à Bagdad. Et il rend amplement hommage au président Bush, pour le « courage » et « l'humanité » dont il a fait preuve en mettant un terme à des opérations qui étaient en train de viser à une « bataille d'annihilation ». Par ailleurs, le général reconnaît lui-même que « les objectifs militaires » de la campagne avaient été atteints. Reste tout de même la petite phrase, le reproche esquissé, le rappel au moins qu'une autre voie aurait été possible. C'était amplement assez pour susciter, non seulement les réactions officielles, mais les remarques rageuses de fonctionnaires anonymes qui en disent long sur l'humeur réelle de la Maison Blanche : « Le général Schwarzkopf est resté trop longtemps dans le désert », ou bien « il souffre de surimpression à la caméra » (la gloire médiatique et l'immodestie notoire du général agacent depuis longtemps un certain nombre de responsables à Washington).

Mais l'essentiel est ailleurs. La « sortie » du général Schwarzkopf, même ramenée à ses justes proportions, intervient à un moment où

l'administration étale ses hésitations, sinon ses contradictions, face à la guerre civile en Irak. Ne serait-ce que la manière de réagir aux activités dérangeantes des forces irakiennes. La Maison Blanche semble tiraillée entre des préoccupations opposées. Les positions semblent floues : la mise en garde lancée il y a quinze jours par le président Bush à propos de l'attitude par l'Irak d'obédience pour combattre la rébellion est oubliée. Les responsables, tout en essayant de faire valoir que leur attitude est délibérément « obscure », expliquent désormais que seuls les avions irakiens sont interdits de vol.

« La cohérence de la guerre a vécu »

Le général Schwarzkopf, dans son interview, explique pourtant qu'il s'est fait « rouler » par les parlementaires militaires irakiens, qui lui ont fait croire que ces hélicoptères seraient utilisés pour le transport des officiels dans un pays où ponts et routes sont coupés. Et son homologue britannique, le général de La Billière, présent lors de la rencontre avec les militaires irakiens, affirme pour sa part que les conditions du cessez-le-feu provisoire ont été « violées ».

Mais Washington, tout en sachant très bien quelle est l'utilisation réelle de ces appareils, paraît fermement décidé à ne rien faire. Beaucoup d'observateurs s'appuyant d'ailleurs sur des indications données par la Maison Blanche, en concluent que l'administration préfère laisser Saddam Hussein liquider une rébellion qu'elle considère avec méfiance, tout en continuant à espérer que le maître de Bagdad tombera comme un fruit mûr. Tel était le vœu exprimé, avant même la fin des hostilités, par M. Bush lui-même, et il semble s'en tenir à ce schéma. « Il me semble improbable qu'il puisse survivre », a déclaré mercredi le président américain, les sens en ont assez de lui.

Mais il n'est toujours pas question d'achever les « gens » en question, ni d'essayer d'abréger l'effusion de sang. Affirmer qu'en tout de cause les jours de Saddam Hussein sont comptés semble un moyen de justifier son attitude : « Nous allons attendre et voir comment cela se passe », a-t-il expliqué. Et sa préoccupation première reste, à en croire ses déclarations, de rapatrier aussi vite que possible les troupes américaines, tout en imposant à l'Irak de très sévères conditions pour un cessez-le-feu définitif.

Si le rapatriement des « boys » est un objectif à peu près universellement partagé aux Etats-Unis, la passivité face à la guerre civile et le refus d'engager un quelconque dialogue avec ceux qui combattent

Saddam Hussein commencent à susciter un certain malaise. Les critiques viennent pour une part de ceux qui considèrent que les Etats-Unis ne peuvent fuir leurs responsabilités à l'égard des conséquences de la guerre.

D'autres voient dans la confusion actuelle la confirmation d'un soupçon qu'ils nourrissent depuis longtemps : autant l'administration a soigneusement préparé les opérations militaires, autant elle a négligé la réflexion sur « l'après-conflit ». « La cohérence de la guerre a vécu », écrit le commentateur Richard Cohen, et « l'administration Bush prend désormais chaque jour comme il vient ». De son côté, l'éditorialiste du Wall Street Journal, qui a été un des plus forts alliés jusqu'à Bagdad, mais qui autre reproche apparaît aussi, plus surprenant dans ce journal, « vate en guerre » par excellence. Etait-il vraiment nécessaire, se demande le quotidien new-yorkais, de causer des dommages « quasi apocalyptiques » à l'infrastructure irakienne, et donc de rendre la vie si difficile aux civils, sans avantage militaire évident ? « Un nouvel ordre mondial sera plus facile à bâtir, conclut le journal, si ceux qui ont planifié la guerre avaient liquidé le causeur de troubles et laissé tranquilles les centrales électriques ».

JAN KRAUZE

Le retour à Toulon de « Daguet »

M. Joxe : « Je suis fier d'être le ministre d'une telle armée »

« L'armée française a inscrit une nouvelle page de gloire à sa longue histoire. Je suis heureux et fier d'être le ministre de la défense d'une telle armée », a déclaré M. Pierre Joxe, ministre de la Défense, dans un ordre du jour qu'il a lu, mercredi 27 mars à Toulon, avant le défilé qui a marqué le retour d'Arabie saoudite d'une partie du dispositif « Daguet ».

« Les missions qui vous ont été confiées, a-t-il ajouté, ont été remarquablement exécutées. Elles exigeaient audace, sang-froid et détermination. Vous avez, par votre courage, votre endurance, vos qualités professionnelles, montré à vos concitoyens et au monde entier ce que valait l'armée française et ce que pouvait produire l'entraînement, la cohésion, la volonté et la certitude d'être au service du droit ».

Depuis lundi 25 mars, quelque deux mille cinq cents hommes du dispositif français dans le Golfe sont rentrés. Le reste sera de retour pour juin, au plus tard, et une majorité des troupes défilera le 14 juillet sur les Champs-Élysées.

L'ONU et la recherche d'un cessez-le-feu définitif

Les Cinq Grands espèrent mettre rapidement un point final à leur projet de résolution

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité espèrent, mercredi 27 mars, mettre prochainement un point final à leurs discussions sur un nouveau projet de résolution en vue d'établir un cessez-le-feu formel en Irak.

Mercredi matin, les représentants de Chine, des Etats-Unis, de France et de Grande-Bretagne se sont réunis pour entendre une réponse positive de leur collègue soviétique à la philosophie générale de ce projet. Ils ont décidé d'envoyer pour avis dans leurs capitales respectives la dernière version de leur projet et de se revoir dès l'obtention de nouvelles instructions. Les dix autres membres du Conseil de sécurité seront alors officiellement informés de la teneur de ce texte.

Avant toute proclamation du cessez-le-feu, l'Irak devra accepter

de se plier à plusieurs conditions parmi lesquelles le respect de la frontière irako-koweïtienne, selon le tracé de 1963. Ce respect sera garanti, d'une part, par des observateurs militaires de l'ONU, mais également par le Conseil de sécurité à qui, dans la toute dernière version du projet de résolution, il est demandé de « prendre toutes les mesures nécessaires » en cas de violation. Ce dernier point atténue quelque peu les précédentes versions qui laissaient un droit permanent au Conseil de sécurité de recourir à la force. Autre condition, la constitution d'un fonds de réparation qui sera alimenté par un pourcentage des recettes d'exportation irakiennes de pétrole. Ce pourcentage devra tenir compte des besoins essentiels de l'Irak et du non-paiement de ses dettes à plusieurs de ses créanciers parmi lesquels la France, la Grande-Bretagne et l'URSS. L'Irak devra également s'engager à détruire

toutes ses armes de destruction massive, et l'embargo sur les ventes d'armes conventionnelles est maintenu.

Ce projet doit encore être adopté par l'ensemble du Conseil de sécurité, qui n'en a toujours pas été informé officiellement.

Le journal Al Qadissiyah, organe de l'armée irakienne, a qualifié mercredi de « suspect » le projet de résolution américain présenté au Conseil de sécurité, estimant qu'il faisait partie « du complot » ourdi contre l'Irak et « servait Israël ». Commentaires critiqués à leur tour par le département d'Etat américain, dont le porte-parole, M^{me} Tutwiler, a déclaré : « Un jour, les dirigeants irakiens apprendront à respecter la volonté et les mandats des Nations unies et de la communauté internationale. La position des Etats-Unis est que ces résolutions, une fois adoptées, devraient être appliquées, que l'Irak les accepte ou pas. » - (AFP, AP.)

OLIVER SACKS



L'éveil
(Cinquante ans de sommeil)

L'homme qui prenait
sa femme
pour un chapeau
Migraine
Sur une jambe
Des yeux pour entendre

Collection La couleur des idées

Editions du Seuil

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

A l'initiative du ministère de l'environnement

Une antenne française d'assistance écologique est en place au Koweït

Depuis vingt-quatre heures, un camion-laboratoire français analyse l'air chargé de polluants atmosphériques que respirent les habitants de Koweït. Ce véhicule, sorti du génie il y a quelques semaines, était destiné à surveiller la qualité de l'air de l'agglomération parisienne. Avec son équipage - un ingénieur du ministère de l'Industrie et un spécialiste de la préfecture de police - il a été transporté au Koweït par un avion militaire à la demande du ministère de l'environnement.

La France répondait ainsi à l'appel lancé aux Nations unies par le gouvernement de l'émir, demandant une aide extérieure pour tenter de résoudre ses énormes problèmes écologiques. C'est aussi à l'initiative des services de l'environnement qu'un groupe de travail réunissant à Paris des représentants des compagnies pétrolières de l'Institut français du pétrole et de Gaz de France va étudier comment les ingénieurs français pourraient participer à l'extinction des puits de pétrole dont la combustion empoisonne l'atmosphère du Golfe et le plonge dans la pénombre.

Ces deux opérations sont la conséquence directe du voyage éclair que M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a effectué, mardi 27 mars, au Koweït. Il était accompagné de M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs, et de plusieurs experts, dont deux

responsables de la compagnie Elf Aquitaine, qui, l'an dernier, avaient déjà participé au nettoyage des côtes de l'Alaska englobées par le pétrole de l'Exxon-Valdez.

La mission française a éprouvé au moins deux surprises au cours de son périple à l'intérieur de l'émirat, et sur son littoral. D'abord, celle d'observer un sinistre écologique délibérément provoqué par la volonté de nuire, et dont les dégâts sont sans commune mesure avec tout ce que l'on a enregistré à travers le monde depuis des décennies.

La pollution engendrée par les sabotages irakiens affecte l'ensemble du pays. Bien que l'on n'ait pu, et pour cause, les mesurer, les écoulements de pétrole en mer sont actuellement estimés à 300 000 tonnes. Si cette marée noire n'a pas atteint finalement les usines de dessalement des rivières du Golfe, elle ne peut manquer d'avoir gravement perturbé un certain nombre d'espèces comme les oiseaux, les poissons, les crustacés, qui étaient déjà menacés par une pollution chronique. Et ce n'est pas fini, car, selon les observateurs français, des quantités indéterminées de brut continuent d'arriver à la mer.

Le pétrole qui brûle à la bouche des quelque 300 puits dynamités engendre une pollution quotidienne trois fois supérieure à celle de tous les véhicules roulant en France. En outre, elle est concentrée autour de Koweït, qui, deux jours sur trois, est plongée dans l'obscurité. Quelles seront les conséquences de ces émissions massives d'oxyde de soufre et de produits cancérogènes sur la santé des habitants? En tout cas, le manque d'eau et les suites qui s'abattent

sur la ville entraînent le dépeuplement de la ceinture verte que les autorités s'efforcent de tracer à grands frais autour de la capitale.

Enfin, certains puits de pétrole détruits par les Irakiens, mais non incendiés, laissent échapper des milliers de tonnes d'hydrocarbures qui polluent le sol, s'infiltrant et atteignent à coup sûr les nappes d'eau souterraines et les rendent inutilisables pour l'irrigation et la consommation humaine.

La seconde surprise des experts français accompagnant M. Brice Lalonde, c'est d'avoir trouvé sur place un ministre koweïtien de l'environnement, M. Abdulrahman El Alawi, parfaitement conscient de la catastrophe écologique que subit son pays. Des trois cents fonctionnaires que comptait son service, une trentaine seulement sont restés. Les appareils qui analysaient l'atmosphère de la capitale, ceux qui surveillaient les eaux du Golfe, ont été pillés ou sabotés par les soldats irakiens. Et pour ceux qui restaient intacts, ils étaient privés d'électricité jusqu'à ces jours derniers.

Les Koweïtiens estiment que l'agression écologique dont leur pays a été l'objet devrait être assimilée à une « crime contre l'humanité ». Ils soulignent la nécessité d'une convention internationale interdisant l'emploi de ces procédés, comme on a exclu des moyens de guerre les armes chimiques. Le docteur El Alawi et M. Brice Lalonde ont convenu de réunir autour d'eux des « personnalités indépendantes » pour étudier, mettre en forme et promouvoir cette idée.

MARC AMBROISE-RENDU

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après le meurtre d'un colon dans les territoires occupés

Le gouvernement hésite sur les méthodes de répression contre les Palestiniens

Les quinze membres du Conseil de sécurité ont déploré mercredi 27 mars la décision israélienne d'expulser quatre Palestiniens des territoires occupés, en « violation de la quatrième convention de Genève ». Ils se sont également déclarés « gravement préoccupés » par la détérioration de la situation en Cisjordanie et dans la région de Gaza.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Avant les obèses de Yair Mendeleson, le colon juif tué par balles, la veille, près de Ramallah, le gouvernement israélien réagit, mercredi 27 mars, en cabinet restreint à long terme, à la décision de sécurité et de répression, sans parvenir toutefois à s'entendre sur les mesures qu'il conviendrait de prendre pour faire face à la violence, désordonnée mais croissante, du soulèvement palestinien. M. Itzhak Shamir a demandé aux ministres concernés de se mettre d'accord entre eux et de lui présenter aussi tôt que possible « un plan intégré complet pour enrayer la montée du terrorisme en Israël ».

Le débat, passionnément relayé par les médias, oppose d'une part le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, qui plaide à la fois pour un accroissement des contrôles sur la fameuse « ligne verte » qui sépare Israël des territoires occupés et surtout pour un renforcement des mesures punitives - banissements et destructions de propriétés, - d'autre part le ministre de la police, M. Ron-

nie Milo, qui propose, on le sait, d'interdire l'entrée en Israël aux Palestiniens résidents et âgés de moins de trente ans. Selon lui, la plupart des auteurs d'attentats « au couteau », survenus ces derniers temps, sont des jeunes sans responsabilités familiales.

M. Arens est opposé à cette idée pour une raison plus technique que politique ou morale : l'armée n'aurait tout simplement pas assez d'effectifs pour contrôler l'état-civil de tous les jeunes Palestiniens qui viennent chaque jour travailler en Israël.

En fait, souligne notamment le dernier rapport du comité de coordination des organisations non gouvernementales qui exercent leurs activités en zone occupée, « depuis la guerre du Golfe, non seulement une grande partie de la population palestinienne survit difficilement sous couvre-feu, mais la plupart des jeunes de moins de trente ans n'ont déjà plus la possibilité de travailler en Israël ». Cela explique, mais pourquoi, depuis un mois, ce ne sont plus cent ou cent vingt mille Palestiniens qui franchissent quotidiennement la « ligne verte », mais moins de cinquante mille. Il faut dire que M. Milo préconise également que soient sévèrement augmentées les contraventions qui punissent les Israéliens coupables d'employer des travailleurs palestiniens démunis des autorisations nécessaires.

« Augmenter le nombre des implantations »

Le problème, comme on le laisse entendre au plus haut niveau de l'armée, et comme le prouve l'assassinat de mardi, est que les attaques de citoyens juifs ont lieu de part et d'autre de la « ligne verte ». D'où la propo-

sition du ministre de la science, M. Yuval Neeman, d'« augmenter sérieusement la fois le nombre et la taille des implantations juives » dans les territoires. Le ministre, qui reconnaît mercredi le gouvernement aux obèses du colon abattu la veille à Dolev (25 kilomètres au nord-ouest de Jérusalem), a promis que le nombre de colons juifs dans les territoires serait doublé dans les années qui viennent pour atteindre un demi-million d'individus. « Nous combattons le terrorisme une main liée dans le dos par nos meilleurs amis, les Américains », s'est emporté M. Neeman. Et en plus, ils nous demandent de faire des gestes [de pain] !

La chasse à l'homme lancée dès mardi soir par les forces de sécurité pour retrouver le ou les assassins du colon de Dolev se poursuivait jeudi matin dans une région immédiatement et totalement soumise au couvre-feu. Bien que le recours aux armes à feu ait été jusqu'ici extrêmement rare dans le soulèvement palestinien, certaines personnalités comme M. Aaron Domb, directeur du centre d'informations des implantations juives (UVIDA), estiment que le meurtre de mardi est lié à l'intibada et qu'il faut donc accroître la répression dans les territoires. Ce n'est pas l'avis du chef de l'état-major de l'armée, le général Shamron, pour qui « cette attaque ne représente pas un changement de nature » du soulèvement qui a fait en trente-neuf mois soixante-neuf morts dans la communauté juive et mille quatre-vingt-huit chez les Palestiniens, dont plusieurs centaines ont été exécutés par les leurs pour « collaboration avec l'ennemi ».

PATRICE CLAUDE

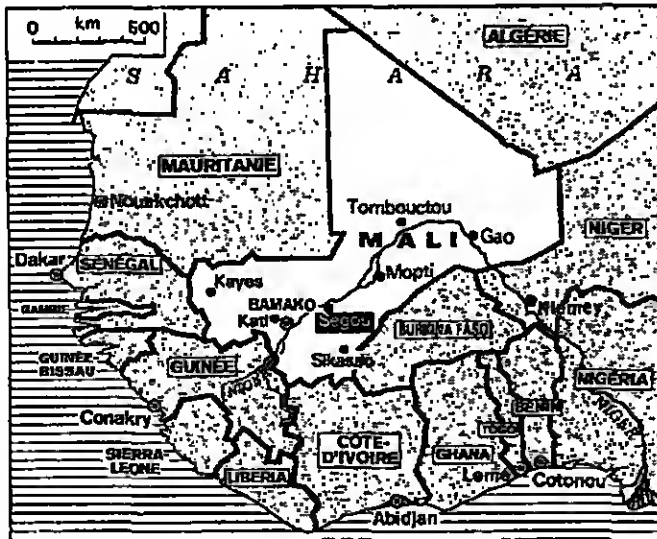
AFRIQUE

MALI : après la chute du président Traoré

Un calme précaire semble avoir été rétabli à Bamako

Après avoir renversé le président Moussa Traoré, les militaires du Conseil de réconciliation nationale (CRN), qui comprend 16 membres et un président, davalant, jeudi 28 mars, répondre aux propositions qui leur ont été soumises mercredi par les civils du Comité de coordination des associations et organisations.

La plupart des Maliens ne cachent pas leur désir de voir l'armée retourner à ses casernes définitivement après environ vingt-trois années au pouvoir et acceptent mal que l'armée « confisque » leur « victoire » qui a coûté plus de deux cents



morts. Le président du CRN, le colonel Amadou Toumani Touré, a indiqué à plusieurs reprises l'intention des militaires de se retirer rapidement, mais ne semble pas avoir convaincu tous les Maliens. Ceux-ci déplorent notamment la présence au CRN d'une majorité d'officiers ayant servi le président déchu.

Le calme semblait rétabli mercredi à Bamako, où un couvre-feu restait toutefois en vigueur. Les pillages généralisés qui ont affecté d'autres villes, notamment Ségou (200 kilomètres au nord-est de Bamako) paraissent avoir cessé.

Scènes de pillage en province

SÉGOU

de notre envoyée spéciale

Des plumes de pintade arrachées dans le feu du pillage, traînent encore sur le sol de la cour. Tout ici a été frénétiquement, minutieusement, passionnément rasé. On a tout emporté : les prises électriques, les montants de fenêtre, jusqu'aux lavabos de la salle de bains. La maison a été rongée comme un os. Puis incendiée. C'est là, dans le quartier Dar-es-Salaam, de la ville de Ségou, qu'habitaient l'épouse et les sept enfants du général Sekou Ly, ministre de la Défense du président déchu. Ils n'ont eu que le temps de se enfuir et de quitter la ville, le 25 mars au soir, juste avant l'arrivée des pillards.

Plusieurs autres résidences - celle du gouverneur notamment et celle de sa maîtresse - ont subi le même sort. Mais il n'y a pas eu de lynxage, ni aucun de ces règlements de compte sanglants qu'a connus Bamako. « Tout le monde était au courant de la manifestation des écoliers, prévue le 22 mars. Et tout le monde se demandait que ça allait chauffer », explique un habitant de Ségou. « Jamais je n'aurais vu un tel flot de gens dans les rues », s'exclame l'infirmier-major de

l'hôpital, qui pourtant travaille ici depuis 1963. C'était miraculeux de voir ça... Partout, les gens criaient : « A bas l'armée ! A bas Moussa ! » Les femmes, même les vieilles dames, étaient là pour manifester », précise-t-il avec fierté.

Comme partout dans le pays, la « manifestation » des scolaires a tourné rapidement à l'émeute. « Vous savez, ils avaient des listes, ils avaient leurs cibles prêtes à l'usage », raconte le directeur adjoint des douanes. Lui, en revanche, tremble de peur. Son bureau, comme celui de son chef, a été dévasté. Tous les bâtiments ont été vidés, incendiés. A l'intérieur, les cendres sont encore chaudes.

La tire-lire est cassée

Dehors, soulevées par le vent, des milliers de pages de dossiers sont éparpillées dans la poussière ocre des champs. Le fonctionnaire interdit qu'on y touche sans donner de raison. Le service des douanes comme celui des impôts, sifflot traditionnel de la corruption et des détournements de fonds, ont toujours été considérés comme la tire-lire réservée des privilégiés du régime. Aujourd'hui, la tire-lire est

cassée. « Tout est brûlé, on n'a plus rien ! », se lamente, affolé, un employé du Trésor. Les salaires des fonctionnaires, déjà passablement médiocres, ne seront pas versés avant longtemps. « Où voulez-vous trouver l'argent ? Et puis, sans bulletin de paye, sans papiers officiels, comment voulez-vous que ça puisse fonctionner ? »

Sur leur passage, les émeutiers de Ségou, n'ont pas trouvé beaucoup de résistance. Le déclenchement de la rébellion touarèg, il y a près de sept mois, a vidé le camp militaire : « Tous les soldats sont partis dans le Nord, à cause de la guerre », explique-t-on. Du coup, « il ne reste que les policiers et les gendarmes pour protéger la ville. Et ça ne fait pas grand monde !... »

Selon plusieurs habitants, le gros des forces de l'ordre a préféré s'enfuir plutôt que d'affronter la nuée des émeutiers. Selon l'infirmier-major, sur les huit personnes tuées lors de ces quatre jours de tempête, quatre l'ont été par balles et quatre autres ont péri pendant la mise à sac de l'entrepôt de céréales de l'Office du Niger. « Les gens se sont précipités pour voler des sacs de riz et de mil », explique un habitant. L'entrepôt était plein et les piles de sacs montaient jusqu'au

plafond. « Des sacs de cent kilos chacun ! Les premiers arrivés ont commencé à tirer les sacs bas. Du coup, ceux du haut sont tombés sur les gens ». Le pillage n'en a pas moins continué de plus belle.

A l'hôpital, six blessés attendent de recevoir des soins. « On ne dispose d'aucun médicament pour les soigner », explique l'infirmier-major. « Et si les malades n'ont pas, eux-mêmes, l'argent pour payer les médicaments, eh bien c'est simple : ils ne prennent rien ! » Un septième blessé serait ainsi mort, par manque de matériel médical et de médicaments. « Il avait eu l'infarctus éclaté par les balles. Mais on n'a rien pu faire. Ah, ce sont des chiens ! », fulmine l'infirmier en claquant la langue.

Le pillage des magasins des « col-laborateurs du régime » et des entrepôts aura, en tout cas, mis provisoirement à l'abri de la disette la population de Ségou. Les stocks de nourriture volés se sont, en effet, aussitôt revendus huit à dix fois moins cher que le prix habituel. Comme le résume avec philosophie un chômeur : « On est tranquille au moins jusqu'au prochain hivernage, en novembre... »

CATHERINE SIMON

AFRIQUE DU SUD : après la tuerie d'Alexandra

De mystérieux provocateurs attiserait la violence dans les ghettos noirs

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les associations civiques du Transvaal méridional (CAST) ont menacé d'armer les résidents des ghettos noirs si le gouvernement ne parvient pas à mettre fin à la nouvelle flambée de violence qui embrase les townships depuis quelques semaines. Le président du CAST, M. Moses Mayekiso, réagissant au massacre qui a eu lieu la nuit précédente à Alexandra, au nord de Johannesburg (le Monde du 28 mars), a annoncé, mercredi 27 mars, que les responsables civils de ces ghettos pourraient créer des comités de défense en précisant que ceux-ci seraient suffisamment « dissuasifs pour faire réfléchir les assaillants ».

Les résidents des townships doivent écouter « les responsables de leurs communautés, car ce ne sont pas seulement l'ANC ou l'Inkatha qui sont attaqués. Nous sommes victimes de vigilantes » (hommes de main des municipalités noires mises en place par le régime de l'apartheid), a déclaré M. Mayekiso en donnant « deux semaines ou gouvernement pour stopper la vague de violence ».

Mettre en péril le processus de négociation

Les survivants de la tuerie d'Alexandra ont affirmé que la police avait été prévenue par des membres de la famille décimée qu'une bande armée rôdait autour de la maison où se tenait une veillée funèbre. Un porte-parole de la police a convenu, précisant que les officiers avaient préféré multiplier les patrouilles plutôt que d'accorder une protection particulière aux résidents du quartier. Le chef de la police, M. Johan van der Merwe, a annoncé qu'une section spéciale composée de cinq policiers blancs et cinq noirs allait être constituée pour faire la lumière sur ce drame.

Daos une déclaration, l'ANC affirme que l'attaque a été préparée par « des hommes de l'ombre » voulant déstabiliser l'organisation et mettre en péril le processus de négociation engagé avec le gouvernement. Selon l'ANC, « les assaillants portaient des uniformes et utilisaient leurs armes automatiques ».

avec une dextérité suggérant qu'ils avaient reçu un entraînement spécial ».

L'Inkatha, un parti majoritairement zoulou, dirigé par le chef Mangosuthu Buthelezi, dont des fractions s'opposent régulièrement aux militants de l'ANC, dans les townships de la région de Johannesburg et dans la province du Natal, a condamné cette attaque et appelé les différentes communautés à ne pas lancer d'opérations de vendetta.

Dans la matinée de mercredi, la police a menacé d'arrêter les journalistes qui se trouvaient sur les lieux du drame, Alexandra ayant été déclarée « zone de troubles », le 11 mars, au lendemain de heurts qui avaient fait plus de trente morts.

Depuis les affrontements entre membres de l'Inkatha et de l'ANC dans les townships de la région de Johannesburg, en août et septembre derniers (un millier de morts), l'ANC et d'autres organisations anti-apartheid avaient accusé « une troisième force » d'être l'instigatrice des violences. Dans son édition de jeudi matin, The Citizen, un quotidien peu suspect de collusion avec l'ANC, citant des sources proches des services sud-africains, écrit qu'« il est de plus en plus probable que des groupes autres que Zoulous, Xhosa, Inkatha et ANC sont impliqués dans les massacres et nous supposons que l'un de ces groupes a payé des professionnels pour perpétrer la tuerie de mercredi à sa place ». Une information qui contredit les démentis formels opposés jusqu'à présent par la police aux affirmations de l'ANC.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

MOZAMBIQUE : des élections l'an prochain, même sans accord avec le Renamo. - Le Front de libération du Mozambique (Front de libération du Mozambique), parti au pouvoir, a l'intention d'organiser des élections l'an prochain, même si les rebelles de la Renamo (Résistance nationale mozambicaine) n'acceptent pas d'accord de cessez-le-feu, ont indiqué mercredi 27 mars des sources proches du parti. Le président Joaquim Chissano a insisté sur ce point lors d'une réunion du comité central qui s'est ouverte mardi. (Reuters)

ASIE

PAKISTAN : après l'échec du détournement d'avion à Singapour

Le gouvernement met en cause le parti de M^{me} Bhutto

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Les quatre pirates de l'air pakistanais tués mercredi 27 mars par un commando des forces armées singapouriennes au cours d'une tentative de détournement d'avion (le Monde du 28 mars), avaient été autorisés à monter à bord de l'appareil, à Kuala Lumpur, munis de couteaux, a reconnu le ministre malaisien des transports.

Comme il était prévisible, le gouvernement pakistanais de M. Nawaz Sharif a exploité le fait que les pirates de l'air ont revendiqué leur appartenance au Parti du peuple (PPP) de M^{me} Benazir Bhutto. M. Sheikh Rashid, porte-parole du premier ministre, a annoncé la constitution d'une commission d'enquête. Il a assuré que l'implication du PPP était « claire », notamment parce que les quatre hommes avaient demandé la libération de six prisonniers politiques membres du parti, dont M. Zardari, le mari de M^{me} Bhutto, puis ont exigé de parler à l'ancien premier ministre, fournissant même plusieurs numéros de téléphone pour la joindre à Karachi.

Le PPP a formellement démenti que les pirates de l'air aient été membres ou même sympathisants de la formation de M^{me} Bhutto. Celle-ci a accusé le gouvernement d'avoir organisé l'opération pour discréditer, voire interdire son parti. M. Iqbal Haider, son porte-parole, a estimé qu'il s'agissait d'une « conspiration » organisée par les services secrets pakistanais.

L. Z.

o Démission du ministre des affaires étrangères. Le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Sahabzada Yaqub Khan, a décidé de renoncer au poste qu'il occupait depuis neuf ans, a confirmé mercredi 27 mars un porte-parole du ministère. M. Khan était critiqué par les fondamentalistes du parti de l'Alliance démocratique islamique - au pouvoir - qui voyaient en lui un partisan des Etats-Unis. (AFP)

DIPLOMATIE

Nouvelle étape de la normalisation entre Pékin et Moscou

Le chef du PC chinois se rendra en URSS en mai

Pékin et Moscou ont confirmé simultanément, mercredi 27 mars, que le secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zemin, se rendra en visite en URSS en mai prochain pour un nouveau sommet qui mettra un point d'orgue à la réconciliation sino-soviétique. La date et l'ordre du jour de la visite seront fixés au cours du séjour qu'entame à Pékin dimanche le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Bessmertnykh.

PÉKIN

de notre correspondant

L'histoire des relations houleuses entre les deux trônes communistes, le soviétique et le chinois, continue de fournir la matière de considérations ironiques au fur et à mesure qu'ils renouent leurs liens. Deux ans après la mémorable pagaille qui domina - en mai 1989 - le séjour de M. Gorbatchev à Pékin, en pleine agitation démocratique, c'est un risque du même ordre qu'encourra le chef en titre du PCC en se rendant à Moscou pour une visite de retour : celui de se trouver devant des interlocuteurs contestés par la population au point que leur pouvoir réel n'apparaît plus clairement.

N'importe, pour la Chine, il s'agit avant tout de poursuivre un dialogue avec ce qui reste du régime soviétique, avec deux objectifs principaux. D'une part, garantir autant que faire se peut la stabilité des régions limitrophes sur la plus longue frontière terrestre du monde ; de l'autre, exploiter, là encore sans illusions sur les proportions de l'entreprise, les possibilités de coopération de deux économies souffrantes, à des degrés divers et avec des symptômes différents, d'une même maladie : la gabegie.

Si, dans un coin de la tête des dirigeants chinois, existe effectivement l'espoir, secret que les craintes suscitées par ce rapprochement tempèrent quelque peu l'hostilité de l'opinion occidentale envers le régime communiste responsable de la tragédie de Tiananmen, Pékin sait ne pas pouvoir trop tirer sur la ficelle. Les assurances fournies, le 27 mars, par le ministre chinois des affaires étrangères sur la fourniture éventuelle d'armes soviétiques à son pays le montrent. M. Qian Qichen a garanti que Moscou ne rembourserait pas avec du matériel de guerre le prêt en nature d'un montant de 1 milliard de francs suisses que son pays vient de lui accorder.

5 à 6 dollars par Chinois

Si la vente, dont il est question, de chasseurs Mig-29 à la Chine se fait, il faudra les payer d'une autre façon. Ce qui devrait rassurer quelque peu Washington, vu l'état des finances chinoises ; même si le budget 1991, en cours d'adoption, prévoit une augmentation de 12 % des dépenses de défense. Au cours de sa conférence de presse dans le cadre de la réunion de l'Assemblée nationale, M. Qian a souligné que la Chine ne dépensait que 5 à 6 dollars par habitant pour sa défense, un chiffre qu'il a jugé très bas par rapport à son PNB.

Quelques Mig-29 et d'autres modèles de chasseurs soviétiques ont pour la première fois refait leur apparition à Pékin voici peu, pour une démonstration à l'intention des militaires chinois. L'affaire a donné lieu à un gag bico significatif des tâtonnements du rapprochement sino-soviétique : incapables de trouver l'aéroport militaire de la capitale où ils étaient attendus, les pilotes soviétiques ont dû, pour le plus grand embarras de leurs hôtes, se poser sur l'aéroport civil international,

situé sur un site diamétralement opposé, au vu et au su de la communauté étrangère.

Ces cafouillages n'empêchent pas les deux pays de continuer à régler leurs contentieux - notamment par des progrès lents mais constants sur les questions du tracé frontalier et des dispositifs de sécurité dans les régions limitrophes - et d'accélérer le rétablissement de la coopération économique, avec un effort sur les transports ferroviaires et aériens frontaliers.

Le Japon «ennemi principal»

L'idéologie ne joue plus qu'un rôle accessoire. Pékin regrette certainement d'avoir à compter encore avec M. Gorbatchev, mais n'ose nourrir l'espoir de le voir renversé par un régime fort. Douleurusement, les Chinois sont en train de faire leur deuil de conceptions stratégiques dépassées. Certains responsables ne se gênent plus pour admettre en privé qu'à long terme l'«ennemi principal», en tout cas sur le plan économique et politique, est devenu le Japon, puissance potentiellement dangereuse pour l'avenir du fait de sa proximité.

Tant le premier ministre Li Peng que son ministre des affaires étrangères ont récemment mis en garde explicitement les Japonais contre la renaissance d'un «militarisme» toujours redouté. Par contraste, la Chine reste très discrète sur le redéploiement en Sibérie des missiles soviétiques retirés du théâtre européen. S'ils venaient à être pointés vers Tokyo, peu de Chinois s'en trouveraient marris.

Les limites du rapprochement sino-soviétique se retrouvent dans la balance des comptes : la diplomatie chinoise est paralysée par la nécessité de ne pas trop mécontenter la Maison-Blanche, qui s'apprête, une nouvelle fois, à livrer au Congrès la bataille pour la

clause de la nation la plus favorisée attachée aux échanges commerciaux avec la Chine. Faute de cette clause, le marché américain se refermerait considérablement aux produits chinois, textiles en particulier ; l'impact de cette fermeture sur l'économie chinoise serait catastrophique.

Tardivement, le régime de Pékin en arrive à prendre conscience de la bourde coltueuse commise en conduisant en décembre dernier M. James Baker à croire, et à faire croire, à M. Bush que la Chine allait voter aux Nations unies pour le recours à la force contre l'Irak. La conversation qui a suivi, entre M. Bush et M. Qian - après l'abstention dans laquelle la Chine s'est réfugiée au Conseil de sécurité, et d'où elle ne peut plus aujourd'hui sortir - a été polie mais orageuse, apprend-on maintenant. D'autant qu'en période pré-électorale la politique pro-chinoise du président Bush risque de lui être reprochée par ses adversaires démocrates.

FRANCIS DERON

o Prochaine visite de M. Walesa à Bruxelles. Le président polonais, M. Lech Walesa, rencontrera, mercredi 3 avril, à Bruxelles, le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors. M. Walesa ne se rendra pas au siège bruxellois de l'OTAN, mais une visite officielle à l'alliance atlantique est toujours prévue, à une date qui reste à fixer. (AFP)

o RECTIFICATIF. - Daos le débat sur la défense européenne commune, les Néerlandais font figure d'«ultras» au sein de la Dooze, et non pas d'«arbitres», comme indiqué par erreur dans l'article intitulé «Les douze ont rapproché leurs points de vue sur la défense commune», publié jeudi 28 mars.

AMÉRIQUES

CUBA : une mission sénatoriale d'information

M. Lecanuet a perçu des «frémissements» de changement

«Ce serait le moment pour l'Europe des Douze de s'intéresser à Cuba pendant que l'Amérique s'en désintéresse», a déclaré à La Havane, mercredi 27 mars, M. Jean Lecanuet, président de la commission des relations extérieures, de la défense et des forces armées du Sénat. M. Lecanuet, qui conduit une délégation de sept sénateurs (de la majorité et de l'opposition) en mission d'information depuis samedi, dit avoir perçu des «frémissements» de changement dans l'île : «Nous trouvons que ça bouge pas assez», a-t-il dit.

M. Michel Poniatowski, ancien ministre giscardien et autre membre de la délégation, estime que les Cubains sont en train de «reconsidérer» leur politique après l'effondrement du camp socialiste, leur partenaire privilégié pendant trente ans. «Ils en ont tiré des conclusions pour se réorienter», a ajouté M. Poniatowski, citant les efforts cubains en faveur de la création de sociétés mixtes dans le tourisme et pour attirer des investissements étrangers.

Expliquant pourquoi la commission des relations extérieures du Sénat avait choisi Cuba pour sa grande mission annuelle d'information, M. Jean Lecanuet a souligné qu'il était «utile de marquer l'intérêt de la France pour la latinité», spécialement pour «Cuba, qui est membre du Conseil de Sécurité de l'ONU et agit avec une liberté d'appréciation marquant une certaine ouverture». (AFP)

o HAITI : deux personnalités de l'ancien régime arrêtées pour complot. Deux personnalités liées à l'ancien régime militaire du général Prosper Avril (1988-1990), l'ancien commandant Isidore Pognon et l'ancien ministre de l'Information Anthony Virginie Saint-Pierre, ont été arrêtées mardi 26 mars à Port-au-Prince, pour «association de malfaiteurs et pour avoir voulu renverser l'actuel gouvernement», selon le parquet de la capitale. Une troisième personne, le lieutenant-colonel Joseph Baguidy, ancien attaché militaire à Saint-Domingue, est également recherchée par les autorités dans le cadre de cette affaire. (AFP)

Télé Z : 5 456 000 lecteurs. Marie-Louise, nous ne sommes plus seuls.



Une seule chose pourrait encore rendre Télé Z solitaire... sa progression ! OJD et CESP confirment cette croissance : Télé Z est maintenant le

N°5 de la presse française. En tête par son rythme de progression, Télé Z est aussi très difficile à concurrencer au niveau de ses tarifs de

publicité. Profitez-en, sans être seuls, vous n'êtes pas encore trop nombreux à le savoir. Régie Presse - R. et P. Elkoubi. Tél. 45 55 91 71



Si les entreprises
les perspectives d'avenir

LUC ROSENZWEIG

عبد الرحمن رابح

• Le Monde • Vendredi 29 mars 1991 7

(Publicité)

Si les entreprises d'informatique européennes n'investissent pas et ne coopèrent pas en ces temps difficiles, voici en peu de mots quelles sont les perspectives d'avenir de l'informatique européenne:

Groupe Bull

Le projet de loi sur l'administration territoriale

4/2

POLITIQUE

M. Longuet (PR) n'exclut pas des alliances avec le FN

M. Gérard Longuet, président du PR, a demandé, mercredi 27 mars, à M. Michel Rocard de renoncer au projet gouvernemental de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales, qui instituerait une proportionnelle à deux tours et reviendrait, selon lui, à donner aux « extrêmes » le rôle d'arbitre. « C'est à Michel Rocard de choisir s'il est bon que le Front national soit l'arbitre de la vie politique », a expliqué M. Longuet qui a ajouté : « Si M. Rocard est raisonnable, il n'y aura pas de problème d'alliance entre l'opposition et le Front national. »

M. Longuet n'a pas exclu de telles alliances au niveau local, car « quand il s'agit de gérer des problèmes de routes ou de collèges, c'est aux conseillers généraux et aux maires de prendre leurs responsabilités : ils sont les mieux placés pour en juger ». En revanche, M. Longuet s'est déclaré

fermement opposé à tout accord au plan national. Ainsi, pour les législatives, « il n'y aura pas d'accord de désistement ». M. Longuet a lancé, à l'intention des centristes : « Qu'ils soient rassurés, nous ne gouvernerons pas avec le Front national. » M. Longuet a toutefois estimé que l'opposition « ne peut plus esquiver le problème de l'existence et de la permanence » de la formation de M. Le Pen. M. Longuet estime avoir choisi une voie médiane entre les positions de l'ancien président du PR, M. François Léotard, qui « met en avant les valeurs », et M. Michel Poniatowski, qui met en avant le « succès » de l'opposition.

Lundi à Marseille, M. Longuet avait indiqué que, pour les désistements entre les deux tours des élections régionales, si la réforme envisagée est votée, « il serait suicidaire de perdre au bénéfice de la gauche »

et qu'il convient de « laisser le libre arbitre aux responsables locaux et l'opinion juger par elle-même ». « Il n'est pas nécessaire de courir après le Front national, mais je ne vois pas non plus l'intérêt de lui rentrer dedans », avait ajouté M. Longuet.

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Quéry, a dénoncé mercredi « l'attitude hypocrite » de M. Longuet qui « vise à couvrir les accords locaux de la droite avec le Front national ». Le numéro de jeudi du quotidien *l'Express* évoque les déclarations de M. Longuet en affirmant : « C'est un pas en avant : le Front national n'est donc plus l'ennemi public numéro un. » Quant au bulletin téléphonique du Front national, il évoquait mercredi le « changement d'attitude de la droite libérale » en indiquant qu'il convenait de rester « très vigilant » face à des « propos très surprenants ».

M. Chevènement craint que M. Mitterrand ne renonce au « rôle moteur » de la France en Europe

M. Jean-Pierre Chevènement publie, dans la « lettre » du club République moderne, qu'il préside, un éditorial consacré au rôle de la France en Europe. L'ancien ministre de la défense observe que « la guerre du Golfe semble avoir relégué l'Europe au magasin des accessoires ». « Je ne m'en réjouis pas, écrit-il. L'Europe ayant des responsabilités particulières vis-à-vis du monde arabo-musulman, il y aurait sans doute eu une voix juste à faire entendre et une voix juste à trouver. Et, bien sûr, c'est, comme toujours, de la France qu'on l'attendait. (...) Mais la France a choisi une autre voie : pourquoi ? Cela mérite qu'on y réfléchisse. Est-ce notre rang ? Notre siège de membre permanent du Conseil de sécurité ? Je n'en crois rien. Ce sont des justifications a posteriori. »

Considérant l'avenir, M. Chevènement rappelle que M. François

Mitterrand a proposé la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement. « Ainsi serait restauré, estime-t-il, le rôle directeur des « alliés » de la deuxième guerre mondiale. Est-ce réaliste ? Il ne faudrait pas que la France, en choisissant, après la Grande-Bretagne, le « grand large », lâche la proie pour l'ombre, un rôle moteur en Europe pour un rôle de suppléant dans le New World Order [nouvel ordre mondial] du président Bush. »

L'ancien ministre constate que, « quelques mois après l'unification de l'Allemagne », l'Europe est « en panne ». Écartant une relance de la construction européenne par le « abais » d'une défense commune — « en matière de défense de l'Europe, écrit-il, ce qui est à l'ordre du jour, du point de vue américain, c'est la réintégration de la France dans une OTAN rénovée, et rien d'autre. »

il estime que la seule « réponse appropriée ou « nouvel ordre mondial américain », c'est « la grande Europe, l'Europe confédérale dont oviot parlé le président de la République dans ses vœux pour 1990 ».

Le maire de Belfort suggère d'ouvrir la construction européenne actuelle, à la fois, vers l'Est et vers le Sud, pour créer, à partir du SME, une sorte de confédération monétaire européenne, qui aiderait à la transformation des économies de l'Est et au développement du Maghreb. D'autre part, selon M. Chevènement, la France peut, militairement, « contribuer à garantir la stabilité de l'Europe » et à donner corps à une « identité européenne de sécurité ». « Bref, conclut-il, il faut que la France s'affirme sans complexe pour que l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural et au-delà, puisse s'organiser elle-même. »

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 27 mars sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits.

• Convention internationale

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République slovaque et le gouvernement de la République tchèque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

Cet accord est conforme aux conventions de protection des investissements déjà conclues par la France. Ainsi tous les Etats de l'Europe centrale et orientale seront liés à notre pays par des accords de cette nature.

• Conseil national des villes et du développement social urbain

(...) Le Conseil national des villes et du développement social urbain concourt, par ses avis et

propositions, à la définition de la politique de la ville. Il a été décidé d'accroître la représentation de chacun de ces collèges au sein du conseil en portant de vingt à trente-cinq le nombre des sièges réservés à chacun d'eux.

• Le plan social en faveur des étudiants (Le Monde du 26 mars.)

• L'action internationale du ministère de la justice

1) Dans le domaine pénal, le ministre de la justice a la volonté de développer l'entraide judiciaire et de contribuer activement à la promotion internationale des droits de l'homme.

Le développement de l'entraide judiciaire pénale est nécessaire pour lutter contre la criminalité organisée, notamment en matière de trafic de stupéfiants. L'entraide judiciaire sera particulièrement renforcée avec les Etats européens signataires de l'accord de Schengen supprimant les contrôles des personnes aux frontières entre ces Etats.

2) En matière civile et commerciale, l'action du ministère visera essentiellement au rapprochement des législations, à la mise au point

des conventions d'entraide et au développement du droit à la Communauté économique européenne (...).

3) Dans le domaine de la coopération juridique et judiciaire, le ministère de la justice renforcera sa coopération avec les pays d'Afrique et l'étendra aux pays d'Europe centrale et orientale.

Pour faire face à l'ensemble de ces missions, un service des affaires internationales et communautaires sera créé à l'administration centrale.

Ce nouveau service animera et coordonnera l'ensemble des activités à caractère international du ministère de la justice.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre.

— Le général de division Claude Mouton est nommé directeur au secrétariat général de la défense nationale.

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

— M. Isabelle Bouillot, directeur du budget et M. Bernard Boucaut, directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques, sont nommés membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration.

Sur proposition du ministre de l'intérieur.

— M. Jacques Monestier, préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, est nommé préfet hors cadre.

— M. Paul Bernard, préfet de la région Centre, préfet du Loiret, est nommé préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône.

EN BREF

□ Le ministre des DOM-TOM rencontrera « très prochainement » le chef de l'Etat. — M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, ministre des DOM-TOM, a déclaré, mercredi 27 mars, à l'issue de la réunion du conseil des ministres, qu'il rencontrerait de nouveau « très prochainement » M. François Mitterrand, pour évoquer la situation de l'île de la Réunion. M. Le Pen a estimé, d'autre part, que la visite de M. Danielle Mitterrand à Saint-Denis de la Réunion avait « contribué à apaiser les passions ».

□ M. Barre dénonce le développement de l'assistance à la Réunion. — M. Raymond Barre a estimé, mercredi 27 mars, que « le

développement de l'assistance de la population réunionnaise au nom de l'égalité sociale » avait été l'une des causes de l'explosion de violence dans l'île. L'ancien premier ministre, qui s'exprimait devant l'Association France-Plus, a précisé qu'il avait été « étonné et très peiné » par ces événements.

□ Régionales : les jeunes rocardiens soutiennent M. Tapie. — Les jeunes rocardiens des clubs Forum ont lancé, mercredi 27 mars, un appel à la candidature de M. Bernard Tapie à la tête d'une liste de la majorité présidentielle pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Bernard Tapie porte nos idées et les servira », affirment-ils.

ALPHAPAGE, ET L'ÉCRAN AVEC VOUS.



Envoyés par Minitel, vos messages arrivent en quelques instants et en toutes lettres sur votre Alphapage : le récepteur de poche qui vous permet de rester informé en permanence même lorsque vous vous déplacez. Pour toute information, TAPEZ 3614 CODE ALPHAPAGE.



FRANCE TELECOM



ALPHAPAGE, VOS MESSAGES EN TOUTES LETTRES.

TELECOM SYSTEMS

SOCIÉTÉ

Un quartier-ghetto de Sartrouville face à ses « Rambos »

Après la mort d'un jeune de dix-huit ans, la cité des « Indes » dénonce les méthodes de certains vigiles

L'égant de surveillance du centre commercial Euromarché de Sartrouville (Yvelines), Kamel Zouabi, vingt-sept ans, a reconnu devant les policiers être l'auteur du coup de feu mortel tiré sur Djemel Chetoui, dix-huit ans, mardi 26 mars à 20 h 50 dans la halle de la cafétéria. Interpellé à l'hôpital de Nanterre où il avait lui-même transporté le corps de la jeune victime, le vigile était maintenu en garde à vue jeudi matin 28 mars dans les locaux du SRPJ. Il devait être présenté dans la journée au parquet de Versailles où une instruction allait être ouverte pour connaître plus précisément les circonstances de la mort du jeune homme.

Il semblerait que Djemel Chetoui se serait vu refuser l'entrée dans la cafétéria par les vigiles. Les policiers, qui n'ont toujours pas retrouvé l'arme, sont ensuite confrontés à deux versions contradictoires : les vigiles, pour leur défense, ont indiqué qu'ils pensaient - à tort - que Djemel était armé.

Les amis qui accompagnaient la jeune homme ont, quant à eux, déclaré que la victime avait été dans un premier temps menacée par une arme brisée sur la tempe. Au ministère de l'Intérieur, on précise que le vigile Kamel Zouabi ne bénéficiait pas d'un agrément préfectoral pour l'usage professionnel de son arme.

Une cité-ghetto ceinturée de modestes pavillons, qui gardent néanmoins des berceaux allemands. Un centre commercial aux néons tentés. Un parking coupe-gorge, sur fond de pompes à essence déprimantes, de pylônes haute tension et de foyers Sonosco. C'est dans ce décor trop vrai pour prêter à la caricature, que Djemel Chetoui, dix-huit ans, a trouvé la mort mardi soir, tué par un vigile chargé de surveiller la cafétéria, où se réunissaient régulièrement, faute de mieux, les jeunes des « Indes », cette cité de Sartrouville (Yvelines) construite il y a vingt ans pour résorber les habitants des bidonvilles et des cités de transit du Nord-Ouest parisiens (Le Monde du 28 mars).

Au lendemain du drame et des échauffourées qui s'étaient ensuivies, quelques dizaines d'adolescents s'en sont pris à nouveau au centre commercial. Pour eux, sa réouverture, quelques heures après le meurtre, comme si de rien n'était, était une provocation. En fin de matinée, mercredi, ils ont brisé quelques vitres de la galerie marchande qui relie la cafétéria à l'Euromarché et à un grand magasin de bricolage, affrontant les CRS stationnés aux abords, et contraignant tous les commerces à baisser le rideau de fer. Sur des barricades dressées à l'entrée de la station-service, sur des poubelles enflammées, ils ont jeté leurs trois convictions en lettres noires épaisses : « Vigiles assassins », « Justice pour Djemel » et « Euromarché responsable ».

Pour eux, le doute n'est pas permis. Kamel Zouabi, le vigile de vingt-sept ans qui a abattu son camarade d'un coup de fusil à pompe, était l'un de ces « Rambos d'Euromarché » accusés mille incidents les avaient déjà opposés, un « mercenaire » au service armé, au mépris de la réglementation. La police affirme, pour sa part, qu'il n'était pas armé mais est allé chercher un fusil dans sa voiture au moment de l'altercation.

Selon certains témoins, la victime aurait pris la défense d'un camarade éméché, que les vigiles voulaient expulser. Pour d'autres, c'est Djemel Chetoui lui-même qui était menacé

d'être « vidé » pour refus de consommer. Observait-il le ramadan ? C'est peu plausible à l'heure des fêtes - 20 h 50 - où le jeune était levé. Mais ses amis refusent catégoriquement l'information, relayée par le maire, selon laquelle Djemel souffrirait de troubles psychiatriques et avait fait l'objet d'une mesure administrative de placement d'office en 1989.

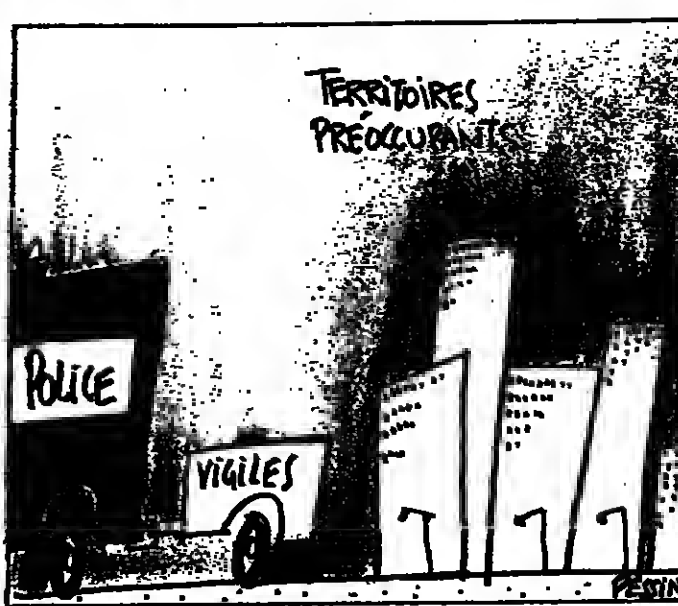
Quoi qu'il en soit, le fait que le meurtrier présumé soit un jeune, comme sa victime, contribue à attiser la révolte : « On a eu des vigiles asiatiques, des Noirs. Maintenant ils nous mettent des Arabes pour qu'on s'enferme et pour évacuer l'accusation de racisme ».

Dialogue tendu avec le maire

C'est l'un des rares points d'accord entre les jeunes de la cité des Indes, très majoritairement Français d'origine maghrébine, et l'irrépressible maire (UDF-CDS) de Sartrouville, M. Laurent Wetzell. Ce dernier compare en effet les vigiles à des « néo-fascistes », n'hésitant pas à accuser ceux qui les embauchent de susciter « une petite guerre d'Algérie en France ». Il qualifie d'autre part d'« absurde et dangereuse » la décision de révoquer immédiatement le magasin, rejetant la responsabilité sur le préfet. Mais les déclarations à chaud du maire, amalgamant aux commentaires sur le meurtre des considérations sur la délinquance et le manque de policiers, lui ont valu d'être conspué par les jeunes des « Indes ».

Pour tenter d'apaiser les tensions, M. Wetzell a longuement reçu une délégation d'amis de la victime, jeunes et mères de famille maghrébines de la cité, mercredi après-midi dans la salle du conseil municipal. Dialogue tendu, mais instructif, tenu à l'abri des caméras et des micros que les manifestants craignent comme le pest.

« Vous êtes notre maître. Vous devez nous défendre et nous aider à faire justice », lance une jeune fille émue.



« Pourquoi avez-vous attendu un meurtre pour organiser cette réunion avec les jeunes ? », interroge un animateur de quartier, reprochant au maire l'absence de lieu de réunion, et l'accusant d'avoir démantelé le réseau d'animations de quartier de la précédente municipalité communiste.

La « désocialisation » des rues

Le maire, qui est aussi agrégé d'histoire, écoute, tente la pédagogie, évite la démagogie, évoque sa confiance en la justice. Il semble aussi désireux de se justifier, lui qui a défrayé la chronique l'an dernier en refusant de signer les attestations d'accueil des étrangers en visite, sous prétexte de lutter contre l'immigration clandestine. Lui qui a gelé la mise en œuvre du plan de « développement social des quartiers » jusqu'à ce qu'il obtienne de l'Etat des

policiers supplémentaires. C'est lui aussi, rappelle-t-il, qui vient de faire condamner la SCIC, filiale immobilière de la Caisse des dépôts, pour discrimination raciale dans l'attribution des logements.

Mais les jeunes des « Indes » ne sont pas venus pour écouter une séance d'autodéfense. Ils veulent que l'Euromarché ferme pendant une période de deuil, voire définitivement, et n'en démordront pas. Le maire se retranche derrière la modestie de ses pouvoirs et explique que les habitants n'avaient rien à gagner de la disparition d'un supermarché. Les petits commerçants de la « dalle des Cosmonautes » qui trône au centre de la cité, n'ont-ils pas fermé les uns après les autres, à quelques exceptions près, pour cause de cambriolages et d'agressions répétées ? M. Wetzell accepte cependant de transmettre au sous-préfet la demande de fermeture du magasin.

Il supporte beaucoup moins bien que l'on brocarde sa politique de

« désocialisation » des noms de rues de la commune. L'avenue Lénine, dont les plaques sont désormais barrées, a été rebaptisée « avenue de Gaulle », et l'on ne compte pas le nombre de rues ainsi réorientées. Jacques Duclos a cédé la place à Saint-Exupéry, Maurice Thorez à Robert Schuman, Marcel Cachin à Charles Péguy, et Benoît Frachon à Léon Jouhaux. « Le bilan du maire, ce sont les nouvelles plaques de rue, la création d'une police municipale et des services médicaux contre les immigrés », censure un jeune.

Le dialogue n'a pas beaucoup plus loin. Lorsque M. Antoine Colombani, représentant de la minorité communiste au conseil municipal, très active chez les immigrés, prend la parole pour attribuer au maire « une certaine responsabilité » dans les événements, M. Wetzell quitte brutalement la salle, menaçant l'insolent de poursuites, laissant les jeunes des « Indes » seul face à leur révolte et à leur désespoir.

Devant les tours et les barres, des groupes se forment à la tombée de la nuit. Par groupes, les jeunes de la cité se rassemblent mentalement le film du meurtre de Djemel. Ils se perçoivent que les vigiles voulaient faire disparaître le corps de la victime dans la Seine, et non le conduire à l'hôpital de Nanterre, comme ils l'ont prétendu.

Le directeur du magasin se terre. Il affirme avoir reçu des menaces de mort. Le parking de l'hypermarché a été déclaré « non man's land ». Les révoltes ne le franchiront pas. Tard dans la nuit, les responsables associatifs se succèdent au mégaphone pour appeler au calme une petite foule impatiente. Un prêcheur musulman qui, s'emparant du micro, appelle à la guerre sainte contre les Français, ne sera pas écouté. Les deux cents jeunes, rassemblés à une portée de pierre du centre commercial et des CRS, préféreront suivre, dans un silence religieux, l'une des sœurs de la victime qui leur conseille de l'aider à obtenir justice et de rentrer chez eux. Car « Djemel n'aurait pas aimé qu'on casse la cafétéria ».

PHILIPPE BERNARD

JUSTICE

Au colloque « Procès pénal et droits de l'homme »

Les résistances à une « Europe des valeurs »

Quatre cents personnes ont participé pendant deux jours, au Centre Pompidou à Paris, au colloque organisé les 26 et 27 mars par la Bibliothèque publique d'information et notre journal sur le thème « Justice pénale et droits de l'homme ». On s'est interrogé sur l'urgence d'une conscience européenne en matière de procès pénal et sur les résistances - corporatisme des professionnels et frilosité des politiques - qui entravent l'évolution du droit pénal.

Dans la grande salle du Centre Pompidou, la table ronde intitulée « Le procès pénal en démocratie » allait commencer lorsqu'ils sont arrivés. Une poignée de jeunes gens ont déposé sur l'estrade une banderole faite comme dans un vieux drap de lit, jeté des petits tracts, accompagnés de quelques boules puantes. Timidement, l'un d'eux s'est dirigé vers un micro resté libre. Il a balbutié quelques mots où l'on pouvait comprendre que des amis à lui étaient en grève de la faim contre l'isolement carcéral. Et puis, comme étonnés de leur audace, sans même tenter de rester plus longtemps, ils sont repartis, laissant derrière eux une odeur d'œufs pourris et un léger sentiment de malaise.

M. Paul Bouchet, ancien bâtonnier de Lyon, et conseiller d'Etat, a bougonné : « La plupart de ceux qui sont ici n'ont pas besoin d'une pancarte ». En effet, M. Paul Bouchet et, avec lui, bien des participants au colloque sur la justice pénale organisé par le Centre Pompidou et le Monde portent les droits de l'homme en bandoulière comme une vieille musette dont ils n'ont pas envie de se séparer malgré un compagnonnage parfois décevant.

Les exemples étrangers

« Droits de l'homme », le terme incantatoire, un peu trop roufflé pour certains, a toujours été accolé au nom de la commission présidée par M. Mireille Delmas-Marty, et qui a proposé - en nom des droits de l'homme justement - une complète refonte de la procédure pénale. Pour qu'un rapport ne reste pas une liasse de feuilles oubliées dans une bibliothèque, il fut décidé d'organiser des débats ouverts aux « non-spécialistes ».

durant lesquels le public n'a pas marchandé, pendant deux jours, sa présence. Qu'en est-il de la justice pénale et des droits de l'homme à l'étranger s'est-on d'abord demandé. D'Union soviétique, où l'on a, à la faveur de la perestroïka, modifié le code pénal, le professeur Valeri Savitski, professeur à l'Institut des sciences de Moscou, est venu expliquer que la présomption d'innocence venait de faire son apparition dans la Constitution, que l'on avait accordé l'innocuité aux juges de la Cour suprême, et que, des dix-sept incriminations menant tout droit à la peine de mort, on n'en garderait vraisemblablement plus que cinq, ce qui pourrait passer pour un progrès. D'Italie, par le truchement du professeur Mario Chiavario, de Turin, on a compris que la toute jeune réforme de la procédure pénale avait bien quelques ratés, mais, que, somme toute, on n'était pas mécontent. Plus inquiets ont paru les Britanniques : M. John Spencer, de

l'université de Cambridge, a assuré que les Anglais, fort troublés par l'affaire des « six de Birmingham » (ces libéraux qui ont été exécutés sans procès pour des attentats avant que la justice anglaise ne finisse par reconnaître leur innocence), se mettaient sérieusement à reconsidérer leur système pénal, allant même jusqu'à jalouser les juges d'instruction à la française. Au Portugal, on a changé le code pénal en 1983, et quatre ans plus tard, le code de procédure pénale, créant un parquet indépendant chargé des enquêtes, et l'on semble bien s'en porter. Ne seraient-ce pas le temps des réformes en Europe ? M. Koeha, le ministre de la justice de Slovaquie, l'espère profondément, avec un sourire qui en dit long sur le chemin qui reste à faire. Et la France, dans tout cela, qui ne cesse de s'interroger sur elle-même, tout en se gargarisant d'être « la patrie des droits de l'homme » ? Malgré la présidence de M. Georges Klejman, venu, des l'ou-

verture du colloque confirmer qu'il n'entendait pas mener pour le moment des réformes de fond (le Monde du 28 mars), ils étaient bien nombreux à Beaubourg à estimer que le temps des retouches devait être dépassé. M. Henri Leclerc a rappelé qu'« il y a cinq siècles que l'on trouve notre système mauvais parce que la justice est inefficace et ne respecte pas les principes fondamentaux des droits de l'homme ». Tous les ans, on réforme quelque chose, « petit bout par petit bout », mais c'est en vain. Alors, on réunit des commissions : « Il existe en France des commissions Delmas-Marty depuis 1850 », a dit, un bon soir, M. Leclerc. Mais à quoi bon s'il n'y a pas de volonté politique d'aboutir ? « Hier, a trébuché le procureur général de la cour d'appel de Paris, M. Pierre Truchet, en faisant référence aux propos de M. Klejman, on nous a lancé beaucoup de fleurs, mais des fleurs séchées... » Alors que, estime-t-il, « le seul fait que notre système judiciaire autorise la suspension nous oblige à changer les règles ».

Hésitations françaises

D'autant que l'Europe, cette fameuse Europe du marché qui s'annonce pour 1993, a, petit à petit, été précédée d'une ébauche d'Europe des valeurs à laquelle la France a fini par se soumettre, même si elle a mis vingt-quatre ans à ratifier la Convention européenne des droits de l'homme et trente et un ans à accepter le droit de recours individuel, comme l'a souligné M. Peter Leuschke, directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe. Et dans ce nouvel espace du droit, la France n'est pas la dernière à se faire taper sur les doigts, soit qu'elle n'accorde pas à ceux qu'elle juge des délais raisonnables pour leur procès, ou que ceux-ci ne soient pas jugés équitables. A défaut d'enthousiasme, du moins la crainte des sanctions devrait-elle entraîner en France la mise en place de la réforme de la justice pénale, comme l'ont souligné M. François Tulens de l'université de Louvain, et M. René Koering-Joulin, de l'université Robert-Schuman de Strasbourg.

C'est toute la démarche de la commission Delmas-Marty, qui, avant de préconiser de nouvelles règles procédurales, a tenté de définir des principes directeurs incontestables basés sur l'« émergence d'une reconnaissance complète des libertés et des

droits fondamentaux de la personne », comme l'a expliqué M. Delmas-Marty. Mais l'urgence de cette démarche se heurte, on s'en doute, à des résistances. Celles, a-t-elle souligné, « des héritages culturels et des pouvoirs, les revendications contraires des divers milieux professionnels se conjuguant avec les préférences des pouvoirs publics. Et, finalement, tout le monde se retrouve d'accord pour ne rien changer, ou changer le moins possible (...) : refuser le changement, c'est ne pas voir que dans un monde qui bouge, la stabilité implique le mouvement et que rester immobile c'est bien souvent reculer, ou en tout cas entrer en déséquilibre ».

Pourquoi s'accrocher viscéralement à l'institution du juge d'instruction, alors qu'elle a été un peu partout remise en cause dans les pays. Allemagne, Portugal, Italie - qui l'avaient importée de France ? En France même, l'instruction perd du terrain, puisque, si 40 % des affaires pénales au dix-neuvième siècle étaient portées à l'instruction, il n'y en a plus aujourd'hui que 8 %. Dans les 22 % qui restent, c'est la police ou le parquet qui enquêtent avant la phase de jugement et avec des garanties insuffisantes de protection des individus, ont estimé la plupart des experts réunis. Les propositions de réforme de M. Delmas-Marty reposent sur l'idée de séparer les pouvoirs d'enquête - confiés à un parquet au statut plus autonome - et les pouvoirs juridictionnels confiés à un juge dit « des libertés ». Certains voient là le risque de « désarmer l'Etat » en le privant du pouvoir de déclencher et d'interrompre les poursuites. Il n'est pas indifférent d'entendre aussi bien M. Truchet, le patron du plus gros parquet général de France que M. Jacques Genhial, directeur de la police scientifique au ministère de l'Intérieur, ou encore le colonel Recordon, représentant la gendarmerie nationale, rejeter ces arguments et considérer que les propositions de la commission, si elles étaient mises en œuvre, « ne seraient pas de nature à perturber les pratiques d'investigation criminelle ».

Sans considérer que la voie ouverte par la commission est la seule possible, les participants aux différentes tables rondes - et singulièrement les étrangers - y ont vu un travail novateur riche de promesses, dont ils comprennent mal qu'on devrait se contenter de le ranger au magasin des accessoires.

AGATHE LOGEART

A la suite d'un article du « Canard enchaîné »

Une mise au point de la chancellerie sur l'affaire Kemmache

Après la publication par le Canard enchaîné, dans son édition du 27 mars, de l'extrait d'une lettre du ministre de la justice, M. Henri Nallet, donnant l'ordre d'arrêter « sans délai » un plaignant qui avait suivi la Cour européenne des droits de l'homme contre le long-jour excessif de la procédure le concernant et l'abus de la détention provisoire (Le Monde du 28 mars), la chancellerie a publié une mise au point.

Selon ce communiqué, l'arrestation de M. Michel Kemmache, inculpé dans une affaire de faux dollars, était justifiée : « M. Kemmache, accusé libre, s'est volontairement soustrait à la justice en s'abstenant sans motif légitime de se présenter devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes le 13 décembre 1990. Il devait donc être procédé à sa recherche et à son incarcération conformément aux dispositions de l'article 215-1 alinéa 2 du code de procédure pénale. Une nouvelle comparution de M. Kemmache devant la cour d'assises est prévue le 24 avril 1991 ».

La chancellerie précise également : « L'exécution de l'ordonnance de prise de corps ne faisait pas obstacle à la comparution personnelle de M. Kemmache devant la Cour européenne s'il en faisait la demande. Toutes instructions avaient été données par la direction des affaires criminelles et des grâces pour que cette comparution puisse être effective sur la requête de M. Kemmache. Cependant, aucune requête n'a été présentée en ce sens ni par M. Kemmache, ni par son avocat ».

L'Hermès Editeur
Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
**METHODES
DES SCIENCES
SOCIALES**
par Paul DUBOUCHET
Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Sûreté des installations et gestion des déchets

Quatre pays européens proposent une charte du nucléaire

Les gouvernements français, britannique, allemand et belge ont signé, lundi 25 mars, une « déclaration commune sur la coopération en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ». Ce texte, auquel d'autres pays européens sont invités à se rallier, porte notamment sur l'amélioration de la sûreté des installations, la gestion des déchets et l'aide aux pays d'Europe de l'Est.

Les quatre signataires soulignent, dans cette charte, « le rôle important que peut jouer une énergie nucléaire sûre pour répondre, de façon économique et bénéfique pour l'environnement, aux futurs besoins énergétiques ». Ils expriment leur intention d'élargir et de renforcer leur coopération, notamment en matière de sûreté des installations nucléaires et de gestion des déchets, tant au niveau de la recherche, et de la réglementation qu'à celui de l'industrie. Ils s'engagent, enfin, décidés à aider les pays d'Europe de l'Est à « amener leurs centrales nucléaires à un niveau de sûreté comparable à celui des pays membres de la communauté ».

A première vue, une telle initiative peut sembler surprenante dans la mesure où une étroite coopération existe depuis longtemps déjà entre la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Belgique,

les quatre pays les plus « nucléarisés » d'Europe. Pourtant, souligne M. Claude Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie, « c'est la première fois que plusieurs gouvernements européens affirment officiellement, dans une déclaration commune, que le nucléaire reste un élément important de leur politique énergétique ».

Même si des recherches communes en matière de sûreté ou de gestion des déchets nucléaires sont menées dans le cadre de la communauté européenne, un consensus est impossible au sein des Douze de la CEE. Certains pays comme le Danemark, l'Italie ou le Portugal ont choisi de se passer du nucléaire, et, dans d'autres, l'hostilité de l'opinion publique freine

on, même, stoppe son développement. Face à cette situation, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Belgique ont donc décidé de fédérer, autour d'une déclaration « ouverte vers l'extérieur et notamment vers l'Europe centrale et orientale », les Etats décidés à intégrer le nucléaire dans leur politique énergétique future.

J.-P. D.

Un accord franco-tchèque pour la vitrification des déchets

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et la Commission tchécoslovaque de l'énergie atomique (CSKAE) viennent de signer un protocole d'accord en vue de la réalisation en Tchécoslovaquie de la première installation de vitrification des déchets nucléaires de faible et de moyenne activité.

Dans un premier temps, les deux organismes devraient définir les caractéristiques de la future installation, en particulier en ce qui concerne les verres à utiliser, la réalisation éventuelle d'un prototype, l'estimation des coûts et la répartition du financement entre les deux partenaires.

Cette nouvelle méthode d'enrobage des déchets intéresse beaucoup le CEA dans la mesure

où, si elle débouche, les déchets traités auraient une meilleure tenue au temps et occuperaient un volume plus faible. Pour l'heure, les déchets français de faible et de moyenne activité sont enrobés soit dans des polymères, soit dans du bitume. Mais ces procédés présentent quelques inconvénients dont l'un a trait à la mauvaise tenue du bitume à l'irradiation. C'est la raison pour laquelle, le ministère de l'Industrie a demandé au CEA de réfléchir à une technique de vitrification où les produits radioactifs seraient noyés dans une matrice de verre ou de céramique. La demande tchèque arrive donc à point. Le CEA possède déjà une longue expérience de ce type de procédé dans la mesure

où il a mis au point les unités de vitrification des déchets à très haute activité, actuellement installées à Marcoule (Gard) et à la Hague (Manche).

Les déchets à faible et moyenne activité présentent cependant des caractéristiques très différentes. Ils sont surtout produits en beaucoup plus grande quantité (2 300 mètres cubes par an en France, actuellement conditionnés en 3 600 fûts de bitume). Leur vitrification nécessite donc le développement d'une technologie nouvelle que le CEA devra étudier, en étroite collaboration avec l'Institut tchèque de recherche nucléaire de Rez auquel il est lié par un accord de coopération depuis 1988.

J.-F. A.

DÉFENSE

En Saône-et-Loire

Le ministre de la défense assiste à un important exercice militaire

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, devait assister, jeudi 28 mars, à l'exercice « Annale-Hugo » de la 7^e division blindée (DB), dont les dix mille hommes commandés par le général Christian Quesnot, sont cantonnés en Franche-Comté et dans le sud des Vosges. Cet exercice, qui porte les noms du duc d'Anjou et du général Hugo (le père de Victor Hugo) en souvenir de leur temps de commandement à Besançon, a commencé le 21 mars et devrait s'achever le 28 mars. Il a pour but d'entraîner

les états-majors de la division et de ses neuf régiments et, plus spécialement, de tester l'aptitude opérationnelle du 7^e régiment de commandement et de soutien (Besançon) et du 1^{er} régiment d'artillerie (Montbéliard).

M. Joxe a prévu de se rendre, dans la région de Cuisery et de Tournus (Saône-et-Loire), où le centre opérationnel de la division lui sera présenté. La 7^e DB expérimente, en effet, le nouveau système SIC (système informatique de commandement) de l'armée de terre qui était réservé jus-

qu'à présent aux niveaux de la 1^{re} armée et de ses trois corps d'armée et qui sera adapté désormais au niveau des divisions. Le SIC permet de recevoir, de synthétiser et de gérer les données utiles au commandement de division pour évaluer la situation tactique.

Le ministre de la défense doit aussi étudier sur place les conséquences locales du plan « Armées 2000 » de réorganisation, lancé par son prédécesseur, M. Jean-Pierre Chevènement.

Au conseil des ministres

L'amiral Turcat est nommé major général de la marine

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 27 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Marine nationale. - Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Jean Turcat, nommé major général de la marine.

Sont nommés : commandant la zone maritime de l'océan Indien, le contre-amiral Gérard Gazzano ; président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte, le contre-amiral Pierre Bonnot ; adjoint « opérations » du préfet maritime de la Méditerranée, le contre-amiral François Lafarge ; adjoint « opérations » du préfet maritime de l'Atlantique, le contre-amiral Philippe Durstet.

• Armée de terre. - Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Michel Le Guen, Philippe Arnold et Jacques Fèvre.

Sont nommés : inspecteur de l'arme blindée et cavalerie, le général de division Jean Vaujour ; inspecteur technique des bâtiments et travaux du génie, le général de brigade Yves Cabon.

• Armée de l'air. - Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Hervé Mangin d'Oninco ; général de brigade aérienne, les colonels Dominique de Rancourt de Mimerand, Claude Mennestier et Bruno Le Moine.

Sont nommés : directeur des centres d'expérimentations nucléaires, le général de division aérienne Paul Verice ; directeur

adjoint du personnel militaire de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Yves Gloance.

• Service de santé. - Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Pierre Rieu-nau ; médecin général, les médecins-chefs Philippe Renon, René Hyacinthe et Jean-Claude Fihorot.

Est nommé inspecteur général du service de santé, le médecin général inspecteur Louis Courbil.

• Armement. - Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Dominique Henry ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Gilles Loeuf.

Est nommé adjoint au directeur des constructions navales, l'ingénieur général de première classe Jean Le Bourhis.

SPORTS

Après les incidents de Marseille

Le Milan AC suspendu pour un an des compétitions européennes

L'Union européenne de football (UEFA) a condamné l'équipe italienne du Milan AC à un an d'exclusion de toutes les compétitions européennes à la suite des incidents qui avaient émaillé la fin du match contre l'Olympique de Marseille, mercredi 20 mars (le Monde du 22 mars) au stade vélodrome. Invokant une panne de lumière, les joueurs milanais avaient refusé de répondre aux injonctions de l'arbitre et de terminer la partie. Le club italien a ensuite fait appel de cette sanction annoncée mercredi 27 mars par l'UEFA.

L'Olympique de Marseille s'est vu infliger une amende de 100 000 francs pour « organisation insuffisante ». Quant au club allemand du Dynamo Dresde, il a été condamné à deux ans d'exclusion des coupes d'Europe à la suite des affrontements entre ses supporters et les forces de l'ordre lors d'un match contre l'Etoile rouge de Belgrade.

■ Cinq clubs français de football ont été exclus de la saison 1991-1992. - Quatre clubs de football de première division (Nancy, Nice, Toulon et Toulon), en proie à de graves difficultés financières, se sont vu interdire tout recrutement pour la saison prochaine par la direction nationale de contrôle et de gestion (DNCG) de la Fédération française de football. Ils n'auront donc pas le droit d'engager de nouveaux joueurs. Le club de Reims (deuxième division) est également concerné. Dès le mois de février, le Brest Armoric FC (première division) avait également été touché par une telle mesure.

ALAIN COTTA

« Un livre plein de tonus »



ALAIN COTTA LE CAPITALISME DANS TOUS SES ETATS

FAYARD

192 p.
79 F

« On aime ce livre court, écrit d'un trait, lu de même. Il emporte la conviction. Mais il laisse une traînée de trouble. Le visage triomphant du capitalisme - notre visage - est quelque peu hideux, essoufflé et marqué de taches. Conquérants, médiotiques, spéculatifs, carrompus, apolitiques : cinq qualificatifs « chocs », et autant de chapitres qui traduisent la fascination de l'auteur pour le système, fascination contagieuse, comme l'était celle des auteurs du Manifeste pour l'orgueilleuse bourgeoisie. Le rythme du livre évoque le Manifeste. »

Bernard Maris, Le Monde

« Ce que j'ai aimé dans ce livre, comme souvent chez Alain Cotta, c'est la très grande force de conviction qu'il recèle et qui entraîne presque nécessairement le lecteur à se sentir en quelque sorte soisi par les vues et les certitudes de l'auteur... C'est paradoxalement l'évacuation des nouveaux enjeux, pourtant posés des plus simples, qui peut tempérer l'apparente noirceur des conclusions d'Alain Cotta : celles-ci ne sont en réalité délibérément pessimistes que pour nous pousser, si l'on peut dire, à « relancer le jeu ». Et c'est à quoi chacun de nous, à la fin de cette lecture, ne peut qu'avoir envie de s'employer. »

Gérard Worms, Lu

FAYARD

Dialogue.



DIEU MERCI

CRITERION

Ce livre réunit des articles, conférences, homélies et interviews de Monseigneur Lustiger à propos du débat sur les droits de l'homme. Des prises de position surprenantes, dures ou conciliantes. Mais toujours passionnantes.

هكذا من الأصل

CULTURE

MUSIQUES

Le Châtelet à un tournant

Sept opéras en productions scéniques la saison prochaine. Et des projets jusqu'en 1993

Le Théâtre du Châtelet n'est pas la plus belle salle de Paris, comme le Palais Garnier, ni la plus chargée d'émotion, comme le Palais de la Bastille, ni la plus moderne et controversée, comme le Théâtre de la Ville. Le Théâtre du Châtelet, comme certaines femmes qui ont eu plusieurs maris, a traversé un « problème d'identité », pour avoir plusieurs fois, en cent trente ans d'existence, changé de cap : vu naître l'ère des grands chefs d'orchestre, accueilli Mahler et Tchaïkovski au tournant du siècle ; pour ensuite se consacrer à la seule opéra sous la houlette de Maurice Lehmann (entre 1930 et 1970) ; puis accomplir une résurrection inespérée, après 1980, grâce à Jean-Albert Cartier, qui l'a presque hissé au top niveau international. Fort de cet acquis, auquel il n'était pas tout à fait étranger – il fut le bras droit de Cartier après 1983, – Stéphane Lissner prend en 1988 la direction d'un Châtelet rajeuni par d'importants travaux. Il vient du théâtre ; il veut qu'au Châtelet le théâtre fasse plus que croquer la musique ; il rêve, en un mot, d'un projet

d'Opéra original, qui ait sa place entre Bastille, Favart et Garnier. Sans abandonner le principe de polyvalence (grandes concertos, danse, musique de chambre, comédies musicales, variétés) instauré par Cartier. Stéphane Lissner vient de refuser le poste de responsable artistique du nouvel Opéra de Francfort, dénué de fond en comble par un incendie, doté après sa reconstruction des techniques de scène les plus performantes, et qui ouvrirait ses portes le 6 avril prochain. L'une des villes les plus musicales d'Europe a donc pensé à lui alors même qu'à Paris d'aucuns lui reprochent encore de n'être pas du sérail, de préférer les « coups » à une politique artistique suivie, d'en faire trop dans un paysage musical surencombré.

Du Couronnement de Poppée reçu par Strosser en 1988 à la Damnation de Faust passée par l'imagination de Kalkos (en ouverture, cette saison, du cycle « Musique française de Berlioz à Debussy »), en passant par les *Maitres chanteurs « scandaleux »* de Claude Rêgy, les productions lyriques du Châtelet, comme d'ailleurs ses coproductions (les tout récents *Contes*

d'Hoffmann d'Arias, avec le Grand Théâtre de Genève) n'ont logiquement pas fait l'unanimité. Jugé déviant par la plupart des critiques, le *Malade imaginaire* de Charpentier-Moëtre, monté après *Aïda* par le duo Christie-Villégier, a été vu l'an dernier par quarante-quatre mille spectateurs. *Le Malade*, spectacle de Broadway sur lequel tel ou tel a pu faire la fine bouche, mais dont on ne peut nier la bonne tenue, a connu quatre-vingt-quatre représentations, attiré au total cent vingt-cinq mille personnes, et fait un chiffre d'affaire de 29 millions de francs (1) – rapport qualité-prix pour le moins favorable quand on sait que le Châtelet s'autofinance à plus de 50 % (les recettes s'ajoutant au mécénat, au fruit des coproductions, à celui des spectacles captés pour la télévision : la Ville de Paris prend le reste à sa charge). Le Couronnement de l'hiver 1988 reçut un excellent accueil public, fut démodé par la critique.

Cinq saisons pour se faire une image

Lissner ne sous-estime pas la controverse, ne survit pas le succès. Il s'interroge (« Un établissement, avec sa personnalité propre, peut-il entraîner un public, au fil des mois, dans une aventure esthétique spécifique ? ») et s'indigne : « Il faut cinq saisons pour se faire une image. » Encore deux saisons de persévérance.

Plus souvent que jamais par la Ville de Paris, le jeune directeur annonce la couleur pour la saison prochaine : programmation essentiellement centrée sur le vingtième siècle (neuf créations mondiales et plusieurs créations françaises en concert, d'Aïssa, Dussap, Donatoni, Boulez, Edgar, Murail, Ohana, Xenakis, etc.). Sept productions scéniques : *Lulu*, de Berg (Tate/Dressen), *Le Prisonnier*, de Dallapiccola (Salonen/Sobel), *Pelléas* (Boole/Sicilia), *Wozzeck* (Baranboim/Chéreau), *Parade* (Mellier de Théas/Enfant et les sortilèges) (Inbal dans la production du Met mise en scène par Dexter dans les décors et les costumes d'Hockney), l'imminente *West Side Story* de Robbins pour la période des fêtes.

Enfin, Gardiner mettra en scène – toujours en première – *Cost* qu'il dirigera aussi. La « fidélisation » des artistes et

des formations a toujours été l'une des priorités de Lissner. Elle s'affirmera en 1991-1992 au profit du chef britannique (Gardiner dirige *L'enfer*, ce printemps), de l'Orchestre Philharmonia (dans la fosse cette saison pour la *Damnation* et qui donnera désormais un opéra par an pendant trois ans). Entamée cette saison par une fructueuse collaboration dominicale (les seize heures de musique contemporaine attirant environ mille personnes), la relation avec l'Ensemble Intercontemporain sera confortée pour trois ans, ainsi qu'avec Pierre Boulez évidemment. Charles Dutoit dirigera une *Scène* mise en scène par Sinopoli, cela au cours d'une saison 1993-1994, centrée sur la culture germanique au tournant du vingtième siècle. En 1992-1993, Christoph von Dohnanyi sera monté au pupitre pour une *Traviata* mise en scène par Gruber et qui marquera, avec l'*Onegin* de Bychkov/Lacaille, la saison 1992-1993. Saison par ailleurs largement consacrée à l'œuvre de Schumann et de Bartók (un *Château de Barbe-Bleue* monté par Régy). Toujours au chapitre des bons rapports avec les artistes, des ensembles de musique de chambre seront accueillis en résidence, sur des périodes importantes, comme le Trio Fontenay l'an prochain, le Quatuor de Tokyo, les Juilliard, les Arditi plus tard...

Rappelons que le Châtelet programme désormais l'Auditorium des Halles (dont la fréquentation est montée jusqu'à 65 % dans les derniers mois de 1990), que l'établissement propose dans l'année 370 représentations (180 dans la grande salle, 120 à l'Auditorium, 70 dans les salles de concert), pour un budget qui atteindra 160 millions cette année. Signifions que, grâce à la santé des rapports sociaux sous ce toit (une victoire de Cartier) et à l'extrême efficacité du personnel technique, la part du budget consacrée à l'artistique est inespérée. Notons enfin que, dans ce théâtre surchargé, chaque production lyrique a le droit à quatre à cinq semaines de répétitions sur le plateau.

ANNE REY

PHOTO

Le temps et le désir

Deux thèmes classiques sont détournés par Bernard Faucon : le corps et le paysage



« Antoine » par Bernard Faucon

BERNARD FAUCON
à la galerie Yvon Lambert

Face à face, douze paysages et douze portraits. Bernard Faucon aurait-il profité de son transfert – remarqué – de la galerie (photo) Agathe Gaillard à celle d'Yvon Lambert (peinture) pour rompre définitivement avec ses mises en scène et se plonger dans les deux thèmes classiques de la photographie ? Fausse piste, tant les images grands formats de cette nouvelle série, intitulée « Les idoles et les sacrifices », sont une fois de plus un détournement du réel par un auteur qui ne cesse de jouer avec « le vivant, le sujet par excellence de la photo, mais aussi le plus impalpable ».

Car les paysages (les sacrifices) n'en sont pas, ou pas que ça. La Provoque, Étrepat, les Pyrénées sont « invisibles », masqués par des cavaliers à cheval de sang rouge (adoucies avec une pelote de pigmeol orange), qui, telles des ombres, maculent tout, l'eau, la

terre, la neige, la robe et les arbres en autant de blessures rituelles et sacrées.

Les portraits d'adolescents nus (les idoles) en sont-ils vraiment ? Jusqu'ici, Bernard Faucon avait utilisé « de nombreux détours pour parler du vivant sans jamais oser l'affronter » : des mannequins de jeunes garçons – parfois mêlés à des enfants en chair et en os – mais aussi le feu, des « traces » de sa vie (jouets, trais, costumes, fruits, etc.) jusqu'aux deux séries sur les chambres – amour et or – le tout formant une œuvre singulière portée par un paradoxe apparent : faire appel à la mise en scène et à la manipulation pour « restituer le réel le plus profond et témoigner de l'existence du monde ».

Cette fois, ses portraits sont bien réels. Mais ce sont des portraits « tragiques », aux antipodes des lois du genre : douze garçons saisis de la même façon, des colifants torse nu coincés contre un mur où se dessine leur ombre sourde, bras ballants, fixés intérieurement à un feu très violent, source unique et agressive d'éclairage, images ocre réalisées en extérieurs et cadrées quasiment de face, en légère contreplongée : « Cette manière de photographier est catastrophique pour le modèle. C'est comme un traitement de choc, une épreuve par le feu. Il y a ceux qui ont résisté et les autres. Je mets le modèle à l'épreuve pour saisir sa beauté la plus pure. » L'ocre et le rouge. Le feu envahit les portraits comme le sang les paysages. Idole sacrifiée ou sacrifice offert à l'idole ? Peu importe. D'un équilibre de l'autre, on sent qu'il se passe ou bien qu'il s'est passé quelque chose, ce que Bernard Faucon appelle « la fuite du temps et la persistance du désir ». Certains seront gênés par ces corps d'adolescents, offerts en pâture, comme s'il y avait place aujourd'hui pour des êtres à magnifier, voire à sacrifier. D'autres diront que Faucon a perdu de sa croquerie. En fait, il pousse à bout sa quête du « vivant » et donne ici des œuvres de maturité.

MICHEL GUERRIN

► Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris. Jusqu'au 11 avril. Bernard Faucon est aussi l'auteur de *Tables d'amie*, vingt et un menus, William Blake éd. 1986-31-42-20 & Baudouin, 72 p., 120 F.

La clôture du Salon du livre

15 % de visiteurs supplémentaires en 1991

Le onzième Salon du livre de Paris a fermé ses portes le 27 mars après avoir accueilli un peu plus de 200 000 visiteurs, soit 15 % de plus qu'en 1990. Les recettes de la soirée d'ouverture, le 21 mars, consacrées à la sauvegarde de la forêt de Brocéliande, se sont élevées à 400 000 F. Ce succès d'affluence – qui aurait pu être plus grand encore si la sécurité du Grand Palais n'imposait certaines limitations – a permis de chasser, au moins pour un temps, les ouages de morosité qui stagnent dans le ciel de l'édition française.

A l'heure du bilan, les éditeurs sont globalement satisfaits. Les amateurs de livres ont été fidèles à leur rendez-vous annuel ; ils ne se sont pas bornés à flâner autour des stands mais ont acheté davantage d'ouvrages que dans les années passées (ce qui ne fait pas forcément plaisir aux libraires) ; ils ont été moins nombreux à passer des commandes aux stands qui proposent des gros livres illustrés en souscription, mais beaucoup plus intéressés par les ouvrages du fond, rares ou anciens, que les éditeurs avaient sortis de leurs réserves. Ce qui tendrait à prouver que le Salon du livre joue moins un rôle de promotion auprès des lecteurs occasionnels qu'une fonction de confirmation, de réaffirmation annuelle, que viennent apporter à la culture de l'écrivain ses plus fidèles militants. Le charme de ce salon est sans doute sa limite : il est une fête, une célébration de la lecture beaucoup plus qu'une manifestation commerciale.

Les enfants dans la jungle

Cela pose aux organisateurs quelques problèmes. D'abord celui des grands groupes d'édition qui doivent dépenser des sommes importantes pour que leur représentation soit à la hauteur de leur puissance. Le Salon leur coûte cher ; et leur logique financière les fait réclamer à subventionner une entreprise de promotion collective du livre dont ils ne recueillent que de faibles retombées directes. Les contrôleurs de gestion n'aiment pas le Salon.

Le second problème est lié à la présence des enfants. Personne, évidemment, ne conteste le rôle que peut jouer la fête du livre pour l'éveil des enfants au plaisir de la lecture et pour la valorisation culturelle de l'objet-livre. La présence de plus en plus importante de classes entières dans les allées du Salon montre que les enseignants ont compris les bénéfices qu'on pouvait tirer du contact des enfants avec cette immense librairie. Encore faut-il que ce contact soit encadré et que, la porte du Grand Palais franchie, les élèves de tous âges ne soient pas pratiquement livrés à eux-mêmes, se lançant dans une course aux prospectus beaucoup moins fructueuse qu'au Salon des arts ménagers, attendant sur les marches que l'on siffle la fin de la récréation ou assaillant jusqu'à la nuit les quelques stands de bandes dessinées. Les organisateurs s'occupent pas, l'an prochain, de faire appel à quelques personnes, spécialisées dans les problèmes du livre et de la lecture, pour servir de guides dans la jungle des livres.

Il n'y a jamais eu autant de professionnels de la lecture – bibliothécaires, libraires, enseignants – présents que cette année. Le Salon du livre est désormais perçu par tous les membres de la « chaîne du livre » comme un lieu de rencontres indispensables. Et témoigne l'affluence qu'ont connue les diverses tables rondes, confrontations et réunions organisées sur la lecture des enfants, le rôle de la critique ou la place des bibliothèques dans la cité. En témoignent aussi la richesse des échanges aux Rencontres européennes de la librairie organisées par le ministère de la culture, qui ont permis de comprendre comment, derrière des questions jugées techniques, comme la taille des « offices », le prix unique du livre, ou le système des remises aux libraires, se profilent les tensions que va connaître l'édition européenne à partir de 1992.

PIERRE LEPAPE

POUR GARDER UNE PEAU JEUNE, VOUS AVEZ 30 SECONDES ?



THÉÂTRE

L'enfer, c'est l'amour

Sartre trouve un lecteur risque-tout et son théâtre vit

HUIS CLOS

à l'ère

Quelques jours avant l'entrée de *Huis clos* au répertoire de la Comédie-Française, en mai 1990, les exégètes sartiens doutaient, désespérément de ce que le grand homme trouve sur les scènes françaises les « lecteurs inventifs » qu'il méritait (*Le Monde* du 3 mai 1990). Finalement, il ne faudra pas attendre un hypothétique saut de génération pour nous réconcilier avec le drame.

Un homme jeune, acteur et metteur en scène, nommé par Roger Planchon dont il fut l'assistant avant de rejoindre à Lille la troupe de la Salamandre dirigée par Gilles Bourdet, en fait aujourd'hui la démonstration. Michel Raskine s'était déjà signalé par deux mises en scène, *Max Gorki*, pièce de Manfred Karge, et *Kita l'indien*, « comédie alpine » de Joël Jouanneau. Son *Huis clos* lui permet de franchir un nouveau cap.

Il ne renie rien, d'abord, du sérieux philosophique de la pièce – « l'être pour autrui », l'être par autrui –, abondamment décrit abondamment par le philosophe et par les élèves de la Sorbonne et par les élèves de la Sorbonne, l'être est la philosophie. L'axe majeur du spectacle demeure la terreur. Elle naît de la cohabitation entre les êtres et de son corollaire immédiat, la nécessité de fraternité, condamnée que nous sommes à vivre ensemble. Mais Michel Raskine a repéré dans le texte de Sartre ces petits mots simples, concrets, souvent drôles, qui permettent beaucoup d'audace dans l'interprétation d'une œuvre traitée souvent avec un respect mortel.

Les quatre personnages imaginés par l'auteur sont là : Inès Serrano, la postière lesbienne morte dans les bras de sa maîtresse après que celle-ci a ouvert le robinet du gaz ; Estelle Rignault, morte d'une pneumonie après avoir tué son enfant adultérin ; Joseph Garcin, journaliste déserteur mort fusillé ; le Garçon, qui introduit ces fantômes dans leur nouveau logis. Jamais les morts n'ont eu l'air si vivants. Ils ont toujours un corps, une

anatomie même : Sartre nous parle de leurs cheveux, de leurs yeux, de leurs bouches, de leurs mains, de leurs cuisses, de leurs pieds et, par-dessus tout, de leur ferme volonté de s'en servir, encore.

Frénésie sensuelle

Après avoir payé comme l'auteur son tribut au vaudeville – la mise en place des trois fameux canapés qui seront le dernier refuge des protagonistes, l'arrivée cent pour cent boulevard d'Estelle sous sa perruque blonde et ses lunettes de lunettes bleues –, Michel Raskine installe donc assez tôt une sorte de frénésie sensuelle faite d'empoignades, de caresses ocre – la main d'Inès sur le sexe d'Estelle –, de gestes brutaux, vulgaires même – quand Joseph tape de sa main les fesses d'Estelle avant sa « confession » en lui intimant un « Monte là-dessus » qui autorise tout – de tendresses partagées, d'embrassades incertaines ou appuyées. On reconnaît là le compagnonnage du metteur en scène avec Karge et Planchon : son *Huis clos* a un côté alpin d'Est, déglotté, provocant, coloré, particulièrement réjouissant. Raskine sait déshabiller ses acteurs pour révéler les âmes.

Si la pièce paraît, comme jamais, proche du public d'aujourd'hui, elle le doit encore aux acteurs. Jean-Paul Wenzel (Garcin) campe avec charme une sorte de play-boy déboussolé, même s'il a quelques difficultés parfois à suivre le rythme – et surtout, paradoxalement, quand il n'a pas la parole : on ne dirait jamais assez combien il est difficile de « regarder » ses partenaires au théâtre. Marie-Christine Orry (Estelle) joue des promesses. La première, tailleur de cuir rouge et perruque de cheveux noirs filasse, est terrifiante, et une fois encore d'une présence magnétique. La seconde, dans un rôle qui la conduit du meilleur comique au plus grand dénuement, confirme une personnalité aux facettes explosives. Dans le petit rôle du Garçon qui ouvre la porte de l'en-

fer à ce trio tonitruant, mi-ange, mi-urquin, Arno Feffer continue joliment son apprentissage.

Si tous les postes artistiques sont bien tenus, mention spéciale – une fois n'est pas coutume – pour le sonorisateur du spectacle, Didier Storz. Avant et après l'interprétation formidable de *Rue des Blancs-Manteaux* par Marie-Christine Orry (paroles de Sartre, musique de Kosma), il a assuré avec beaucoup de simplicité et de précision des sons – d'usine ? de bateaux ? de rue ? – à faire peur. C'était le but du jeu.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre Roger-Salengro, jusqu'au 30 mars à 20 h 30 (complet). Reprise du 23 au 28 avril. 1991 : 20-40-10-20. A Perpignan les 2 et 3 avril, à Béziers du 5 au 7, à Calais les 11 et 12 et à Montluçon les 19 et 20.

ACTIF TOTAL REGENERANT

EN 30 SECONDES, CHAQUE MATIN, TOUT LE SOIN DONT VOTRE PEAU A BESOIN.

BIOtherm HOMME



M. Suzuki c'est toujours votre esprit d'équipe qui nous anime.

Cher Monsieur Suzuki,

Vous devez être très impatient d'avoir des nouvelles de notre équipe. Depuis que vous êtes parti, nous avons beaucoup de nouveaux éléments. De bons joueurs qui nous ont fait rapidement progresser. Et vous serez très fier d'apprendre, grâce à vous, que les joueurs de cette année, grâce à cette technique si particulière gardent toujours cet esprit d'équipe que vous leur avez enseigné. Voilà pour l'équipe.

Pour être sûr, vous pouvez vous en assurer, car je suis papa pour la seconde fois, d'un petit garçon né le 9 janvier dernier. Ma fille qui, elle, à trois ans, joue déjà de la base-ball...

Comme vous voyez, rien que des bonnes nouvelles. Je serais également ravi d'en avoir des vôtres prochainement.

Avec toute mon amitié.

NB: Au fait, chez Toshiba, la pelle de mesure tri-dimensionnelle dont je vous avais parlé est opérationnelle depuis peu. Demandez que vous soyez parti trop tôt vous auriez pu la voir...

E. J. J. J.



Pour Toshiba il est important que l'esprit d'équipe et la performance des hommes aient d'autres terrains de prédilection que celui du travail. A Martin Église (usine de photocopieurs) comme à Aizenay (usine de fours à micro-ondes) et à Raon l'Étape (usine de lampes halogènes pour photocopieurs) nous retrouvons le même esprit.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

ÉQUIPEUR SUD

SPECTACLES

JEUDI 28 MARS

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Plac. Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

L'ARTOT

Atelier des enfants. Jusqu'au 20 mai 1991.

CAPITALES EUROPÉENNES OU NOUVEAU DESIGN. Galerie du CCI. Jusqu'au 27 mai 1991.

FRANK O. GERRY. Projets en Europe. Galerie de dessin d'architecture. Jusqu'au 10 juin 1991.

WITOLD GOMBROWICZ. Galerie du 89. Jusqu'au 10 juin 1991.

JUAN GRIS, GESSINS (1815-1821). Salle d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 1 avril 1991.

BERTRAND LAVIER. Galeries contemporaines - rez-de-chaussée. Jusqu'au 13 avril 1991.

JEAN VILAR AU PRÉSENT. Grand Foyer. Du 2 avril 1991 au 3 juin 1991.

WILLIAM WEGMAN. Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 avril 1991.

Musée d'Orsay

Dual Anatole-France, place Henri-Montherlant (40-49-48-14). Mar., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

GEORGE N. BARNARD. PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION. Exposition-dossier. Espace photographique arts graphiques 1 et 2. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

DESSINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE. Espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

RENE PIOT (1866-1934) DÉCORS DE THÉÂTRE, DÉCORS MONUMENTAUX. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914). Exposition-dossier. - 5, 4, 3 étages - pavillon Amont. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.l.j. et mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

JOOS VAN CLEYE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

REPRESENTATIONS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1780-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilité de billet couplé avec celui du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. La France après les ruines, 1918... 1945... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-80-00). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LA RUE DU SAC. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue Bellechasse. T.l.j. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-87-83-48). Mar. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

TREASURES OF BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre 1991.

MARIA MYLONA KYRIAKIDI - Peintures EXPOSITION DU 28 MARS AU 13 AVRIL 1991 GALERIE SCULPTURES 11, rue Visconti, 75006 Paris. Tél. : 46-34-13-75.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Elanhowar.

28 MARS

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 10 h 30, métré Porte-de-Chaix (P.-Y. Jastor).

« Versailles : le théâtre d'été-huitième de M^{me} Montansier et l'hôtel de M^{me} de Pompadour », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« La très belle histoire du moine des Sakya : le Bouddhisme et son iconographie », 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« L'Agèla Saint-Roch et sa longue histoire architecturale », 14 h 30, 286, rue Saint-Honoré.

« Les passages couverts, du Palais-Royal au faubourg Montmartre et la rue des Colonnades », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« Comment vivent les rois du Louvre... en parcourant les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« La fabuleuse histoire du Louvre. Du donjon à la pyramide », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et céral).

« Cité d'artistes, courettes et jér-

diens du quartier Montecouris », 14 h 45, métré Cité-Universitaire (V. de Langlade).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Mouvement et son dans l'art, le notion d'inspiration (Tanguy, Raoul-Duval) », 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

Centre associatif Masnil-Saint-Dier (grande salle), 25, rue Masnil, 14 h 30 : « Léonard de Vinci, un esprit universel », par G. Thebaud ; 18 h 30 : « Éclat du portrait humaniste entre l'Italie et les Flandres », par C. Richard (Le Cavalier bleu).

Collège de France (salle n° 8), rue des Ecoles, 18 heures : « L'étranger dans le Nord-Est », par J. Costa-Lascoux et O. Lecourt (Raison présente).

Centre Assas (amphi n° 4), 82, rue d'Assas, 18 heures : « La situation dans les pays de l'Est » (Université Paris-IV).

14, rue Bonaparte (amphi n° 3), 18 h 30 : « Les changements dans la situation artistique en Hongrie », par L. Beko (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 bis rue Keppler, 20 h 15 : « Ouverture d'un monde », Entrée gratuite (logé une des théosophes).

28 MARS

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 10 h 30, métré Porte-de-Chaix (P.-Y. Jastor).

« Versailles : le théâtre d'été-huitième de M^{me} Montansier et l'hôtel de M^{me} de Pompadour », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« La très belle histoire du moine des Sakya : le Bouddhisme et son iconographie », 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« L'Agèla Saint-Roch et sa longue histoire architecturale », 14 h 30, 286, rue Saint-Honoré.

« Les passages couverts, du Palais-Royal au faubourg Montmartre et la rue des Colonnades », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« Comment vivent les rois du Louvre... en parcourant les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« La fabuleuse histoire du Louvre. Du donjon à la pyramide », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et céral).

« Cité d'artistes, courettes et jér-

diens du quartier Montecouris », 14 h 45, métré Cité-Universitaire (V. de Langlade).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Mouvement et son dans l'art, le notion d'inspiration (Tanguy, Raoul-Duval) », 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

Centre associatif Masnil-Saint-Dier (grande salle), 25, rue Masnil, 14 h 30 : « Léonard de Vinci, un esprit universel », par G. Thebaud ; 18 h 30 : « Éclat du portrait humaniste entre l'Italie et les Flandres », par C. Richard (Le Cavalier bleu).

Collège de France (salle n° 8), rue des Ecoles, 18 heures : « L'étranger dans le Nord-Est », par J. Costa-Lascoux et O. Lecourt (Raison présente).

Centre Assas (amphi n° 4), 82, rue d'Assas, 18 heures : « La situation dans les pays de l'Est » (Université Paris-IV).

14, rue Bonaparte (amphi n° 3), 18 h 30 : « Les changements dans la situation artistique en Hongrie », par L. Beko (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 bis rue Keppler, 20 h 15 : « Ouverture d'un monde », Entrée gratuite (logé une des théosophes).

28 MARS

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 10 h 30, métré Porte-de-Chaix (P.-Y. Jastor).

« Versailles : le théâtre d'été-huitième de M^{me} Montansier et l'hôtel de M^{me} de Pompadour », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« La très belle histoire du moine des Sakya : le Bouddhisme et son iconographie », 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« L'Agèla Saint-Roch et sa longue histoire architecturale », 14 h 30, 286, rue Saint-Honoré.

« Les passages couverts, du Palais-Royal au faubourg Montmartre et la rue des Colonnades », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« Comment vivent les rois du Louvre... en parcourant les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« La fabuleuse histoire du Louvre. Du donjon à la pyramide », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et céral).

« Cité d'artistes, courettes et jér-

diens du quartier Montecouris », 14 h 45, métré Cité-Universitaire (V. de Langlade).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Mouvement et son dans l'art, le notion d'inspiration (Tanguy, Raoul-Duval) », 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

Centre associatif Masnil-Saint-Dier (grande salle), 25, rue Masnil, 14 h 30 : « Léonard de Vinci, un esprit universel », par G. Thebaud ; 18 h 30 : « Éclat du portrait humaniste entre l'Italie et les Flandres », par C. Richard (Le Cavalier bleu).

Collège de France (salle n° 8), rue des Ecoles, 18 heures : « L'étranger dans le Nord-Est », par J. Costa-Lascoux et O. Lecourt (Raison présente).

Centre Assas (amphi n° 4), 82, rue d'Assas, 18 heures : « La situation dans les pays de l'Est » (Université Paris-IV).

14, rue Bonaparte (amphi n° 3), 18 h 30 : « Les changements dans la situation artistique en Hongrie », par L. Beko (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 bis rue Keppler, 20 h 15 : « Ouverture d'un monde », Entrée gratuite (logé une des théosophes).

28 MARS

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 10 h 30, métré Porte-de-Chaix (P.-Y. Jastor).

« Versailles : le théâtre d'été-huitième de M^{me} Montansier et l'hôtel de M^{me} de Pompadour », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« La très belle histoire du moine des Sakya : le Bouddhisme et son iconographie », 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« L'Agèla Saint-Roch et sa longue histoire architecturale », 14 h 30, 286, rue Saint-Honoré.

« Les passages couverts, du Palais-Royal au faubourg Montmartre et la rue des Colonnades », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« Comment vivent les rois du Louvre... en parcourant les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« La fabuleuse histoire du Louvre. Du donjon à la pyramide », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et céral).

« Cité d'artistes, courettes et jér-

diens du quartier Montecouris », 14 h 45, métré Cité-Universitaire (V. de Langlade).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Mouvement et son dans l'art, le notion d'inspiration (Tanguy, Raoul-Duval) », 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

Centre associatif Masnil-Saint-Dier (grande salle), 25, rue Masnil, 14 h 30 : « Léonard de Vinci, un esprit universel », par G. Thebaud ; 18 h 30 : « Éclat du portrait humaniste entre l'Italie et les Flandres », par C. Richard (Le Cavalier bleu).

Collège de France (salle n° 8), rue des Ecoles, 18 heures : « L'étranger dans le Nord-Est », par J. Costa-Lascoux et O. Lecourt (Raison présente).

Centre Assas (amphi n° 4), 82, rue d'Assas, 18 heures : « La situation dans les pays de l'Est » (Université Paris-IV).

14, rue Bonaparte (amphi n° 3), 18 h 30 : « Les changements dans la situation artistique en Hongrie », par L. Beko (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 bis rue Keppler, 20 h 15 : « Ouverture d'un monde », Entrée gratuite (logé une des théosophes).

28 MARS

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 10 h 30, métré Porte-de-Chaix (P.-Y. Jastor).

« Versailles : le théâtre d'été-huitième de M^{me} Montansier et l'hôtel de M^{me} de Pompadour », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« La très belle histoire du moine des Sakya : le Bouddhisme et son iconographie », 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« L'Agèla Saint-Roch et sa longue histoire architecturale », 14 h 30, 286, rue Saint-Honoré.

« Les passages couverts, du Palais-Royal au faubourg Montmartre et la rue des Colonnades », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« Comment vivent les rois du Louvre... en parcourant les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« La fabuleuse histoire du Louvre. Du donjon à la pyramide », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et céral).

« Cité d'artistes, courettes et jér-

diens du quartier Montecouris », 14 h 45, métré Cité-Universitaire (V. de Langlade).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Mouvement et son dans l'art, le notion d'inspiration (Tanguy, Raoul-Duval) », 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

Centre associatif Masnil-Saint-Dier (grande salle), 25, rue Masnil, 14 h 30 : « Léonard de Vinci, un esprit universel », par G. Thebaud ; 18 h 30 : « Éclat du portrait humaniste entre l'Italie et les Flandres », par C. Richard (Le Cavalier bleu).

Collège de France (salle n° 8), rue des Ecoles, 18 heures : « L'étranger dans le Nord-Est », par J. Costa-Lascoux et O. Lecourt (Raison présente).

Centre Assas (amphi n° 4), 82, rue d'Assas, 18 heures : « La situation dans les pays de l'Est » (Université Paris-IV).

14, rue Bonaparte (amphi n° 3), 18 h 30 : « Les changements dans la situation artistique en Hongrie », par L. Beko (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 bis rue Keppler, 20 h 15 : « Ouverture d'un monde », Entrée gratuite (logé une des théosophes).

28 MARS

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 10 h 30, métré Porte-de-Chaix (P.-Y. Jastor).

« Versailles : le théâtre d'été-huitième de M^{me} Montansier et l'hôtel de M^{me} de Pompadour », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« La très belle histoire du moine des Sakya : le Bouddhisme et son iconographie », 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« L'Agèla Saint-Roch et sa longue histoire architecturale », 14 h 30, 286, rue Saint-Honoré.

« Les passages couverts, du Palais-Royal au faubourg Montmartre et la rue des Colonnades », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« Comment vivent les rois du Louvre... en parcourant les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« La fabuleuse histoire du Louvre. Du donjon à la pyramide », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et céral).

« Cité d'artistes, courettes et jér-

diens du quartier Montecouris », 14 h 45, métré Cité-Universitaire (V. de Langlade).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Mouvement et son dans l'art, le notion d'inspiration (Tanguy, Raoul-Duval) », 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

Centre associatif Masnil-Saint-Dier (grande salle), 25, rue Masnil, 14 h 30 : « Léonard de Vinci, un esprit universel », par G. Thebaud ; 18 h 30 : « Éclat du portrait humaniste entre l'Italie et les Flandres », par C. Richard (Le Cavalier bleu).

Collège de France (salle n° 8), rue des Ecoles, 18 heures : « L'étranger dans le Nord-Est », par J. Costa-Lascoux et O. Lecourt (Raison présente).

Centre Assas (amphi n° 4), 82, rue d'Assas, 18 heures : « La situation dans les pays de l'Est » (Université Paris-IV).

14, rue Bonaparte (amphi n° 3), 18 h 30 : « Les changements dans la situation artistique en Hongrie », par L. Beko (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 bis rue Keppler, 20 h 15 : « Ouverture d'un monde », Entrée gratuite (logé une des théosophes).

28 MARS

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 10 h 30, métré Porte-de-Chaix (P.-Y. Jastor).

« Versailles : le théâtre d'été-huitième de M^{me} Montansier et l'hôtel de M^{me} de Pompadour », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme).

« La très belle histoire du moine des Sakya : le Bouddhisme et son iconographie », 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« L'Agèla Saint-Roch et sa longue histoire architecturale », 14 h 30, 286, rue Saint-Honoré.

« Les passages couverts, du Palais-Royal au faubourg Montmartre et la rue des Colonnades », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« Comment vivent les rois du Louvre... en parcourant les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (M.C. Lauer).

« La fabuleuse histoire du Louvre. Du donjon à la pyramide », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et céral).

« Cité d'artistes, courettes et jér-

diens du quartier Montecouris », 14 h 45, métré Cité-Universitaire (V. de Langlade).

« Chapelle, grand amphithéâtre et salons de la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Mouvement et son dans l'art, le notion d'inspiration (Tanguy, Raoul-Duval) », 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

Centre associatif Masnil-Saint-Dier (grande salle), 25, rue Masnil, 14 h 30 : « Léonard de Vinci, un esprit universel », par G. Thebaud ; 18 h 30 : « Éclat du portrait humaniste entre l'Italie et les Flandres », par C. Richard (Le Cavalier bleu).

Collège de France (salle n° 8), rue des Ecoles, 18 heures : « L'étranger dans le Nord-Est », par J. Costa-Lascoux et O. Lecourt (Raison présente).

Centre Assas (amphi n° 4), 82, rue d'Assas, 18 heures : « La situation dans les pays de l'Est » (Université Paris-IV).

14, rue Bonaparte (amphi n° 3), 18 h 30 : « Les changements dans la situation artistique en Hongrie », par L. Beko (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 bis rue Keppler, 20 h 15 : « Ouverture d'un monde », Entrée gratuite (logé une des théosophes).

28 MARS

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 10 h 30, métré Porte-de-Chaix (P.-Y. Jastor).

« Versailles : le théâtre d'été-huitième de M^{me} Montansier et l'hôtel de M

LIVRES • IDEES

Deux Anglais dans le siècle

Harold Acton ou les paisibles aventures de l'ordre
Wyndham Lewis ou l'épopée triste d'une âme en quête de batailles perdues d'avance

MÉMOIRES D'UN ESTHÉTTE

Tome 1

de Harold Acton.
Traduit de l'anglais
par Jacques Georget,
Julliard, 454 p., 250 F.

MÉMOIRES DE FEU

ET DE CENDRE

de Wyndham Lewis.

Traduit de l'anglais et préfacé
par Gérard-Georges Lemaire,
Christian Bourgois,
458 p., 200 F.

Comme s'il avait eu conscience d'être le dernier représentant d'une espèce en voie de disparition, et le pressentiment que le monde à venir n'en tolérerait pas d'autres, le seigneur de la quarantaine à peine franchi, Harold Acton, aujourd'hui le dernier des Anglais légendaires de Florence, s'empresse d'entamer la rédaction de ses Mémoires. En voici le premier volume.

Et alors que, comme tout un chacun, il était beaucoup d'hommes à la fois — dans son cas, un Florentin, un gentleman, un historien de renom, un poète, un romancier (1), un connaisseur hors pair de la Chine et de la France, en un mot, un cosmopolite suprême — il choisit, comme pour se résigner, le mot d'esthète, entaché comme nul autre de suspicion. Qui plus est, il l'adopte comme un défi : « Permettez-moi d'en être fier (...) » a-t-il écrit, « l'expédition dans les gènes des Philistins ».

Au demeurant, faisant preuve d'une sérénité tout orientale, il incline à penser que lorsqu'on est entouré de chefs d'œuvre, tout effort de création est « frappé de nanisme » : « Pourquoi ne pas s'abandonner à la joie de la contemplation ? » On songe à l'un des Américains de Henry James, ce sculpteur convaincu que, seule, Rome lui permettrait d'accomplir son œuvre, et qui n'y fera rien d'autre, sa vie durant, que d'admirer des places, des colonnes, des façades.

Né en 1904 sur les collines environnant la cité des Médicis, dans l'une des villas les plus fastueuses, La Pietra — qu'il habite toujours, des cousins d'Amérique en ayant fait édifier une copie à Honolulu... — Harold Acton n'eut pas besoin de quitter le jardin aux cent statues pour découvrir la beauté. En outre, l'atelier de son père, peintre et collectionneur, fut sa « première boutique de souvenirs ». Et sa conscience esthétique se trouva vite éveillée par les querelles grandioses dont tout à coup Fiesole retentissait, opposant entre eux les



Harold Acton : « Pourquoi ne pas s'abandonner à la joie de la contemplation ? »

critiques d'art qui habitaient dans le voisinage, Bernard Berenson l'emportant sur le reste de la confrérie au moment d'authentifier une pièce, aux yeux des acheteurs d'outre-Atlantique.

Et Acton de l'égratigner, l'air de rien — Berenson était encore de ce monde, — en observant que l'émigration des œuvres d'art s'effectuait sur une si vaste échelle que l'on pouvait sans doute prévoir qu'à l'avenir les Européens auraient à traverser l'océan pour apprécier leur art. Une large partie de ce premier tome a trait à la France, qu'il aime

peut-être plus que l'Angleterre, à commencer par sa langue : « Pour parler français, dit-il, il faut avoir quelque chose à dire qui en vaille la peine. » Déjà, enfant, prononcer une phrase bien tournée dans la langue de La Fontaine lui donnait l'impression de « tailler un camée ». Et, bien entendu, il aime Paris, son fleuve, seul au monde à avoir pour rives des boîtes de bouquinistes, et peut-être parce que tout ce qui filtrait « à travers le crépuscule gothique d'Oxford », où, après Eton, il poursuivit ses études, résonnait encore des échos de l'exposition « Manet et les postimpression-

nistes », organisée par Roger Fry (2) en 1910. A l'époque, donc, à Londres, tout lui semblait teinté de parisianisme : Bloomsbury ? Une annexe de Montparnasse. T.S. Eliot, Aldous Huxley ? Des imitateurs de Laforgue. Et pouvait-on imaginer quelque chose de plus français que les Ballets russes ? Acton ne mettra guère longtemps à fréquenter ceux-ci — en compagnie de Cocteau, ce « caméléon de l'instant à venir » qui lui décrit le sourire de très jeune crocodile de Diaghilev et la courbe d'huile portugaise de son petit œil humide.

Montparnasse, le Dôme, la Rotonde ? Des essais de femmes truculentes au milieu desquelles les Ford Maddox Ford, les Hemingway et autres Ezra Pound jouent les importants, craignant de trahir leurs émotions sauf par des hoquets de buveur saoul ; et ne rapportant de leur séjour parisien que peu de chose, faute de s'être vraiment intéressés à la vie et à l'art français.

Et les portraits de se succéder, brossés avec une minutie et une bonhomie n'échappant pas à l'occasion l'humour le plus incisif. On passe ainsi à « Bébé » Bérard et Pavel Tchelitchev à Ronald Firbank entouré de « quelques reliques choisies de la fin du siècle » ; d'Edith Sitwell, qu'il vénère (d'Acton, poète « sitwellien », Auden et Spender font peu de cas, parce que ses poèmes ne transmettent pas de message politique) à la bien-aimée Gertrude Stein.

Max Jacob assurait-il avoir rencontré celle-ci aux temps préhistoriques ? Acton, lui, qui l'admire, la voit « plus monumentale assise que debout », avec sa « silhouette d'Asie trapue d'obédience ». La prose du « tout jeune » Hemingway ressemble-t-elle à la prose de sa compatriote ? A ceci près que celle du futur Prix Nobel paraît plus féminine. De Loïe Fuller, l'immense papillon-fantôme de la danse, et de Bakst, le merveilleux décorateur de Schéhérazade — qu'il croit oubliés au moment de rédiger ces Mémoires, et qu'il aura eu le temps de voir ressusciter, — à ce « petit faune » d'Evelyn Waugh, à D'Annunzio, à André Breton et Benedetto Croce, à Stravinsky et Lady Curzon... le bal du souvenir mené par Acton réunit la plupart des masques illustres du siècle.

Hector Bianciotti

Lire la suite page 24

(1) Les Derniers Médicis et Les Bourbons de Naples : librairie Perrin. Princes et papes : Rivages.
(2) Peintre et critique d'art du groupe de Bloomsbury.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Comment on devient Raymond Carver

« Si j'en suis venu à écrire le genre de nouvelles que j'écris, et à les écrire de cette manière, ça n'a peut-être été, en fin de compte, que parce qu'il fallait bien que je m'accommode de mes limitations. » A l'origine du minimalisme de Carver, il y a avant tout la vie immédiate : les cris d'enfants, les petits emplois, la mémoire trouée de l'alcool. Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

« Qu'alliez-vous faire en Asie ? »

Dans son nouveau livre, Simon Lays étudie les rapports qu'entretenaient les Chinois avec leur passé, qui « demeure insaisissable » et pourtant « semble tout pénétrer ». Page 18

LE DÉBAT

La nation pour inclure ou exclure ?

En Europe de l'Est et au Proche-Orient, des nationalismes blessés s'expriment avec violence. Julia Kristeva, Dominique Schnapper et Gérard Noiriel interrogent l'idée de nation. Pages 20 et 21

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Barnes et son double

Julian Barnes avait déjà enquêté sur un perroquet illustre. Avec Avant moi, il publie un roman sur la jalousie d'un mari qui part à la recherche du passé de sa femme. On ne savait pas que le docteur Watson-Barnes dissimulait un Mister Hyde, nommé Dan Kavanagh, auteur de romans policiers, dont Actes Sud commence la publication. Page 24

Le Clézio et l'oubli de l'Afrique

L'art d'Onitsha : capturer la beauté, dire le mystère, prononcer des mots qui parlent, qui respirent, qui libèrent

ONITSHA

de J.-M. G. Le Clézio.
Gallimard, 254 p., 95 F.

Les grands livres ont ceci de terrible qu'ils font le vide autour d'eux. Onitsha est un de ces livres dont l'évidence est si forte qu'elle met en lumière, avec une tranquille cruauté, les artifices dont se couvrent la plupart de nos romans contemporains. Ce qui étonne, ce qui bouleverse le lecteur et qui fait que ce roman restera en lui longtemps — pour toujours peut-être, — c'est le mystère de cette présence.

Il est certes possible d'analyser de quoi est fait l'art qui procure un tel sentiment d'atteindre à l'essentiel, au cœur des choses, au dépeuplement des apparences. On peut parler de la manière dont Le Clézio débarrasse systématiquement ses phrases de tout ornement ; de la façon dont il les gratte jusqu'à l'os pour éliminer les graisses inutiles, les circonvolutions, les facilités rhétoriques ou les langueurs esthétiques. Le Clézio a inventé un style épique adapté à l'épopée intérieure, celle qui mène les êtres à apprendre non pas en accumulant, mais au contraire en rejetant peu à peu ce qui s'interpose entre eux et la vérité.

On peut aussi essayer de comprendre comment l'écrivain joue à la fois de la distance — néces-

saire pour que le lecteur demeure le spectateur de l'ensemble de la cérémonie à laquelle il est convié — et de la proximité — indispensable à sa participation intime, à l'identification dont le livre est à la fois le récit et le lieu. Le Clézio utilise ou imparfait de narration qui tient le roman à l'abri de toute encombrante présence, le relie dans le territoire des souvenirs, mais, en même temps, il fait en sorte que cet imparfait soit personnalisé. En fait, sans que cela apparaisse grammaticalement, il y a trois narrateurs dans Onitsha qui emploient l'imparfait selon trois modalités différentes.

Le secret de Méroé

Il y a d'abord Fintan, un petit garçon de douze ans au début du roman, qui s'embarque, le 14 mai 1948, pour l'Afrique en compagnie de sa mère pour aller rejoindre au Nigeria un père qu'il ne connaît pas. L'imparfait qu'il emploie est celui d'un homme — on pourrait dire : l'écrivain lui-même — qui tente de ressaisir pour le comprendre et se comprendre un morceau de son enfance. Il essaie aussi, de l'Europe où il est revenu et où il vit, de rendre une réalité, une présence concrète à ce qui n'est pour nous qu'une abstraction, que quelques images oubliées aussitôt qu'absorbées : le Biafra,

des rebelles soulevés contre leur gouvernement central et massacrés au bout d'une longue guerre menée pour les compagnies pétrolières internationales.

Il y a ensuite la mère de Fintan, une jeune femme italienne, Maria-Luisa, que son fils appelle Maou. Maou est un être qui vit dans une perpétuelle confrontation entre la réalité présente et son désir — qu'il s'agit d'un désir passé ou d'un désir projeté. Son imparfait est la forme de l'imperfection du présent. Elle vient en Afrique pour retrouver l'homme qu'elle aime, dont elle a eu un enfant et avec lequel elle va enfin pouvoir vivre ; elle ne retrouve qu'un étranger. Elle s'imaginait découvrir un pays neuf, libre, aventureux, elle se retrouve dans la poussière et dans la boue d'une contrée oppressante, cruelle, étouffante, dominée par une petite colonie d'administrateurs britanniques, mesquins, obtus, haineux, dévorés par le fiel de leurs propres échecs.

Elle veut partir, quitter cette petite ville d'Onitsha qui la rejette, et elle s'y trouve comme enlignée, happée par l'atmosphère d'hostilité et de mort qui s'y développe. Il y a enfin Geoffroy, le père. Son imparfait a lui

est celui du rêve, du passé lointain, légendaire, de la quête d'un absolu qui le venge des avanies et des médiocrités du quotidien. Geoffroy ne se soucie guère ni de sa femme, ni de son fils, ni de son travail. Le présent ne lui importe que par ses liens avec une très vieille histoire, celle de la reine de Méroé qui a fui son empire du sud de l'Égypte, chassée par les guerriers du Nord et dont la fille Arsinoé, après une interminable marche à travers le désert, guidée par les dieux, a

créé quelque part, là où le soleil se couche, une nouvelle Méroé. Geoffroy, aux scarifications que portent certains membres d'une tribu de la région et qui rappellent les symboles égyptiens du Soleil, de la Lune et des plumes des ailes du faucon, est persuadé que le secret de Méroé gît à portée de sa main, à quelques jours de pirogue. Peu à peu, il s'enfonce dans son délire, jusqu'à y trouver la vérité sur lui-même.

Pierre Lepape

Lire la suite page 19

JACQUES CHESSEX

FLAUBERT
ou le désert en abîme

essai

A Ex-Libris ce soir.

Grasset



LES FEUX

de Raymond Carver. Traduit de l'anglais (États-Unis) par François Lasquin. Ed. de l'Olivier, 266 p., 120 F.

Il y a chez Raymond Carver un charme poignant et subtil, une violence cachée, insaisissable, une émotion indéfectible, qui tiennent à des riens, des dialogues esquissés entre des personnages démolis, dans des décors à la Edward Hopper, des récits de vies toulées à petit feu, à grands verres. Une tendresse douloureuse qui l'a fait comparer à Tchekhov et dont il est impossible de donner la recette. Quelques années avant sa mort, à cinquante ans, en 1988, l'auteur a pourtant tenté d'en indiquer lui-même la genèse - d'où ce livre, composé par ses soins, de nouvelles, d'essais, de poèmes et d'un entretien - mais n'y est bien évidemment pas tout à fait parvenu. Les mégiciens les plus touchants sont ceux qui ne comprennent pas bien leurs tours.

« Tout grand écrivain, dit Carver, ou même tout très bon écrivain, refait le monde à sa mesure », précisant que ce n'est pas forcément une question de dons, ni de chance, ni de talent. « Le talent, ça court les rues. Mais un écrivain qui a une façon spéciale de voir les choses et qui donne une forme artistique à cette manière de voir est un écrivain qui a des chances de durer. » En quatre recueils de nouvelles (les *Vitamines du bonheur*, *Parlez-moi d'amour*, *Tais-toi*, *Je t'en prie*, chez Mazarine, les *Trois Roses jaunes*, chez Payot) Carver s'est incontestablement imposé comme un grand, malgré la brièveté de son œuvre. Par coquetterie il met sa réussite sur le compte du travail. Un des credos des ateliers de création littéraire (il est passé par l'un d'eux avec le romancier John Gardner pour professeur) est en effet que l'art d'écrire est d'abord celui de la réécriture, de la révision.

« Les écrivains n'ont que faire de ficelles et de procédés. Il n'est même pas nécessaire qu'ils soient plus malins que la moyenne des gens. Quitte à passer pour un imbécile, un écrivain a parfois besoin de rester bête d'émerveillement niels devant n'importe quel objet - un coucher de soleil ou un vieux soulier. » Le formalisme des années 70 ne l'intéresse pas. Il considère avec ironie la déception des anciens patrons de l'avant-garde, John Barth, par exemple, devant l'indifférence des étudiants pour l'innovation formelle (« Il a l'impression que le goût de l'expérimentation est en train de passer en même temps que les idées de gauche, et ça le tarabuste »); lui, ne s'est jamais soucié d'innover, uniquement de communiquer une émotion, une sensation, un peu d'angoisse, avec un métier aussi dépouillé que possible.

Il ne faut sans doute pas chercher dans l'enseignement de John Gardner, ni dans une théorie littéraire, les clés qui permettraient de comprendre comment l'on devient Raymond Carver. La réponse est d'abord dans la vie de l'auteur, du moins des éléments d'une réponse. Il naît en 1938 dans l'Oregon au sein d'une famille pauvre. Sa mère fait des ménages, son père travaille dans une scierie comme affûteur. Un père alcoolique mais qui lit (un geste, note-t-il, extraordinairement « personnel »

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Comment on devient Raymond Carver

dans ce contexte culturel) et surtout raconte beaucoup d'histoires. C'est de lui sens doute que Carver tient sa vocation, de ce coureur, ce menteur, fabulateur et fauché dont il fait un magnifique portrait au premier chapitre des *Feux*.

Quand il essaie d'analyser les influences les plus déterminantes qu'il a subies, Carver cite quelques noms, bien sûr, Hemingway, Lawrence Durrell, mais ce n'est pas l'essentiel. Les vraies influences sont à rechercher dans la vie immédiate. Il a dix-neuf ans quand il épouse Maryann, seize ans, enceinte du premier de leurs deux enfants. Ils n'ont pas d'argent et aucun métier. « De toutes les influences qui se sont exercées sur ma vie et sur mon écriture, la plus cruciale, directement ou indirectement, a été celle de mes deux enfants. Quand ils sont nés je n'avais pas encore vingt ans et aussi longtemps que nous avons vécu sous le même toit - soit presque dix-neuf ans au

total - leur influence, pesante et souvent nocive, s'est étendue à tous les aspects de ma vie. »

Le misère est l'autre artisan de son style. Il n'a que des boulots minables - veilleur de nuit, livreur, pompiste, manutentionnaire, cueilleur de tulipes, balayeur - pas de temps libre. Il se réfugie dans sa voiture pour trouver un peu de silence. C'est par la force des choses qu'il s'astreint à n'écrire que des textes qu'il peut terminer en une séance de travail, deux au plus, donc des nouvelles et des poèmes.

Carver ajoute qu'il a une très mauvaise mémoire, qu'il est incapable de reconstituer une longue conversation, de se souvenir des détails d'un aménagement. Il invente ses dialogues et ne fait apparaître un objet ou un peu de mobilier autour de ses personnages que lorsque c'est absolument nécessaire. « C'est sans doute pour cela que mes nouvelles sont parfois perçues comme dépouillées, austères, voire « minimalistes ». Si j'en suis venu à écrire le genre de nouvelles que j'écris, et à les écrire de cette manière, ça n'a peut-être été en fin de compte que parce qu'il fallait bien que je m'accommode de mes limitations. » On ne pourra plus ignorer cela, désormais, si l'on fait un jour l'histoire du minimalisme en Amérique : les cris des enfants, la précarité des petits emplois, et la mémoire trouée par l'alcool.

L'ALCOOL est omniprésent dans les nouvelles de Carver aussi bien que dans ses poèmes, qui sont très fluides et narratifs, comme des nouvelles réduites, des fragments extraits d'un récit. Carver ne « mythologise » pas l'alcool comme d'autres écrivains avant lui, il n'y a trouvé aucune inspiration. Ce n'est qu'un moyen d'autodestruction, une machine à s'effacer quand on est trop déçu par la vie et soi-même. Carver a failli en mourir plusieurs fois avant de s'arrêter, le 2 juin 1977. « Pour être franc, de tout ce que j'ai fait dans ma vie, c'est de cela que je suis le plus fier. » Le régime sec après des années de gueule de bois, c'est aussi de cette façon qu'on devient Carver. Les dernières pages de l'entretien accordé à la *Paris Review* en 1983 sont remarquables de lucidité serene sur les pouvoirs de l'artiste et de la littérature. Après avoir longtemps cru que la beauté, un concerto de Beethoven, une toile de Van Gogh, un poème de William Blake pouvaient non seulement lui apporter une joie esthétique mais changer durablement sa vie, il a perdu ses illusions. L'art est un luxe, une forme supérieure de divertissement sans prise sur la réalité.

A la vieille question de Sartre - « Que peut la littérature ? » - Carver répond tranquillement : pas grand-chose. Ce qui n'est pas une raison pour ne pas la traiter avec sérieux. Elle sert à faire passer de l'information d'un monde dans un autre. Mais de là à changer le monde, la politique, sauver les baleines ou les séquoias, non. « La littérature n'a aucun devoir. Elle n'est là que pour le plaisir intense que nous prenons à la faire, et pour la sorte bien différente de plaisir que nous prenons à lire quelque chose qui a du corps, quelque chose qui a été conçu pour résister au temps, en plus de la beauté qui en est l'essence même. Quelque chose qui jette encore des étincelles - une brasse dont la lueur, pour sourde qu'elle soit, n'en est pas moins opiniâtre. » Aucun devoir. On le savait, sans doute, mais il y a des vérités qu'on aime entendre deux fois.

L'HUMOUR, L'HONNEUR, L'HORREUR

de Simon Leys. Robert Laffont, 192 p., 98 F.

PIERRE RYCKMANS est un homme dangereux. Cet agent secret de la littérature contemporaine opère sous le nom de Simon Leys. Il connaît très bien la Chine et il traque depuis longtemps les mensonges qui ont trait au régime communiste chinois. Il a fait la guerre aux dévots de ce régime, hier encore assez nombreux dans les arondissements de Paris. On le soupçonne d'avoir quelque parenté avec René Leys, le héros de Victor Segalen, mais on ne sait pas grand-chose de Simon Leys. On est seulement forcé de convenir qu'il écrit un français impeccable, ce qui est impardonnable dans les époques relâchées.

Il avait commencé, en 1971, avec les *Habits neufs du président Mao*. Ce pamphlet empruntait son titre à un conte d'Andersen, les *Habits neufs de l'empereur*. « Il y avait autrefois un empereur, écrivait Andersen, qui aimait tant les habits neufs qu'il dépensait tout son argent à se toiletter. Lorsqu'il passait ses soldats en revue, lorsqu'il allait au spectacle ou à la promenade, il n'avait d'autre but que de montrer ses habits neufs. A chaque heure de la journée, il changeait de vêtements, et comme on dit d'un roi : « Il est au conseil », on disait de lui : « L'empereur est à sa garde-robe (1) ».

Les despotes se déguisent volontiers. C'est même une de leurs occupations principales. La garde-robe du président Mao fut une des plus réputées. Toujours avides d'exotisme, les intellectuels du boulevard Saint-Germain s'empressèrent de suivre les modes chinoises, malgré les remontrances de Simon Leys. En 1986, l'impossible sinologue s'en prit à un autre monarque. Il publia une courte fiction, qui

s'intitulait *le Mort de Napoléon* (2).

Simon Leys avait imaginé de récrire la vieillesse et la fin de carrière de l'empereur. Il le faisait revenir de Sainte-Hélène, et le privait de ses prestiges d'« eutrois ». Le vainqueur d'Austerlitz n'était plus qu'un vieil ecteur défranchi qui apprenait l'ingratitude de l'Histoire et déplorait l'indélicatesse des nouvelles époques. Rien n'est aussi effligeant que les séducteurs fétigués. Lorsqu'ils sont sur le retour, Casanova et Napoléon provoquent ces sourires frauduleux que l'on appelle des sourires de commisération...

Voici maintenant l'*Humour, l'honneur, l'horreur*, un recueil d'essais sur la culture et la politique chinoises. Dans l'évent-propos, Simon Leys nous éclaire sur le titre de son dernier ouvrage. « Le prince de Ligne, dit-il, avait émigré au moment de la Révolution mais, sous l'Empire, il avait aisément pu revoir sa terre, à laquelle il était profondément attaché. Vers la fin de sa vie, comme on lui demandait ce qui le retenait encore de mettre fin à son exil, il répondit simplement : « L'humour, l'honneur, l'horreur. » Malmenant à nouveau ses confrères, les « pauvres diables » de sinologues, Simon Leys s'efforce de croire qu'après Tiananmen ils vont tirer profit de la leçon qui fut donnée par le prince, et méditer sur leur insuffisance. Hélas ! Il est moins commode de se désabuser que

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

« Qu'alliez-vous faire en Asie ? »



de s'éveugler ; il est plus coûteux d'avouer sa faiblesse et sa crédulité que de proclamer ses certitudes...

DANS ce livre, Simon Leys s'interroge, en particulier, sur les rapports qu'entretenaient les Chinois avec leur passé. Cette énigme a intrigué les divers détectives qui s'occupent des civilisations très âgées. Le paradoxe veut, en effet, que le peuple le plus iconoclaste soit également le plus fidèle à ses traditions.

Les Chinois se révèlent très « négligents » à l'égard de leur « héritage matériel », alors qu'ils

prennent un grand soin de leur patrimoine spirituel. La Chine ne possède pas de cathédrale Notre-Dame, ni de Parthénon, ni de belles ruines qui légitiment les états d'âme touristiques. Dans ce pays, le passé « demeure insaisissable ». Et pourtant, il « semble tout pénétrer ».

Simon Leys s'est enivré « en consultant les horaires des trains », car ils faisaient référence à des « noms de villes auxquels demeure attachée la glorieuse mémoire de tant de dynasties ». Ici, les mots transmettent le passé davantage que ne le font

les pierres et les objets. Le « Jardin-qui-n'existe-pas », et que l'on dépeint depuis des générations, revêt plus d'importance que les jardins réels, qui ont disparu ou sont promis à disparaitre.

Le paradoxe dont nous parlions était une ruse. En vérité, les Chinois ont trouvé une méthode pour combattre la mortalité des civilisations. Ils ont deviné que les monuments étaient des pièges, car le visible, le matériel et l'immuable sont destinés à périr, victimes de la « voracité du temps », comme disait Segalen. Seuls le mobile, l'immatériel et l'invisible savent résister à l'usure. Les Chinois, ces barbares délicats, se préoccupent rarement de la conservation des pierres. Ils préfèrent enseigner à leurs enfants les poèmes Teng, ou leur décrire des jardins-qui-n'existent-pas. Ils sacrifient les monuments pour sauver l'esprit. Ils ont une vieille habitude des naufrages...

« Qu'alliez-vous faire en Asie ? », demandait, je crois, Voléry à Malraux. L'auteur de *Monsieur Teste* s'inquiétait sans doute devant les impétuosités et l'agitation de ce jeune confrère. Segalen, quant à lui, savait ce qu'il allait chercher en Extrême-Orient, au printemps 1909. La Chine, pour lui, c'était l'autre. Il voulait explorer le contraire de ce que nous sommes à Paris ou à Brest. Il allait vérifier que les notions de délicatesse et de barbarie sont affaire de géographie.

Simon Leys a pris du plaisir en lisant Segalen. Il peie sa dette

avec un séduisant portrait de cet écrivain qui s'amusait à être aussi médecin de marine, archéologue et anthropologue. La Chine attirait Segalen, mais il ne s'y plaisait pas. Il avait préféré son séjour en Polynésie. « Pendant deux ans, j'ai mal dormi de joie », disait-il en se remémorant son bonheur « sous les tropiques ». La Chine n'offrait pas cette sorte de félicité. Elle ensorcelait le médecin de marine, en dépit de tous les désagréments que l'on pouvait y subir. Car la vocation de Segalen, c'était l'exotisme, et la Chine représentait « l'autre pôle de l'expérience humaine », comme l'écrivait Simon Leys.

Tous les mots méritent d'être sauvés de la grisaille. Segalen avait retenu le mot *exotisme*, malgré le discrédit dans lequel il se trouvait au commencement du siècle. Chez le médecin de marine, ce terme ne désignait pas la « carte postale » réunissant « le casque colonial, le palmier et le chameau », mais l'apprentissage de cette différence ou de cette diversité qui permettaient de se découvrir soi-même.

L'ouvrage de Simon Leys se termine par une évocation des « massacres de Tiananmen ». Il craint que les victimes du despotisme le plus « sénile » de notre époque ne soient oubliées très vite, et que les dévôts du communisme chinois ne reviennent participer « au banquet des assassins », sous le prétexte de favoriser les « courants réformistes ». L'auteur souhaite à ces dévôts d'avoir quand même des brûlures d'estomac. Entre-temps, il aura fait un portrait de Zhou Enlai, lequel « proférait des mensonges énormes avec une angélique suavité ». Un jour, peut-être, Simon Leys nous donnera un traité sur les artistes de l'imposture.

(1) Le Livre de poche a recueilli les *Habits neufs du président Mao*. Collection « Biblio essais », 1989. Les *Habits neufs de l'empereur* ont été repris, avec d'autres récits, dans la collection « GF-Flammarion ».

(2) Ed. Hermann.

Troya

Rencontre avec le p...
cette année

ALIOCHA

d'Henri Troyat.
Flammarion, 196 p., 39 F.

Il est le plus ancien membre de l'Académie française, le plus vaillant vivant du prix Goncourt. Il fête, cette année, son quatre-vingtième anniversaire le 11 novembre. En quatre-vingt ans, et à peine moins de cinquante ans, Henri Troyat a acquis une vaste public et bâti une œuvre monumentale, faite de romans, de biographies alternées, posées les uns par-dessus les autres comme les gros blocs d'une gigantesque pyramide.

Pourtant, ces années, ces étapes parcourues, Henri Troyat - conquérant ? par modestie ? - ne balait niégativement d'un revers de la main. Est-ce cela l'insouciance ? S'il fait quelquefois le dandin à rebours, s'il lui arrive de tourner vers son passé, c'est pour voir bien plus loin en arrière. « Je prenais de l'âge », dit-il, « j'avais tout vu, et je donnais dans les jeunes années, remémorées. »

Que des événements infimes, qui vous ont paru tels, mais qui, à l'heure, vous ont marqué pour la vie. Et que, au fond, ce qui est essentiel en vous, c'est l'enfance. Vous avez beau avoir des cheveux blancs, des dents, être hors d'âge, en maintenant un équilibre, c'est l'enfance qui persiste en vous, et qui vous tient jusqu'au dernier souffle.

Aussi ce jeune écrivain, qui a tout vu, qui a connu les horreurs de la petite enfance en Russie, les souvenirs d'exode, de vagabondage, d'angoisse, la fuite en Egypte, vers un pays dépeint par le poète, la civilisation, l'intermédiaire voyageur, un wagon à bestiaux, l'Europe, le bord du ruisseau qui baignait l'Europe, l'avance des horloges, les souvenirs de la vie transmise, aussi, à Moscou, avant la révolution : la vieillesse, la « sénilité », toute pleine de légendes, de dictées populaires, de chansons, et puis la gravité suisse, rigide et autoritaire, déjà, derrière ces deux termes, l'ambigüité double entre deux cultures.

Quelques années plus tard, ayant fui la menace des Soviétiques, Troyat arrivait à Paris, et c'était cette époque, au début de

Le Clézio et l'oubli de

Suite de la page 17

On pourrait ne voir dans ce jeu des trois voix de la trinité familiale qu'une habile manière de saisir la réalité de l'Afrique, d'un morceau d'Afrique, dans le triple filer de la légende, de l'émotion et du souvenir. Mais Le Clézio a écrit, en 1921, un petit livre sur la découverte du monde des Indiens du Mexique et de Panama, dans la perspective duquel il déclarait : « Je me suis aperçu que l'homme, comme cela, par hasard, à mon sens, se déroule dans le cérémoniel de la guerre magique... Ces trois étapes qui arrachent l'homme indien à la maladie et à la mort seraient-elles celles-là mêmes qui jalonnent le sentier de toute création : Initiation, Chant, Exorcisme ? Un jour, on sentira peut-être qu'il n'y avait pas d'art, mais seulement de la « médecine ».

Initiation, Chant, Exorcisme, ce sont aussi les trois sentiers qu'empruntent Flaubert, Maupassant, et l'art d'Onirisme, cette manière si simple, si directe, qu'a le roman de capturer la beauté, de dire le mystère, de prononcer des mots qui perdent, qui respirent, qui libèrent, de graver des traces qui ne s'effacent pas, de fixer dans le monde des signes qui survivent, parce qu'ils viennent du plus profond des hommes et des savantes combinaisons d'artistes, l'art d'Onirisme, peut-être sa magie de ce qu'il a senti, conçu comme une « médecine », une manière de s'arracher à la maladie et à la mort.

سیدان زایلی

Troyat ou l'enfance retrouvée

Rencontre avec le plus ancien membre de l'Académie française, qui aura quatre-vingts ans cette année et qui, dans son dernier roman, livre une des clés de sa vie

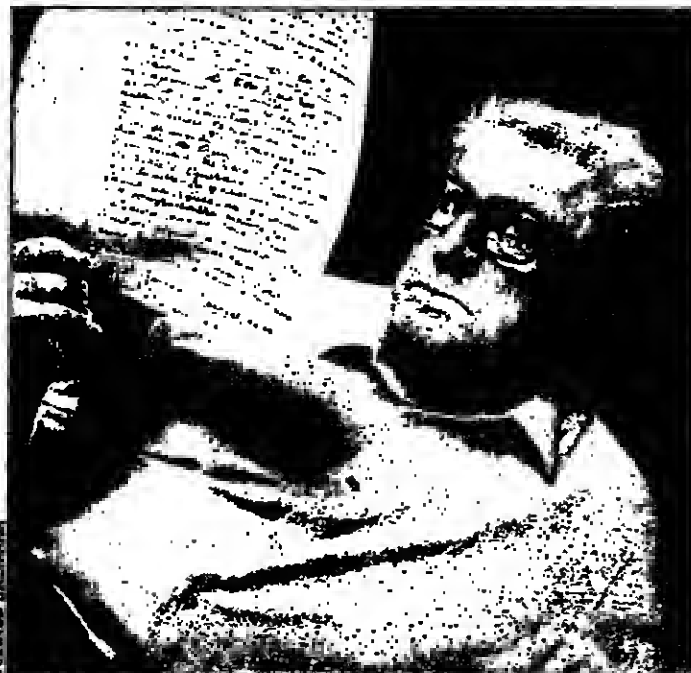
ALIOCHA
d'Henri Troyat
Flammarion, 196 p., 89 F.

Il est le plus ancien membre de l'Académie française, le plus vieux lauréat vivant du prix Goncourt et il fête, cette année, son quatre-vingtième anniversaire (le 1^{er} novembre). En quatre-vingts ans, et à peine moins de livres, Henri Troyat a conquis un très vaste public et bâti une œuvre monumentale, faite de romans et de biographies alternés, posés les uns par-dessus les autres comme les gros blocs d'une gigantesque pyramide.

Pourtant, ces années, cet espace parcouru, Henri Troyat — par coquetterie ? par modestie ? — les balaise négligemment d'un revers de la main. Est-ce cela l'important ? S'il fait quelquefois le chemin à rebours, s'il lui arrive de se tourner vers son passé, c'est pour voir bien plus loin en arrière. « En prenant de l'âge, on s'aperçoit que tout vous a été donné dans vos jeunes années, remarque Troyat. Que des événements infimes, ou qui vous ont paru tels sur le moment, vous ont marqué pour la vie. Et que, au fond, ce qu'il y a d'essentiel en vous, c'est l'enfant. Vous avez beau avoir des cheveux blancs, des rides, être hors d'âge, en montrant un escalier, c'est l'enfant qui pense en vous, et probablement jusqu'au dernier souffle. »

Aussi ce jeune octogénaire évoque-t-il avec émotion les souvenirs de sa petite enfance en Russie. Souvenirs d'exode, de violence, d'angoisse : la fuite en zigzag à travers un pays déchiré par la guerre civile ; l'interminable voyage dans un wagon à bestiaux ; l'émigration à bord du rafiot qui tentait d'échapper à l'avance des bolcheviques. Souvenirs de la vie tranquille, aussi, à Moscou, avant la révolution : la vieille nonna, la « tata », toute pleine de légendes russes, de dictons populaires, de chansons, et puis la gouvernante suisse, rigide et autoritaire, avec, déjà, derrière ces deux femmes, l'ambiguïté d'adultes entre deux cultures.

Quelques années plus tard, ayant fui la menace des Soviets, Troyat arrivait à Paris, et c'est à cette époque, au début des



Henri Troyat : « Si vous saviez comme les bouquins que j'ai écrits étaient beaux dans ma tête »

années 20, que se situe son dernier roman, *Aliocha*. Pour retrouver ses impressions et ses émotions d'alors, l'auteur se glisse avec délice dans la peau d'un petit émigré de quatorze ans, Aliocha, vivant en France en 1924, et qui, par bien des aspects, ressemble comme un frère à Léon Tarassov, celui qui deviendra plus tard Henri Troyat. Comme Troyat, Aliocha habite Neuilly, poursuit ses études en lycée Pasteur, se passionne pour la littérature française et rêve de devenir écrivain, tandis que, dans leur minuscule appartement de la rue Sainte-Foy, ses parents, hantés par le douloureux souvenir de la Russie d'autrefois, luttent contre « la tristesse et les humiliations de l'exil ».

« Ce livre est évidemment très proche de moi, reconnaît Henri Troyat. Et ce qui me rend cher, c'est l'atmosphère que j'y ai évoquée et qui est conforme à mes souvenirs. Aliocha, cependant, ce n'est pas tout à fait moi. Car, personnellement, tout en étant très attiré par la France, je ne repoussais pas la Russie, je ne renonçais pas à mes origines. Au contraire, j'étais pas-

sionné par les récits de mes parents : je les interrogeais sans cesse sur ce qu'ils avaient connu là-bas, sur la façon de vivre en Russie, sur les modes de l'époque : je n'étais jamais rassasié de leurs propos. »

« Écrire une histoire simple »

Aliocha, lui, est persuadé qu'on ne peut être l'homme que d'une seule terre, d'un seul héritage. Cette terre, il l'a choisie sans hésitation : c'est la France. Cet héritage, c'est celui qu'on enseigne au lycée, c'est Molière, Balzac, Hugo, et non pas Pouchkine ou Tolstoï, dont sa mère lui rebat les oreilles. Mais ses parents sont enfermés dans leur culture russe ; ils voudraient « l'y faire entrer de force », sans comprendre que lui, Aliocha, a besoin d'autre chose. Et c'est seulement lorsqu'il rencontrera Thierry, l'élève doué, le pauvre garçon bossu, que l'enfant hostile à ses origines acceptera, grâce à un camarade français, de se sentir affranchi et d'écouter « cette petite source russe qui chuchote au fond de lui ».

« Cette histoire d'Aliocha, il y a longtemps que je voulais l'écrire, confie Henri Troyat. Ce que je souhaitais montrer, c'était l'accaparement, la fascination d'un jeune émigré pour son pays d'accueil et, finalement, la possibilité, pour Aliocha, de s'assimiler, avec joie et reconnaissance, à cette terre d'adoption, tout en restant fidèle à ses origines et à sa famille. » Mais Troyat se voulait pas que son livre fût une autobiographie. C'est uniquement lorsqu'il a imaginé d'inventer un ami à Aliocha — un ami qu'il a rendu bossu parce qu'il voulait qu'il ait « une infirmité qui correspondait à la singularité de son héros » — que « tout s'est éclairé ». « J'ai compris que je pouvais parler

de mon enfance sans me mettre tout à fait en scène. Au fond, c'est un réflexe de romancier qui n'aime pas se raconter et qui a toujours besoin d'inventer quelque chose. Et puis c'est toujours plus beau dans la fiction. On se masque, ou l'on se donne l'illusion de se masquer. » Sans doute eût-il été gêné de raconter sa propre histoire.

Avec son habileté coutumière, avec une extraordinaire économie de moyens, ce grand « artisan » du roman brosse aussi, en filigrane, un tableau de cette année 1924, avec l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches, les Jeux olympiques de Paris, la mort d'Anatole France, peu de temps après celle de Lénine qui suscita, dans la communauté russe émigrée, l'espoir — bientôt déçu — de rentrer enfin à Moscou « la tête haute ».

Comme souvent chez Troyat, le livre puise sa force dans la sobriété et dans la retenue : pas de synthèse ambitieuse ni de volonté d'étude exhaustive, mais une bistoire brève, épurée ; un récit minutieusement poli et qui a presque la limpidité d'un conte, avec ses oppositions volontairement tranchées entre les Russes et les Français, les enfants et les adultes, les riches et les pauvres, le monde des conventions et celui de la véritable amitié... « J'ai voulu justement écrire une histoire simple, linéaire, qui donne à réfléchir par sa simplicité même », reconnaît volontiers Henri Troyat. Comme s'il avait ressenti le besoin d'exposer ici, dans une forme ramassée, tout ce qui touche à l'essentiel, une histoire qui colle à lui par mille fibres intimes et contient « l'une des clés de sa vie ».

Mais cette simplicité, cette modestie sont aussi celles d'un grand auteur qui, après tant d'années, avoue ses doutes et même ses angisses de jeune créateur : « Chaque roman est un combat, une interrogation, une épreuve. Si vous saviez comme les bouquins que j'ai écrits étaient beaux dans ma tête. Et puis, une fois que la pensée descend jusqu'à la plume, les choses se déforment, pâlissent... Au fond, l'écrivain ne livre jamais que des à-peu-près de ce qu'il o rêve. »

Cela n'empêche pas Henri Troyat d'évoquer, avec une fraîcheur enthousiaste, ses « intenses jublations » de romancier. « J'aime par-dessus tout inventer des personnages, raconter des histoires, recréer des atmosphères, suggérer au lieu de prouver, m'effacer derrière mes héros. J'aime changer de masque et vivre le plus de vies possible en imagination, tout en étant moi-même sédentaire et très sage... J'ai conscience d'avoir eu beaucoup de chance dans ma vie d'homme et d'écrivain ! »

Florence Noiville

► Henri Troyat est l'invité unique de Bernard Rapp, vendredi 29 mars, à « Caractères », sur A 2.

Boulanger à Anvers

LA CONFESSION D'OMER
de Daniel Boulanger
Gallimard, 190 p., 82 F.

Cela commence comme un fait divers : un règlement de comptes, entre truands, au Bar du Pneu... Une partie de cartes interrompue, des coups de feu, des morts. « Je suis toujours un peu à côté, à l'arrière de moi », dit Omer, le narrateur, qui ne semble pas trop comprendre comment la lame de son couteau de Tolède a transcendé son ami Jus. On ne saura jamais, même si Omer finit par être arrêté, jugé, condamné, s'il est un assassin ou le victime d'un traquenard.

Entre-temps, Omer aura rejoint, à Anvers, Céleste, veuve Bugle, propriétaire d'un bar fameux, la Poupe et la Proue. « Baroque et broqué », avec ses grandes chapeaux, Céleste est une femme entre deux âges, joignant « son enfance et sa mort ». Omer est arrivé au bon moment pour mettre un point final à la phase de ses amours. Pour lui, l'orphelin, le délinquant, la place de « prince consort » — choyé, nautré, entretenu — qu'elle lui procure, c'est un peu la paradis. Même s'il n'est qu'une « appoggiature », une petite note d'égrement dans la vie de Céleste, dans le vrai vocation aurait été la musique !

La décor est mélancolique et lumineux : Anvers, la puissance et la fragilité de ses places, les

intérieurs cirés, chargés de livres, de fleurs, de sonnettes. La saison aussi porte à la sérénité : « automne au ras des polders » et des dunes où tremblent les chardons et les oyats, sous des « ciels si humains ». Même si, au bar de Céleste, les « coquetées à l'éclatant » de Baldwin, le barman, entraînent parfois l'atmosphère. Même si une rangaine tardive, Se va et ceiman, mène toujours au « merigot de l'amour ».

Un divertissement policier

« J'étais bien avec Céleste, mal avec le veuve Bugle », dit Omer, qui oscille entre crainte et émerveillement. Tous les personnages sont ambigus dans cette histoire où la vie paraît un perpétuel balancement de l'ombre au jour, où le goût du beau tient lieu de morale, la malentendu de vérité, et où l'illusion théâtrale fait office de rapport de police.

Comme le narrateur, Boulanger aime d'un égal amour tous ses personnages. Hantés au fourbe, méchants ou simples, ils cherchent tous leur paradis, et leur rêverie donne une profondeur énigmatique à cet aimable divertissement policier.

Monique Petitillon

► Gallimard reprend, dans « L'imaginaire », un recueil de nouvelles de Boulanger : *Mémoires de la ville* (226 p., 42 F.).

Le Clézio et l'oubli de l'Afrique

Suite de la page 17

On pourrait ne voir dans ce jeu des trois voix de la trinité familiale qu'une habile manière de saisir la réalité de l'Afrique, d'un morceau d'Afrique, dans le triple fillet de la légende, de l'émotion et du souvenir. Mais Le Clézio a écrit, en 1971, un petit livre sur sa découverte du monde des Indiens du Mexique et de Panama, *Hai*, dans la préface duquel il déclarait : « Au moment où s'achève ce livre, je m'aperçois qu'il n'y a eu, comme cela, par hasard, à mon insu, le déroulement du cérémonial de guérison magique... Ces trois étapes qui arrachent l'homme indien à la maladie et à la mort seraient-elles celles-là mêmes qui jalonnent le sentier de toute création : Initiation, Chant, Exorcisme ? Un jour, on saura peut-être qu'il n'y avait pas d'art, mais seulement de la « médecine ».

Initiation, Chant, Exorcisme, ce sont aussi les trois sentiers qu'empruntent Fintan, Maou et Genffroy. Et l'art d'*Onitsha*, cette manière si simple, si forte qu'a ce roman de capturer la beauté, de dire le mystère, de prononcer des mots qui parlent, qui respirent, qui libèrent, de graver des traces qui ne s'effacent pas, de fixer dans la mémoire des signes qui surprennent parce qu'ils viennent du plus profond des hommes et non de savantes combinaisons d'ordinaturs, l'art d'*Onitsha* tire peut-être sa magie de ce qu'il est senti, conçu comme une « médecine », une manière de s'arracher à la maladie et à la mort.

A quelle maladie, à quelle mort ? D'abord à la maladie mortelle qu'on nomme l'oubli de l'Afrique. Maladie mortelle pour l'humanité mais aussi pour toute l'humanité. *Onitsha* est, comme tous les grands romans, un livre politique, c'est-à-dire qui parle de la société des hommes. Sans discours, sans pathos, Le Clézio parle d'une civilisation bafouée, humiliée, méprisée avant que d'être affamée, alcoolisée, déracinée, assassinée. Et ce qu'on déracine, ce qu'on tue, ce qu'on efface la trace avec un acharnement froid et abstrait, dans une indifférence vaguement apitoyée, c'est plus que l'Afrique : le berceau même de l'humanité, la mémoire des relations essentielles entre l'homme et la nature, le sens de l'équilibre du monde entre la nécessité et la liberté, le secret des gestes, le secret du silence.

Onitsha, comme eurent lui *Désert* ou *Trois villes saintes*, est un livre de fièvre, de révolte, de honte. Mais la colère brûle ce qu'elle dénonce ; la honte, comme la rage, est impuissante. L'art seul, la création de la beauté, le partage avec le lecteur d'un moment d'éternité pure sont en mesure d'exorciser la menace, de pointer la réalité qui se cache derrière le rideau des mots, de faire comprendre le réel — ce qui est bien, — mais surtout de le faire parler, ce qui est mieux encore.

Pierre Lepape



HELENE CIXOUS

L'ange au secret

Jours de l'an, 1989
L'heure de Clarice Lispector, 1989
Maane, 1988
Entre l'écriture, 1988

des femmes
Antoinette Fouque

« O géniale Cixous, les eaux de votre imagination emportent le lecteur, lui infligent un bonheur dont il n'a pas le temps de s'étonner car déjà une douleur vive lui fait place. »

Nicole Casanova, *Le Lecteur littéraire*

« Jusqu'au jour où l'on s'apercevra qu'elle est l'un des plus grands écrivains français. »

Catherine Clément, *Le Monde*

« Je dois donc à la vérité de dire qu'Hélène Cixous est aujourd'hui, à mes yeux, le plus grand écrivain dans ce que j'appellerai ma langue, le français si vous voulez. Et je pèse mes mots en disant cela. Car un très grand écrivain doit être un poète-penseur très pensant. »

Jacques Derrida, *Le Monde*

VIVE LA PEINTURE FRANÇAISE



MILLET
par André Fermigier

Du 15 mars au 20 avril, votre libraire vous offre ce superbe livre d'art pour l'achat de trois volumes de la collection « Skira classiques » (50 titres, 138 F)

SKIRA
CLASSIQUES

Renan définissait la nation comme « un plébiscite de tous les jours ». Mais la volonté politique ne suffit pas à assurer l'intégration des nouveaux venus dans l'ensemble national. Dominique Schnapper constate que, malgré l'affaiblissement des grandes institutions intégratoires, la valeur identitaire de la nation a été préservée. Pour l'historien Gérard Noiriel, la notion d'identité nationale, si elle favorise l'intégration des uns, accentue aussi le rejet de ceux qui sont maintenus à l'écart du creuset. Quant à Julia Kristeva, elle voit dans l'idée nationale française « la version optimale de la nation dans le monde contemporain ».

Autres parutions

• *Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec*, sous la direction de Dominique Colas, Claude Emeri, Jacques Zylberberg. — Issu d'un colloque tenu à Paris en juin 1988, cet ouvrage se situe sur une intéressante comparaison, par Jean-Louis Seurin, des politiques d'immigration de part et d'autre de l'Atlantique et sur une remarquable étude de Jean Leclerc consacrée à « la citoyenneté entre la nation et la société civile » (PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 505 p., 280 F.).

• *Le Mythe national. L'histoire de France en question*, de Suzanne Citron. — Réédition d'un essai paru en 1987, qui dénonce l'illusion de la France « une et indivisible », rappelle que celle-ci s'est construite par « francisation » d'un royaume plurinational et critique l'historiographie traditionnelle, considérée comme « une manipulation du passé par les élites au service et à l'appui des différents pouvoirs ». (Les Éditions ouvrières/Études et documentation internationale, 336 p., 120 F.).

La nation pour La dimension communautaire

Un entretien avec la sociologue Dominique Schnapper :
« Aucune nation ne peut naître d'une simple volonté politique »

« On parle beaucoup du réveil des nations, notamment en Europe de l'Est. Vous-même insistez dans votre livre sur le rôle intégrateur de la nation française à l'égard des immigrés, qui, aujourd'hui comme hier, s'assimilent finalement plutôt bien, au moins à la deuxième génération. Mais, pour faire mieux comprendre ces phénomènes, vous soulignez la différence entre deux concepts, celui d'ethnie et celui de nation. Pouvez-vous préciser le sens de cette opposition ?

— Il y a en effet une ambiguïté, sur laquelle innovent quelquefois ceux qui parlent du réveil des nations ou ceux qui reconnaissent en France l'existence d'une nation basque, corse ou bretonne. Une ethnie n'a pas nécessairement d'expression politique. Elle désigne un groupe d'individus qui ont conscience d'avoir des origines, une histoire, un destin communs et gardent la volonté d'affirmer leur unité et leur solidarité. Cette conscience peut être fondée, selon les cas, sur une religion, une langue ou une culture communes.

— Ce que les anthropologues appellent aujourd'hui « ethnie » était appelé « nation » avant la Révolution : on parlait de la nation picarde ou de la nation flamande. Depuis la Révolution, la « nation » désigne une forme politique. Elle ne correspond jamais tout à fait à une ethnie, elle peut regrouper plusieurs ethnies ou bien ne rassembler qu'une partie d'une ethnie. La seule exception concerne le Japon, où l'ethnie et la nation se confondent. En Europe, les ethnies sont tellement mêlées qu'il serait impossible de reconnaître un ordre politique en organisant chaque ethnie en nation. C'est ce qu'on a essayé de faire en 1918 et l'on a créé autant de minorités qu'on en a supprimé.

— Comment se fait-il que la France ait réussi à constituer une nation à partir de ses « ethnies » et qu'elle parvienne aujourd'hui encore, selon vous, à assimiler des populations étrangères, alors que d'autres pays d'Europe — l'URSS ou la Yougoslavie, par exemple — sont au contraire menacés d'éclatement ?

— On a coutume d'opposer la conception « politique » de la nation, qui serait la conception française, à la conception « ethnique » ou communautaire, qui serait celle des Allemands. Cette opposition est idéal-typique. Les formes concrètes de la nation comportent à la fois un projet et une organisation politiques et une adhésion de type communautaire, même si, selon les pays, l'accent est plus ou moins mis sur l'une ou l'autre dimension. La France est née d'une volonté politique, poursuivie tout au long de la monarchie et des républiques, mais les responsables ont beaucoup travaillé à lui donner aussi une dimension communautaire, en s'efforçant de diffuser la même culture, la même langue, les mêmes références historiques, les mêmes mythes fondateurs. Selon l'historien américain Eugen Weber, le constructivisme de la nation française ne s'est vraiment achevé qu'au début du vingtième siècle. D'autre part, la Révolution a permis de réconcilier l'idée nationale et l'ambition universelle : le patriotisme français pouvait se penser et se vivre comme celui des droits de l'homme. C'est de toute cette tradition politique que la France garde encore son pouvoir « assimilateur ».

— Les pays qui ont tenté de rassembler des ethnies différentes dans une seule organisation politique, même fédérale, ont rarement été des modèles de stabilité : l'URSS, la Yougoslavie, le Liban... Apparemment, la Suisse constitue une exception. Mais apparemment seulement. Par-delà leurs différences objectives, les Suisses ont en soi construit un passé commun. Ils se réfèrent à un mythe fondateur rappelé dans toutes les circonstances solennelles : le pacte fédéral de 1291. Le pluralisme et le respect des minorités sont inscrits depuis des siècles dans les pratiques de la

démocratie quotidienne. Aucune nation ne peut naître d'une simple volonté politique, comme on le répète un peu mécaniquement depuis Renan. Il faut aussi que cette volonté soit soutenue par un sentiment de type communautaire.

— La construction de la nation américaine ne constitue-t-elle pas aussi une réussite exemplaire ?

— Les États-Unis se sont constitués en nation à partir d'un projet politique : construire une nation libre, donner naissance à un homme nouveau débarrassé des liens pesants des vieilles sociétés européennes. La construction nationale est d'un autre type qu'en France. Le consensus politique, dans lequel le respect de la Constitution joue un rôle essentiel, laisse subsister les groupes d'origine nationale sous la forme de communautés culturelles ou de groupes ethniques. La France, elle, s'est construite autour d'un projet unitaire. Les États-Unis sont nés de l'immigration, mais le creuset américain et le projet politique ont permis que se crée une véritable nation.

« Une valeur identitaire »

— Peut-on considérer, à l'inverse, la construction de la nation soviétique ou celle de la nation yougoslave comme des échecs ?

— Je ne suis pas spécialiste de l'Europe de l'Est. Mais l'URSS s'est construite autour du projet communiste, mis en application par le parti. À partir du moment où il a fait la preuve de son échec, où les peuples perdaient la foi dans le parti et le dogme communistes, l'unité de l'URSS était menacée. D'autant plus que les Républiques baltes, par exemple, ont été elles-mêmes constituées en nations, au sens politique du terme, entre 1918 et 1939. Il y a une différence essentielle entre un projet politique de type totalitaire et un projet national démocratique, comme en France et aux États-Unis. En Yougoslavie, le projet unitaire est aussi très récent. Les véritables identités collectives sont au niveau des ethnies serbe, croate, etc., qui se sont toujours opposées avec violence. Mais, là non plus, on ne peut pas construire une nation avec chaque ethnie.

— La question se pose aussi au Proche-Orient, où les nations ont été établies par l'ancien colonisateur dans des frontières largement artificielles.

— Les frontières ne sont jamais « naturelles », elles sont toujours le produit d'une histoire. Mais il est vrai que certaines frontières nationales sont refusées par les ethnies avec une passion particulière. C'est le cas des Kurdes, qui ont un sentiment fort de leur histoire et de leur identité et qui sont divisés entre trois nations : l'Irak, l'Iran et la Turquie. Au Liban, la coexistence des communautés imposée par la Constitution n'a pas survécu aux tensions internes et aux pressions externes. Israël est devenue une nation en intégrant des populations objectives très diverses, mais qui étaient restées prolonger ensemble l'histoire du peuple juif. Les guerres et le danger ont ensuite renforcé le sentiment national. Les Palestiniens, eux, ont acquis un sentiment national forgé par leur lutte contre Israël.

— Revenons à la France et à son pouvoir intégrateur, qui manifeste, selon vous, la force de l'idée nationale, à la fois comme volonté politique et comme sentiment communautaire. N'est-ce pas à un affaiblissement de cette idée, à mesure que sont ébranlées les grandes institutions qui assuraient cette intégration : l'école, l'armée, l'Église, etc. ?

— Les grandes institutions par lesquelles s'était constituée et maintenue la nation sont remises en question, parce que les modes d'intégration des sociétés modernes ont évolué. L'intégration n'est plus seulement le produit de la conformité des compor-

tements individuels aux normes imposées par les institutions nationales. Elle est d'abord fondée sur le partage des mêmes valeurs et l'invention commune de modèles et de comportements. Ce mode d'intégration risque de laisser désocialisées toutes les populations qui n'ont pas les moyens socialement constitués de participer à l'élaboration de la vie collective. Il suppose que soit profondément intériorisés le sens et la valeur des normes communes. Il risque toujours d'exclure les individus les plus modestes.

— Vous faites vous-même observer, dans votre livre, que le lien social qui est au fondement de la nation française est désormais, aux yeux de beaucoup de Français, de nature plus économique que proprement politique, puisqu'il repose sur la collaboration professionnelle et la protection sociale. N'est-ce pas une autre cause d'affaiblissement de la nation ?

— Le développement écono-

que et la protection sociale sont un succès indéniable des sociétés européennes, mais ils comportent un effet pervers pour la nation elle-même, si l'activité économique absorbe les ressources et les énergies aux dépens de la volonté politique. Malgré tout, la nation reste le lieu privilégié de la légitimité politique. Elle garde aussi une valeur identitaire, elle incarne la mémoire collective et la continuité historique. L'Europe ne l'a pas remplacée dans ce rôle. C'est au niveau national — pas au niveau européen — que se traduit le besoin d'expression collective. Ce n'est pas un hasard si les deux pays européens qui sont intervenus dans la guerre du Golfe, la France et la Grande-Bretagne, sont les deux plus anciennes nations européennes. Elles seules semblent avoir gardé encore une volonté politique allant jusqu'à l'engagement militaire.

Propos recueillis par
Thomas Fereczi

L'amour de la patrie

L'apparition et le développement du sentiment national en France

LA FRANCE DE L'INTEGRATION
Sociologie de la nation en 1990

de Dominique Schnapper.
Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 374 p., 150 F.

LA TYRANNIE DU NATIONAL
Le droit d'asile en Europe 1793-1993

de Gérard Noiriel.
Calmann-Lévy, coll. « Les temps qui courent », 355 p., 140 F.

En Europe de l'Est, les Baltes, les Géorgiens, les Moldaves, entre autres, refusent de se reconnaître dans la nation soviétique que le régime communiste a tenté de créer au cours du vingtième siècle ; et les Serbes, les Croates, les Sloènes ne croient plus à la nation yougoslave, que les Slaves du Sud se sont efforcés de mettre sur pied au lendemain de la première guerre mondiale. Au Proche-Orient, les Kurdes se sentent étrangers à la nation irakienne, née du démantèlement de l'Empire ottoman, et la nation libanaise est menacée d'éclatement après un demi-siècle d'existence.

La vieille nation française, qui a rassemblé, elle aussi, au fil des siècles, des populations d'origines et de cultures diverses, semble à l'abri de tels périls. Pourtant, si l'on regarde de plus près, elle n'échappe pas totalement à ces remises en question. Le débat qui continue d'agiter le Parlement autour de l'idée d'un « peuple » corse en est l'un des signes. En témoignent aussi, et surtout, la lancinante interrogation sur l'intégration des étrangers et les nombreux débats sur les difficultés de leur insertion dans le tissu social : la nation française aurait-elle perdu le pouvoir d'assimilation qui lui a permis d'accueillir en son sein, tout au long de son histoire, des groupes venus des horizons les plus variés ?

Cette question est au centre de la réflexion menée par la sociologue Dominique Schnapper dans *La France de l'intégration* (lire ci-contre). Membre de la Commission de réforme du code de la nationalité réunie en 1987 sous la présidence de M. Marcel Long, à l'initiative de M. Jacques Chirac, Dominique Schnapper, qui s'était intéressée naguère, dans un article des *Annales*, au cas des émigrés italiens, a été conduite à étudier de plus près l'immigration d'aujourd'hui, le plus souvent d'origine maghrébine, et à se demander si la nation française était capable de l'absorber comme elle avait absorbé, avant-guerre, d'autres populations étrangères.

La réponse de l'auteur est que la nation en France repose désormais

moins sur l'imposition de normes autoritaires que sur « la participation des individus à l'action collective ». Cette participation est d'abord économique. « Le travail est le lieu de la véritable intégration », affirme Dominique Schnapper, qui en souligne le même coup les limites : « L'activité économique, soumise au calcul implicite ou explicite du rendement, n'installe pas un lien social de même nature que le projet politique ».

Le projet politique, quant à lui, n'est plus ce qu'il était. Aussi Dominique Schnapper s'interroge-t-elle de voir la citoyenneté réduite à « la participation économique et sociale » et la politique transformée en « gestion locale et quotidienne ». Mais elle constate en même temps, pour s'en réjouir, que la « valeur identitaire » de la nation a été préservée. C'est ce qui explique, selon l'auteur, l'échec des mouvements régionalistes, mais aussi l'intégration réussie des jeunes Français d'origine immigrée.

La conclusion de cette étude originale et stimulante est en effet plutôt optimiste : la France a assuré avec succès l'« acculturation » des étrangers, dont l'auteur souligne qu'ils ont été non des victimes passives mais « des acteurs d'une dynamique sociale à laquelle ils ont contribué ». Ils ont ainsi fait leur l'idée française de la nation, laquelle « a pour principe et pour finalité la participation de tous les gouvernés à l'Etat », selon la définition de Raymond Aron, auquel Dominique Schnapper, sa fille, a dédié son livre.

« Tout individu a droit à une nationalité »

Comment et pourquoi le « national » est-il devenu « un enjeu social fondamental » dans le monde moderne ? Cette question est l'une de celles qu'examine avec minutie l'historien Gérard Noiriel, en prenant pour objet principal de son étude non pas les immigrés au sens large, comme dans son précédent livre, *Le Creuset français*, paru il y a trois ans, mais les réfugiés, c'est-à-dire les demandeurs du droit d'asile. A la différence du travailleur étranger, qui continue de dépendre de son propre pays, le réfugié est « un infirme du national », puisqu'il a perdu « la protection de son Etat d'origine ». Aussi ressent-il plus que d'autres ce que l'auteur appelle « la tyrannie du national ».

Cette tyrannie s'est établie, selon lui, à la fin du dix-neuvième siècle, au moment où s'est mise en place dans la plupart des pays industrialisés une politique protectionniste. « En même temps que l'Etat commence à s'engager dans la vie économique et sociale, explique-t-il, s'opère un puissant processus d'intégration nationale. » Outre le Parlement, la presse populaire et l'éducation, dont le rôle

est bien connu, la monnaie et le droit apparaissent comme les deux grands « instruments de médiation » grâce auxquels, en France comme ailleurs, « l'Etat central est parvenu à faire en sorte que tous les individus du pays se sentent concernés par les questions nationales ».

La « logique nationale » devenue dominante, les régimes dictatoriaux vont en user comme d'une arme en privant de leur nationalité ceux qui s'opposent à eux. Le bouleversement des deux guerres mondiales rendra la situation presque insupportable. Comme il apparaît décidément impossible de vivre sans nationalité et que, selon l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par l'ONU, « tout individu a droit à une nationalité », la communauté internationale s'efforcera de trouver des solutions de remplacement pour donner un statut aux apatrides.

Ce sont ces efforts qu'analyse Gérard Noiriel, de la création du Haut Commissariat aux réfugiés russes par la Société des Nations, au lendemain de la première guerre mondiale, à celle de l'OIR (Organisation internationale des réfugiés) par les Nations unies au lendemain de la deuxième, de la mise en place des associations de réfugiés à celle de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). La première tâche de ces organisations est évidemment d'établir les listes d'ayants droit, au terme d'une codification compliquée et souvent conflictuelle, de sorte que « l'identité nationale consiste d'abord dans un immense travail bureaucratique d'identification ».

Gérard Noiriel décrit en détail cette « révolution identitaire », en montrant que la carte d'identité tend à devenir « un instrument fondamental des nouvelles formes de contrôle social ». Ainsi le lien social qui se constitue à la fin du dix-neuvième siècle pour se renforcer tout au long du vingtième a-t-il pour base la construction d'une identité nationale et pour matériaux les diverses procédures de classement, de catégorisation, de marquage, mis en œuvre par l'administration. L'importance prise par ces opérations, purement techniques en apparence, profondément politiques en réalité, explique, selon Gérard Noiriel, « le formidable pouvoir de mobilisation lié au national ».

Cette mobilisation est toutefois à double tranchant. Elle favorise l'intégration de ceux qui sont accueillis dans la communauté nationale, comme le souligne Dominique Schnapper, mais elle accentue aussi le rejet de ceux qui en sont tenus à l'écart, comme le note Gérard Noiriel, qui redoute de voir l'Europe se bâtir selon le même modèle, celui d'un nationalisme clos.

T.F.



« Si je savais quelque chose qui me fût éperdu. Si je savais quelque chose utile à l'Europe et préjudiciable au g... »

inclure ou exclure ? Une idée fragile et libre

Mise en cause par les nationalismes blessés, la « nation à la française », héritière des Lumières est un exemple qui reste encore à accomplir

par Julia Kristeva

En France, où le ridicule tue, le nationalisme est de mauvais goût, et le patriotisme franchement toc. Cependant, l'étranger éprouve plus fortement qu'ailleurs le mépris et le rejet que lui inflige une civilisation sûre d'elle-même et d'autant plus contractée qu'elle se sent humiliée par la suprématie américaine, la compétition allemande et l'invasion maghrébine. Après l'Irak, le Koweït, l'Amérique, la Roumanie, l'Albanie et quelques autres, sans compter les immigrés dans nos quartiers, la France se replie sur son « quant-à-soi », discrète mais soucieuse d'affirmer ses valeurs. La nation n'est pas morte, et qui l'en blâmerait ?

Devant la renaissance de l'esprit national français, et sans ignorer ni ses dangers ni la difficulté de vivre en étranger en France, j'affirme néanmoins qu'il existe une idée nationale française qui peut constituer la version optimale de la nation dans le monde contemporain. A l'opposé de l'esprit populaire (Volkgeist), dont on fait remonter les origines aux ambiguïtés du grand Herder et qui, mystique, s'enracine dans le sol, le sang et le génie de la langue, l'idée nationale française, qui s'inspire des Lumières et s'incarne dans la République, se réalise dans le pacte juridique et politique des individus libres et égaux.

Il est vrai qu'elle réoriente ainsi le sacré dans le national identifié au politique, elle ne le fait pas seulement pour assurer les conditions les plus rationnelles pour le développement du capitalisme, mais aussi et avant tout pour proposer sa dynamique à la réalisation des droits de l'homme, comme le démontre la réflexion de Dominique Schnapper. (Lire page 20 notre entretien.) Héritière du dix-huitième siècle et des principes fondateurs de la République, la « nation à la française » n'est pas pour autant une idée, encore moins une réalité déjà accomplie, achevée, qu'il s'agit simplement de réactualiser ou de propager. Elle reste à construire, en accord avec les impératifs modernes de la France et du monde.

En outre, son caractère « contractuel » sur lequel beaucoup ont insisté, n'épuise pas ses particularités. L'idée nationale française me semble posséder deux autres qualités qui la rendent singulièrement actuelle : elle est transitoire et elle est culturelle.

« Si je savais quelque chose qui me fût utile, et qui fût préjudiciable à ma famille, je la rejetterais de mon esprit. Si je savais quelque chose utile à ma famille et qui ne fût pas à ma patrie, je chercherais à l'oublier. Si je savais quelque chose utile à ma patrie, et qui fût préjudiciable à l'Europe, ou bien qui fût utile à l'Europe et préjudiciable au genre humain, je la regarderais comme un crime. »

Cette phrase de Montesquieu, qui devrait être gravée et commentée dans toutes les écoles, indique bien une série d'ensembles qui, de l'individu à la famille, du pays à l'Europe et au monde, respecte le particulier si, et seulement si, il s'intègre dans un autre particulier, de grandeur supérieure, mais qui à la fois garantit l'existence du précédent et l'élève au respect de nouvelles différences qu'il aurait tendance à censurer sans cette logique.

La nation comme série de différences exige, par conséquent, une mise en valeur des droits particuliers (ceux des individus, avec leurs singularités comportementales ou sexuelles ; ceux des familles, avec les nouvelles formes de cohabitation ou de non-cohabitation des couples ; ceux des ethnies, avec leurs mœurs, croyances, religions) tout autant que leur translation dans l'ensemble hiérarchique de la nation, où ces différences, reconnues, cèdent cependant devant l'« intérêt général », l'« esprit général » cher à Montesquieu.

Ouverte donc en aval, une telle nation transitoire est ouverte aussi en amont vers des ensembles qui la reconnaissent et qui la limitent au profit d'un autre intérêt général, celui de l'Europe, celui du monde.

L'objet transitoire – festive indispensable à tout enfant et qui condense sa propre image en devenant avec celle de sa génitrice doit-il commencer à se détacher – constitue cette zone de

jeu, de liberté et de création qui garantit notre accès à la parole, aux désirs et aux savoirs. Il existe des mères (mais aussi des « matries » ou des « patries ») qui empêchent la création d'un objet transitoire ; il y a des enfants qui ne peuvent pas s'en servir. En contrepoint à cette constatation psychanalytique, pensons la nation transitoire (donc rassurant) autant que transitoire ou transitoire (donc nuvert, désinhibant et créatif) pour les sujets modernes : individus irréductibles, citoyens susceptibles et cosmopolites en puissance.

Soudée par la culture et ses institutions – des écoles benédicteuses et jésuites à l'école républicaine, de l'Académie française au Collège de France, du culte rhétorique aux prix littéraires, – la nation à la française est un organisme hautement symbolique. L'art et la littérature sont les indices de reconnaissance auxquels s'identifie le plus modeste des citoyens.

Un être tout en discours Cette équation du national et du culturel, qui dégénère souvent en élitisme et en méritocratie au détriment de la solidarité, a néanmoins l'avantage de stimuler la mise en forme et la mise en pensée des instincts identitaires, établissant ainsi une distance (qui est une sublimation), à l'égard de leurs poussées dominatrices et persécutrices. Aussi, la littérature nationale a-t-elle pu devenir en France non pas l'expression d'une énigmatique intimité populaire, mais cet espace de grâce où l'ironie rejoint la gravité pour dessiner et défaire les contours mobiles de cet être tout en discours qu'est, en définitive, la nation française.

Cette nation contractuelle peut-elle résister devant la montée du nationalisme romantique voire intégriste, qui secoue l'Est européen sous les dehors d'exigences démocratiques légitimes (1), et qui se confond avec l'expansionnisme religieux dans beaucoup de pays du tiers-monde (ainsi, la « nation » arabe : produit mythi-

que de la religion musulmane par-delà les spécificités culturelles, économiques et politiques) ? Un tel pessimisme aurait l'avantage de reconnaître la violence des pulsions identitaires qui s'élevaient sur la pulviscité du mort. Mais il comporte aussi l'inconvénient de légitimer en dernière instance les nationalismes étroits qui reflètent ces pulsions. D'Edmund Burke à Hannah Arendt, les politologues eux-mêmes se laissent séduire par les appels mystiques du Volk, qui envieraient les masses d'avant-garde que ne les attirerait l'« abstraction » imputée au modèle national français issu des Lumières. Cependant, si les masses aiment le fascisme, est-ce une raison d'abandonner le combat ? Prenons plutôt davantage au sérieux la violence du désir de différence.

On peut craindre, en effet, qu'une période de prétention nationaliste et de conflits entre des nations sacralisées menace certaines parties de l'Europe et surtout les pays dits en voie de développement. La nation contractuelle, transitoire et culturelle à la française s'en restera pas moins un objectif que la société française a désormais la maturité économique et politique d'élaborer pour elle-même, mais aussi de maintenir vivante pour le reste du monde. A plus tard ? Pourquoi pas. Qu'il soit permis à un étranger de partager cet espoir.

L'autodépréciation et la haine de soi L'esprit critique des intellectuels français excelle souvent dans l'autodépréciation et la haine de soi. Quand ils ne se prennent pas eux-mêmes pour cible en proclamant leur propre mort, c'est la tradition nationale et tout spécialement les Lumières qui deviennent leur objet privilégié de démolition.

Le droit d'intégration des étrangers est un droit de participation à cette nation. Les Français de souche n'en ont pas conscience ? Il convient de la leur restituer au besoin de la créer, à partir de la tradition et de sa nécessaire transformation par l'actualité. Est-il sûr que les étrangers eux-mêmes qui demandent l'« intégration », ennaissent et apprécient cet « esprit général français » dans lequel ils semblent souhaiter prendre leur place ? Quels bienfaits personnels, symboliques, politiques attendent-ils de la nation française ? Il n'est pas exclu que les avantages « abstraits » de l'universalisme français s'avèrent supérieurs aux bénéfices « concrets » d'un tchador, par exemple. En tout cas, commençons par poser la question, ai-je écrit à Harlem Désir (2), sans fausse humilité de la part des accueillants, et sans fausse surestimation des vertus des immigrants.

Car, entre étrangers que nous sommes tous (en nous-mêmes et par rapport aux autres), cet échange pourra amplifier et enrichir l'idée française de la nation, l'idée fragile et cependant d'une liberté incomparable, qui se trouve aujourd'hui mise en cause par les nationalismes blessés, donc agressifs, de l'Est et de la Méditerranée ; mais qui pourrait être, demain, un recours dans la recherche de nouvelles formes de communautés entre individus différents et libres.

(1) Voir la revue l'Infini, n° 33, qui présente des textes critiques des intellectuels de l'Est sur la « catastrophe » (Gallimard).
(2) Lettre ouverte à Harlem Désir (Rivages, 1990).

» Signalez la sortie en poche (« Folio-classica », n° 156) du livre de Julia Kristeva, paru chez Fayard en 1988, *Etrangers à nous-mêmes*. Un texte qui invite à penser notre propre façon de vivre en étranger ou avec des étrangers, en restaurant le destin de l'étranger dans la civilisation européenne.

L'Europe centrale éclatée L'autocritique d'un philosophe-homme d'Etat

LES IDOLES DE LA TRIBU
L'essence morale
du sentiment national

de G.M. Tamas
Traduit du hongrois par Georges
Kassai, Arcantère, 240 p., 150 F.

Parmi les philosophes de l'« autre Europe », G.M. Tamas occupe une place particulière. Arrivé au milieu des années 70 à Budapest de sa Transylvanie natale, Tamas est parmi les animateurs de la contestation qui se développe en Hongrie. Certes, aucune comparaison possible entre la Roumanie, où règne le « Génie des Carpates », et le régime de Janos Kadar, que d'aucuns qualifient de « dictature molle ».

Mais le brillant intellectuel polyglotte et cosmopolite, familier des milieux de la gauche par ses liens parentaux, dérange les dirigeants. D'un ses démentis avec les autorités et son engagement politique : G.M. Tamas est parmi les fondateurs de l'Association des démocrates libres (SZDSZ), devenu, en 1990, un des principaux partis de la Hongrie post-communiste... et aujourd'hui le chef de file de l'opposition parlementaire du gouvernement de centre-droit. Membre de l'Assemblée nationale, professeur à la faculté de droit de l'université de Budapest, les lecteurs et surtout les téléspectateurs apprécient ses prises de position originales sur tous les sujets de l'actualité nationale et internationale.

Son dernier ouvrage est une réflexion sur l'origine, l'essence et les ferment idéologiques du sentiment national. Réhabiliter une morale universelle mieux garante de libertés minimes est l'ambition du livre, qui s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'Europe centrale et orientale. Cette « méditation philosophique sur l'origine, l'essence et les effets du sentiment national dans le déploiement de la modernité au-delà de l'Autriche », écrit son préfacier Claude Karnoouh, est particulièrement sévère avec le passé historique de cette partie du Vieux Continent.

Pour affirmer qu'aucun pays appartenant à l'empire autrichien, russe et turc ne peut s'enorgueillir de réalisations culturelles d'une certaine importance, exception faite de quelques brèves périodes d'éclosion. Il affirme, par ailleurs, qu'en 1914 les nations qui composaient la monarchie austro-hongroise étaient psychologiquement

mûres pour une balkanisation, qui survint en effet après 1918-1919, avec son cortège de provincialisme outrancier, de discrédit total jeté sur la démocratie, de déchaînement chauvin.

Et G.M. Tamas ajoute que le nationalisme plébiscite, le populisme antilibéral, les idéologies corporatistes et organisatrices, Etat-vache à lait et culte de l'Etat paternaliste, ont préparé ces pays (Tchécoslovaquie exceptée) à accueillir le fascisme et à subir le communisme soviétique. Grâce à la traduction fidèle de Georges Kassai, cette autocritique salutaire d'un philosophe-homme d'Etat et communicateur résolu et cosmopolite et « branché » fera mieux comprendre les réalités d'aujourd'hui dans cette partie de l'Europe en reconstruction.

Thomas Schreiber

RIEN NE VAUT
UN BON "BOUQUINS"
POUR VIVRE
L'ACTUALITÉ
A LA LUMIÈRE
DE L'HISTOIRE.



"Grâce soit rendue à cette collection Bouquins qui donne à lire et à moindre prix, les écrivains... qui ne peuvent manquer à la bibliothèque d'un honnête homme".
Philippe Boucher
Le Monde

De 1000 à 1800 pages, de 100F à 170F.



collection
BOUQUINS

ROBERT LAFFONT

DE LA LITTÉRATURE
DES NÈGRESde l'abbé Grégoire.
Introduction de Jean Lessay.
Perrin, 312 p., 140 F.GENS D'ICI, GENS D'AILLEURS
de Catherine Quiminal.
Christian Bourgois, 223 p., 110 F.L'ESPACE DU RACISME
de Michel Wieviorka.
Seuil, 255 p., 120 F.

ALORS que l'Afrique souffre du cumul des maux et des tragédies, et de l'oubli du monde extérieur, il est bien utile de rappeler le combat de celui qui fut sans répit et sans faiblesse l'ami des Noirs, des hommes de toutes les couleurs. De l'abbé Grégoire, figure majeure de la Révolution, notable de l'Empire, déchu par la Restauration et harcelé par la hiérarchie de son Eglise jusqu'en ses derniers moments. Sa mémoire reste encore tenue par certains en une demi-disgrâce, comme il est apparu lors du transfert de ses cendres au Panthéon. Ce « défenseur de tous les parias de la terre », qui connut les honneurs sans les avoir brigüés, a payé le prix fort.

Prêtre républicain, qui s'est passionné pour la cause de la justice et de la liberté, « monstre de charité », Henri Grégoire était aussi un homme de grand savoir — membre de l'Institut et auteur de nombreuses publications scientifiques. Son ouvrage le plus notoire, *tôt traduit et commenté en plusieurs pays*, en *Mozambique*, *De la littérature des nègres*, aujourd'hui reproduit avec une excellente introduction de Jean Lessay, est un livre d'érudition autant qu'une défense et illustration de l'humanité noire. Les sources sont les bonnes, habilement utilisées dans l'argumentation malgré certains emportements de l'émotion. Les lumières qui éclairent la pensée sont celles de la raison — celles des philosophes, des idéologues — et de la foi chrétienne. Grégoire allie le christianisme et la science, la Révolution et la science des « naturalistes », la tolérance religieuse et la tolérance civile. Intéressé, il veut faire de la politique une branche de la morale, il n'hésite pas à tancer Thomas Jefferson, alors président des Etats-Unis.

La lutte la plus constante, qui lui attire la vindicte des colons et des ultras, est au service de l'abolition de la traite négrière et de l'esclavage, de la dénonciation (« par les faits ») des calomnies et préjugés qui « justifient » la servitude des Noirs. Il affirme

l'unité du genre humain, conciliable avec la « faule de variétés » qui en sont « l'ornement et la richesse », et la nécessité de traiter tous les hommes en égaux. Il montre, en des termes déjà modernes, les processus qui engendrent l'infériorisation, les maux de la soumission et l'exclusion. Il révèle, appuyé sur la science du temps, la fausseté des idées reçues : il rapporte ce qui fait preuve non pas seulement de « vertus et de talents », mais plus généralement d'états de civilisation. Il associe la question noire à la question juive, et à la réflexion sur l'assujettissement des catholiques irlandais.

L'ECONOMIE de plantation et la servitude esclavagiste, la situation coloniale et ses contraintes ont disparu, c'est maintenant la question de l'immigration qui entretient les débats, infléchit les stratégies politiques et embarrasse les pouvoirs. Catherine Quiminal en manifeste tous les aspects, avec rigueur et mesure, dans son étude consacrée à l'émigration en France des jeunes Soninkés venus des rives du fleuve Sénégal. Une configuration mouvante, où s'écroulent de multiples et complexes échanges, lie les villages d'origine, les foyers où résident les émigrés et la société dite d'accueil. La nécessité, l'attrait des pays riches, l'œil qui peut procurer l'argent, l'expérience et le prestige incitent au départ. Avec la complicité des notables villageois, qui escomptent en retour une indispensable aide financière.

L'aventure s'accomplit en ayant « la mémoire pour bagage », mais sans connaître « le mode d'emploi » du pays

Gens d'ailleurs,
gens de nulle part

d'immigration. Alors, il faut y trouver ce milieu familial que forment les « frères » ou « frères » où se reconstitue la société d'origine avec ses hiérarchies, ses réseaux de relations, ses solidarités et ses pratiques culturelles. Les plus individualistes recherchent la réussite par tous les moyens. Les plus nombreux vivent sur un double registre, déjà moderne lorsque la chance d'un travail les fait salariés, encore traditionnel par la volonté de rester liés au village et de l'ouvrir « aux bienfaits de la modernité ». Les plus entreprenants acquièrent l'audace de s'engager dans les luttes

et l'Europe des antisémitismes. Il s'agit moins d'analyser des situations concrètes, de les situer dans une histoire, que de mettre en évidence « des mécanismes et des logiques d'action ».

Dans un premier mouvement, ce qui est montré, c'est le passage de la notion de race à celle de racisme, qui intéresse la pensée sociale dès la première moitié du dix-neuvième siècle. Aux Etats-Unis notamment, en raison de l'héritage esclavagiste et de la formation d'une grande société plurielle à partir de composantes raciales, ethniques, culturelles très différentes là, les études portant sur les « race

relations » se multiplient. Les interprétations s'ajoutent, elles manifestent à l'œuvre la conscience de race génératrice de quasi-castes, la dynamique des préjugés et du conservatisme, les formes de la personnalité, les « structures émotives ». Au terme d'un large inventaire qui déborde le cas américain, Michel Wieviorka envisage le racisme sous le double aspect de l'idéologie et du mythe.

Dans un deuxième mouvement, plus personnel, il considère les « formes élémentaires du racisme ». Il confronte les procès de ségrégation et de discrimination, le premier pour effet la mise à distance, le confinement, le second à un caractère institutionnel et régit « un traitement différencié en certains domaines de la vie sociale ». Deux logiques sont à l'œuvre, qui peuvent se coaliser, celle de la « différence » et celle de l'« inégalité », ainsi que deux modes de réalisation, l'un plus instrumental lorsque le racisme acquiert une fonction politique, l'autre plus « expressive » et avec une fonction symbolique lorsque il reste infra-politique au service d'affirmations identitaires ou xénophobes. L'insistance porte justement sur le « passage au politique » qui apporte des programmes, des formulations idéologiques souvent teintées de « science » et, surtout, une force de mobilisation. Alors, les obstacles au passage à l'acte s'abaissent et la violence raciste peut faire irruption.

Le racisme est une déformation de la relation sociale, sa perversion. Ordonné, si l'on ose dire, il peut structurer les rapports de domination, donner à l'affrontement des classes sociales « une sorte de formule magique ». En outre, il peut apparaître au sein des revendications communautaires et des populismes, maître de la décomposition des mouvements sociaux et de la crise de l'Etat. Mais, surtout, un racisme dominant et omniprésent est capable de s'actualiser sous l'effet des circonstances. Michel Wieviorka constate qu'il n'y a pas d'« image unifiée du phénomène » : par ses variations, sa capacité à se nourrir de l'imaginaire et des crises, il se prête à bien des métaphores. L'incantation seule ne peut suffire à son effacement.

Signalons cette coïncidence qui fait paraître, en reproduction, l'ouvrage de J.-M. de Gêrand : *Le Vieux du passage* (Editions Jean-Michel Place, 548 p.) au moment où repartait l'étude de l'abbé Grégoire. Tous deux ont pour thème des influences intellectuelles communes. Tous deux ont combattu l'exclusion, l'un par une anthropologie de la condition des Noirs, l'autre par une anthropologie de la « condition indigène ».

Pierre Clavin

HISTOIRE

Rome vue d'Orient

Maurice Sartre a sillonné les anciennes provinces de l'Etat impérial pour en restituer la multiplicité

L'ORIENT ROMAIN
Provinces et sociétés provinciales
en Méditerranée orientale
d'Auguste aux Sévères
(31 av. J.-C. - 235)
de Maurice Sartre.
Seuil, 638 p., 250 F.

Nous contemplons l'Empire romain de très loin. De si loin ! Les siècles se télescopent, les lieux se superposent. L'Empire disparaît derrière sa capitale et quelques figures d'empereurs, au fond du terrain vague des idées reçues : sous-administration, fausse paix, vie municipale futile, ruine des provinces... L'imposant édifice n'aurait subsisté qu'en s'écroulant.

Le livre de Maurice Sartre rompt avec ces schématismes et ces conventions. Son champ est à la fois vaste et très délimité, à tous points de vue, géographique, culturel et chronologique : la Méditerranée orientale, partie hellénophone de l'Empire, de la mise en ordre opérée par Auguste après 31 av. J.-C. jusqu'à la grande crise du milieu du troisième siècle, résolue par une refonte de la structure impériale. La coupure se justifie : l'Empire est réellement double — et sa partie grecque non moins réellement multiple. Cette multiplicité, Maurice Sartre a fait l'effort d'aller la voir, de près, partout. Il a sillonné les routes de tout l'Orient romain, outre celles de la Syrie, qu'il connaît si bien. Cela le conduit à un rejet salutaire, qui, espérons-le, finira par s'imposer, de toute généralisation « orientale ».

Ce faisant, il renoue avec la tradition négligée de la diachronie. Il sait restituer l'échelle du temps, qu'il s'agisse du brigandage ou de l'activité des ports syriens. Il refuse les explications globales, inadéquates : à Alexandrie, « il n'y a pas davantage de raisons de trouver un fondement commun aux émeutes de Flaccus (38-41) et à celles de 215, qu'il n'y a de rapports a priori entre la Fronde et les Trois Glorieuses ». Maurice Sartre a le sens de la

durée, il nous le fait partager et redessine de la sorte d'attachants « paysages humains » (1). C'est une vue de l'intérieur, une attention tournée provinciale.

Voici la diversité des communautés, dispersées sur les domaines impériaux, rattachées à de grands sanctuaires-Etats, ou les tribus accompagnant leurs troupeaux de moutons, à côté des cités de forme classique. Ce sont ces hommes qui portent la société. Les réalités naissent derrière les mots : les hiérarchies n'étaient ni des prosternements sacrés (bien sûr) ni même des esclaves, mais des paysans dépendant de temples. Maurice Sartre apprécie avec perspicacité les

aléas de la prospérité ou du déclin de la Grèce propre, prend intérêt à la vie des villages de Syrie, voire au ras des champs, aux procédés d'irrigation. Avec un goût vif du particulier, il analyse le dépeuplement inégal et réversible de la campagne égyptienne, mais cela ne lui cache pas la cohésion de l'ensemble et il rappelle que l'Egypte, dans l'Empire, n'est pas la province à part que l'on a cru.

Les formes d'organisation se révèlent étonnamment plastiques, provinces administrées par un gouverneur, cités qui se multiplient sous l'Empire, royaumes vassaux ou clients. On prend la mesure du pragmatisme des empereurs, fait de

respect foncier pour les lois ancestrales des sujets et de brutalité, éprouvée notamment par les juifs, lorsque ces lois gênent leur autorité. Les hommes de l'ordre sont là. En Syrie, des « tréteurs », qui ne sont plus des chefs de bande ou de tribu et pas tout à fait des monarques, servent de relais au pouvoir central. Jusqu'au règne de Trajan, ils préparent l'annexion complète — c'est le rôle des Hérodien en Judée ; et l'annexion ménage souvent l'influence de leurs dynasties. L'auteur décrit ce réseau de familles princières (qui arrivaient au trône avec les Sévères).

Un Empire divers tend, sans naturellement y parvenir tout à fait,

à l'uniformisation : après les systèmes administratifs et politiques, celle des droits personnels, abouissant en 212. En Asie Mineure, les notables hellénisés remplissent les conseils des cités dites « autonomes », partout présentes dans ce livre, avec leur territoire : c'est un espace qui nous est ouvert, comme les 1 000 kilomètres carrés de l'Asie Saïtra. La vie civique et ses valeurs, dont la bienfaisance publique (« évergétisme »), garde son importance jusqu'à la fin de l'Antiquité. Les Romains, loin de ruiner le système de la cité, lui ont assuré une diffusion qu'il n'eût jamais connue.

Cette conclusion à l'encontre des

idées reçues, mais dans le fil de l'enseignement de l'un des maîtres de Sartre, Louis Robert, est un des apports majeurs de ce livre riche. Il exhumé, avec tout le relief, des sociétés enfouies. Et, dans l'espace qu'il s'est assigné, Maurice Sartre apparaît comme le continuateur heureux du grand Theodor Mommsen, qui acheva son tableau des *Provinces sous l'Empire* voici un siècle, en 1885.

(1) Maurice Sartre a publié avec Alain Tardieu : *La Méditerranée antique, quatrième siècle av. J.-C. - troisième siècle ap. J.-C.*, Armand Colin, « Cursus », 192 pages.

Jérusalem et l'attente de la liberté

JÉRUSALEM CONTRE ROME
de Mireille Hadas-Lebel.
Ed. du Cerf, 556 p., 239 F.

La rencontre de Rome et des juifs est marquée à jamais par deux événements symboliques : la destruction d'un second temple par Titus en 70 ; la profanation de Jérusalem, désormais interdite aux juifs par Hadrien en 135. D'autres heurts, avec Pompée ou sous Trajan, ne furent guère moins violents. Voilà qui justifie le titre du beau livre que Mireille Hadas-Lebel vient de consacrer à l'image de Rome dans la littérature juive antique : *Jérusalem contre Rome*.

Pour reconstituer cette image, l'auteur a consulté à la fois les textes juifs, très divers, d'expression grecque et les sources rabbiniques, Talmud et Midrash. La plupart de ses sources ne sont pas historiques. Certaines inter-

prètent, sous forme de prédictions, les événements contemporains — ce sont les apocalypses. D'autres, les consultations de rabbins, établissent une jurisprudence, fixent des normes de comportement pour les juifs pris dans le tourbillon des sociétés païennes. Il faut beaucoup de prudence et de perspicacité pour retrouver le cadre historique de leurs consultations.

La tout constitue ce que l'on pourrait appeler le réservoir d'une mémoire collective. Cette mémoire, certes, simplifiée, déformée, déplace les péripéties de la « grande Histoire » ; elle reste fidèle aux réalités concrètes de l'existence, et cela nous la rend précieuse : un parfum de vie flotte à travers ces pages.

La présence des hommes au quotidien explique que, derrière « l'opposition fondamentale » et l'inévitable condamnation portée contre Rome par la mémoire

juive, le livre de Mireille Hadas-Lebel compose un tableau nuancé du pouvoir romain et de la vie de ses sujets. Il reflète le ressentiment du colonisé à l'égard du colonisateur ou du civil contre le maître qui cantonne chez lui.

Il montre aussi l'intégration des juifs dans la cité antique, y compris lorsqu'il s'agit de fuir les coûteux honneurs municipaux qui légalisent les bourgeoisies locales. Une comparaison précise fait ressortir les analogies étonnantes et les divergences profondes dans l'attitude des chrétiens et des juifs à l'égard de la culture grecque profane : aux yeux des rabbins, son étude est à la fois un « divertissement » qui détourne de la Loi et l'instrument nécessaire du dialogue avec le monde païen, malgré les risques de trahison de la part de juifs trop hellénisés.

Ces textes, que nous serions bien incapables de comprendre

sans les commentaires de Mireille Hadas-Lebel, ne manquent ni de finesse, ni d'humour, ni de verve. Le rabbin délateur est appelé « vinaigre fils de vin », la seule fête commune que l'on consent aux juifs et aux païens sera « le jour où tombe la pluie », et l'on conseille la polygamie parce que « accroître le nombre de ses femmes, c'est accroître ses pratiques magiques ».

De tous les peuples sujets de Rome, les juifs sont les seuls dont nous puissions connaître directement les réactions, par cette rumeur, associant la tradition orale et l'écriture, qui monte jusqu'à nous, de leurs écoles et de leurs conseils d'il y a presque deux mille ans. A la différence des prêtres égyptiens, leurs rabbins ne furent pas réduits à l'état d'agents du pouvoir impérial ; à la différence de nos druides gaulois, ils surent trouver avec Rome un *modus vivendi* et en enregistrèrent les conditions. Ce livre peut se lire aussi comme le tableau d'une intégration qui préserve l'originalité et la fierté nationales ; ainsi, dans cette surprenante justification du pouvoir romain : Rome, après les Babyloviens, les Perses, les Grecs, a recueilli les fragments du trône de Salomon ; elle s'est révélée une puissance mondiale, « insurpassable comme l'abîme » et, en définitive, les Romains ont conquis Jérusalem pour « la gloire d'Israël ». Seulement, retour à la réalité : l'attente de la liberté, « l'attente messianique », qui entretient l'attente messianique de la liberté, « Alors les étrangers ne t'asserviront plus » (Jérémie, 30, 8).

P. Ch.
A signaler aussi : *The Cambridge History of Judaism*, II, *The Hellenistic Age*, par une pléiade de collaborateurs dont plusieurs français (Cambridge University Press, 738 p.).

Vingt ans de

Certains « ouvrages » sont différents à justifier. Ceux des Editions Complexe, dans le supplément consacré, à l'occasion du Salon, aux livres de poche (le Monde du 23 mars), ont l'un de ceux-ci. D'autant que cette absence avait le triste point d'un anniversaire (le vingtième) qu'on n'a pas pensé à souhaiter... L'année 1971 à Bruxelles par Danielle Winkler et André Versaille, les Editions Complexe, après avoir publié en format normal, des ouvrages de sciences humaines, se sont, à partir de 1980, exclusivement consacrées au « poche », traité à égalité avec la production courante. L'année 1980, par exemple, une place qu'il n'a pas l'habitude de se voir accorder dans ce secteur.

Ce choix de politique éditoriale, cohérente et rigoureuse, donne à Complexe son originalité et sa nature. Ce fut d'abord le domaine de l'histoire, « l'histoire », qui compte aujourd'hui une soixantaine de titres, complétés plus récemment par la trentaine d'ouvrages de la collection « Questions du XX^e siècle ». En 1984 et 1985, le regard se porte plus loin dans le passé, vers les collections « Historiques » (vingt-cinq titres) et

Le Seuil entre
des éditions Phé

Les éditions du Seuil, qui possèdent déjà des participations chez les éditeurs comme Adam Biro, Arles ou Autrement, viennent de prendre une participation majoritaire dans deux autres maisons d'édition, Phébus et Anne-Marie Métailié.

Ces participations sont, respectivement, de 10 et 20 % et ne traduisent

EN BREF

Gros littéraires. — Le prix Nobel de la littérature, créé en 1901 par le roi suédois, a été attribué à Michel Certeau, pour sa *Enquête* (Vivante, 1989). Le prix de la critique, créé en 1903, a été remis à l'écrivain AGF, pour son roman *Le regard*. Le prix de la traduction, créé en 1904, a été remis à Pierre Seghers pour son roman *Le jour de la pluie*. Le prix de la poésie, créé en 1905, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1906, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1907, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1908, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1909, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1910, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1911, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1912, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1913, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1914, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1915, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1916, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1917, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1918, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1919, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1920, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1921, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1922, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1923, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1924, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1925, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1926, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1927, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1928, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1929, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1930, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1931, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1932, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1933, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1934, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1935, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1936, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1937, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1938, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1939, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1940, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1941, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1942, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1943, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1944, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1945, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1946, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1947, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1948, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1949, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1950, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1951, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1952, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1953, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1954, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1955, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1956, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1957, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1958, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1959, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1960, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1961, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1962, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1963, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1964, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1965, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1966, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1967, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1968, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1969, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1970, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1971, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1972, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1973, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1974, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1975, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1976, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1977, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1978, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1979, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1980, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1981, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1982, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1983, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1984, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1985, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1986, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1987, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1988, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1989, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1990, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1991, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1992, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1993, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1994, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1995, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 1996, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 1997, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 1998, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 1999, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2000, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2001, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2002, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2003, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2004, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2005, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2006, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2007, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2008, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2009, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2010, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2011, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2012, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2013, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2014, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2015, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2016, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2017, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2018, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2019, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2020, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2021, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2022, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2023, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2024, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2025, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2026, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2027, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2028, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2029, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2030, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2031, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2032, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2033, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2034, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2035, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2036, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2037, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2038, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2039, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2040, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2041, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2042, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2043, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2044, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2045, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2046, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2047, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2048, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2049, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la philosophie, créé en 2050, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la science, créé en 2051, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la médecine, créé en 2052, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*. Le prix de la littérature, créé en 2053, a été remis à Jean Cayrol pour son recueil *Le jour de la pluie*

LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

Vingt ans de Complexe

Certains «oublis» sont difficiles à justifier. Celui des Éditions Complexe, dans le supplément consacré, à l'occasion du Salon, aux livres de poche (le Monde du 23 mars), est l'un de ceux-là. D'autant que cette absence avait le triste goût d'un anniversaire (le vingtième) qu'on n'a pas pensé à souhaiter. Créées en 1971 à Bruxelles par Danielle Winken et André Versaille, les Éditions Complexe, après avoir publié, en format normal, des ouvrages de sciences humaines, se sont, à partir de 1980, exclusivement consacrées au «poche», traité à égale dignité avec la production courante. L'indépendance par exemple une place qu'il n'a pas l'habitude de se voir accorder dans ce secteur.

Ce choix de politique éditoriale, cohérente et rigoureuse, donne à Complexe son originalité et sa stature. Ce fut d'abord le domaine de l'histoire contemporaine, avec «Mémoire du siècle», qui compte aujourd'hui une soixantaine de titres, complétés plus récemment par la trentaine d'ouvrages de la collection «Questions au XX^e siècle». En 1984 et 1985, le regard se porte plus loin dans le passé avec les collections «Historiques» (quatre-vingt-quatre titres) et

«Mémoires des siècles» (quatre-vingt-cinq titres). Il faut aussi mettre à l'actif de Complexe, outre une toute récente collection de nouvelles étrangères, «L'Heure furtive» (dix-huit titres), une excellente série, «Le Regard littéraire», qui témoigne, aux frontières du «poche» (si on peut le fixer...), d'un réel esprit de création éditoriale. Il s'agit de textes critiques, souvent peu connus ou bien perdus dans des éditions complètes de grands auteurs, sur d'autres écrits, sur un thème littéraire, artistique ou de voyage (quarante-cinq titres).

Pour fêter les vingt ans de la maison, André Versaille présente dans cette dernière collection une lettre «fictive» de Gustave Flaubert, ou, plus exactement, une lettre constituée à partir d'extraits de différentes missives s'enchaînant pour n'en former qu'une seule, censée avoir été écrite au moment de l'élaboration de *Madame Bovary*. Cet exercice, qui pourra effrayer quelques puristes, aboutit en fait à un résultat étonnamment convaincant, auquel n'a pu parvenir qu'un grand amoureux de Flaubert : André Versaille. (*La bête, l'art et la vie, en écrivant Madame Bovary*).

P. K.

Le Seuil entre dans le capital des éditions Phébus et Métailié

Les éditions du Seuil, qui possèdent déjà des participations chez des éditeurs comme Adam Biro, Arléa ou Autrement, viennent de prendre une participation minoritaire dans deux autres maisons d'édition, Phébus et Anne-Marie Métailié.

Ces participations sont «comprimes entre 10 et 20 % et ne traduisent

pas, selon Pascal Flamand, le directeur général du Seuil, «un volontarisme effréné, mais une façon de saisir les opportunités». Il s'agit également, pour le Seuil, d'étendre et de renforcer son secteur de diffusion, en créant, autour de la maison-mère, un rassemblement d'éditeurs petits et moyens de qualité.

Un nouveau directeur pour la «Série noire»

Robert Soulat, qui dirigeait chez Gallimard la célèbre «Série noire» créée en 1946 par Marcel Duhamel, prend sa retraite. À partir du 1^{er} avril, la collection sera dirigée par notre collaborateur Patrick Raynal.

Patrick Raynal, quarante-quatre ans, a été pendant plusieurs années professeur de lettres classiques, avant de quitter l'enseignement «pour exercer divers métiers», dit-il, et pour écrire. Il est l'auteur de six romans policiers. «Pour un lecteur et un collectionneur comme moi, qui possède tous les cartonnés de la «Série noire» — jusqu'au n° 413 —, diriger cette collection est comme l'aboutissement d'un rêve, précise-t-il. J'ai dû lire mon premier «Série noire» à l'âge de quatorze ans. C'était un Chancier. Cela a orienté toute une partie de ma vie. La preuve.

Cette collection est un mythe qu'il faut préserver. Tout comme il faut préserver l'autre grande collection policière de poche, «Le Masque». Le fonds de la «Série noire» est une mine, qu'il faut remettre à la disposition des jeunes. La «Série noire» est aussi la seule grande collection qui prenne encore des risques, en publiant des auteurs français. Il faut continuer, sans pour autant se priver des rééditions et sans oublier d'aller regarder ailleurs. Pas seulement à l'Ouest, vers l'Amérique, mais aussi en Scandinavie et dans les pays de l'Est.

Jo. S.

EN POCHÉ

Angèle de Foligno, visionnaire de l'ineffable

«La parole manque toujours à Angèle, et toujours de plus en plus...» Par cette simple constatation, Ernest Hello, qui fut l'un des maîtres de Léon Bloy, poète l'essentiel — un essentiel unique et qui se dérobe ; il désigne le cœur de l'œuvre mystique de la bienheureuse Angèle de Foligno. Issue d'une famille noble italienne d'Orbrie, Angèle, convertie à la pauvreté franciscaine, vécut dans la deuxième moitié du treizième siècle (1248-1309). Hadewijch d'Anvers avait composé ses poèmes au début de ce même siècle et Maître Eckhart continuera sa prédication un peu plus loin dans le siècle suivant.

La *Libre des visions et instructions* n'est pas directement écrit par la sainte ; c'est Frère Arnaut qui retranscrivit, sous sa dictée et en latin, les propos d'Angèle. Celui-ci raconte qu'elle se plaignait parfois, «dans les instants les plus sublimes», de l'insuffisance du langage, de son épuisement : «S'il s'agit des choses divines et de leurs influences, la parole meurt absolument». L'intuition mystique, auprès de laquelle, toujours selon Hello, qui savait admirablement de quoi il parlait, «l'intelligence humaine apparaît courte et brève», se fait vision, révélation.

Angèle de Foligno traduit ainsi cet eu-delà des mots où son amour la transporte : «Les opérations divines qui se faisaient dans mon âme étaient trop ineffables pour être racontées par un saint ou un ange quelconque. La divinité de ces opérations et la profondeur de leur abîme écrasent la capacité et l'intelligence de toute âme et de toute créature.»

Il est d'usage de ricaner devant les emportements du mysticisme ramenés à la dimension connue de quelque émoi féminin, de prendre l'air entendu de qui en sait bien plus qu'intéressée elle-même sur ce qui lui arrive... Sylvie Durastanti a raison, dans sa préface, de ramener ces préjugés à leur vraie dimension : celle du poncif.

Les *Visions* d'Angèle de Foligno, telles qu'Ernest Hello les a restituées lors de leurs premières publications (en 1868), si elles ne «transportent» pas le lecteur, les mettront face à cet «ineffable» dont toute grande littérature est aussi faite...

Le *Libre des visions et instructions*, d'Angèle de Foligno, traduit par Ernest Hello, préface de Sylvie Durastanti, Seuil, «Points-Sagesses».

Patrick Kéchichian

• Deux nouvelles traductions de dialogues de Platon paraissent en GF-Flammarion : le *Phédon*, par Monique Dixaut (n° 489), et le *Ménon*, par Monique Canto-Sperber (n° 491).

• «L'idée de la liberté nous vient de Grèce, où elle a été découverte et proclamée avec force, pour la première fois et de façon durable», écrit Jacqueline de Romilly au début de la préface de son essai, *La Grèce antique à la découverte de la liberté*, paru en 1989 (livre de poche, «Biblio-Essais», n° 4128).

• En Points-Seuil, dans la série des rééditions d'ouvrages parus chez Odile Jacob : les *Fureurs de la Terre*, essai sur les catastrophes telluriques, de Claude Allègre (n° 0112) ; les *Indomptables*, sur les figures de l'anarchie, de Ginette Rimbaud et Caroline Elecheff (n° 0110) ; l'*Art de naître*, d'Alexandre Minkowski (n° 0111) ; les entretiens entre Didier Eribon et Claude Lévi-Strauss, *De près et de loin*, suivi d'un bref entretien inédit réalisé après la publication du livre en édition normale en 1988 (n° 0109).

• Toujours au Seuil, en «Points-Histoire», les *Galiléens* d'André Zysberg, enquête minutieuse et passionnante sur les 60 000 forçats qui ramènent sur les galères du roi, de la fin du dix-septième siècle au début du dix-huitième (n° H142), et l'ouvrage de Peter Novick sur l'*Équation française 1944-1949*, préface par Jean-Pierre Rioux et traduit de

l'anglais par Hélène Ternols (n° H145).

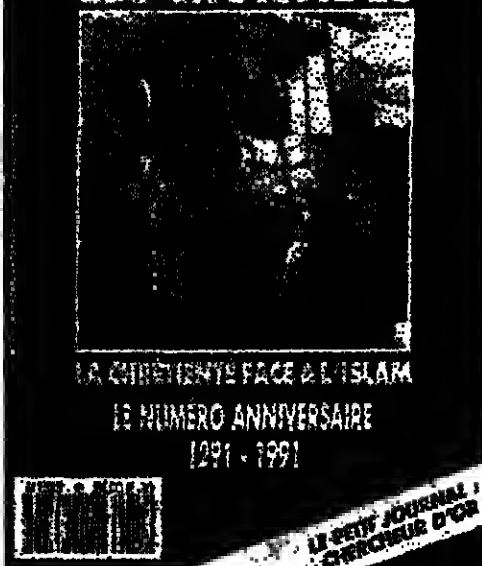
• L'*Empire des tsars et les Russes* d'Anatole Leroy-Beaulieu marque les études dans ce domaine à la fin du dix-neuvième siècle. Ce livre fut considéré, par l'auteur en particulier, comme la contrepartie de *De la démocratie en Amérique* de Tocqueville. «Bouquins» reprend en un volume les trois tomes de cet ouvrage, avec une préface de Marc Haefl.

• La collection «Agora» de Presses-Pocket reprend deux titres de Bernard Lewis : *Istanbul et la civilisation ottomane* (n° 78) et *Sémites et antisémites*, dans lequel l'historien du monde musulman analyse les origines et le développement de l'antisémitisme (n° 83).

• La collection «Babel», publiée par Actes Sud, L'Aire (Suisse) et Labor (Belgique) a le mérite de faire découvrir des auteurs, rares ou peu connus, des différents domaines étrangers. La parution du gros roman de l'Américain Robert Penn Warren (*l'auteur des Fous du roi*), *Un endroit où aller*, traduit de l'anglais par Anne-Marie Soulat, et l'étonnant *Diabelli* du Suisse Hermann Burger, traduit de l'allemand par Gilbert Musy (n° 29), illustrent bien ce mérite. Chaque volume est accompagné d'une «lecture» de l'œuvre : par Raymond Les Vergnes pour Penn Warren et Ernest Heiter pour Burger.

200 ANS DE GUERRES ET DE PAIX

HISTORAMA SPECIAL LES CROISADES



- Saladin contre Renaud de Châtillon
- La prise de Jérusalem
- Le massacre de St-Jean-d'Acre
- L'insolite croisade de Frédéric II
- Les femmes croisées

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL DE 132 P.

En vente chez votre marchand de journaux 24 F

LE QORAN

Pour connaître l'Islam et en parler honnêtement.

R. KHAWAM

MAISONNEUVE ET LAROSE

Julian Barnes

publié dans la
Bibliothèque cosmopolite

- UNE HISTOIRE DU MONDE EN 10 CHAPITRES 2.
- LE PERROQUET DE FLAUBERT.
- LE SOLEIL EN RACE.



Stock

NOUVEAUTÉ



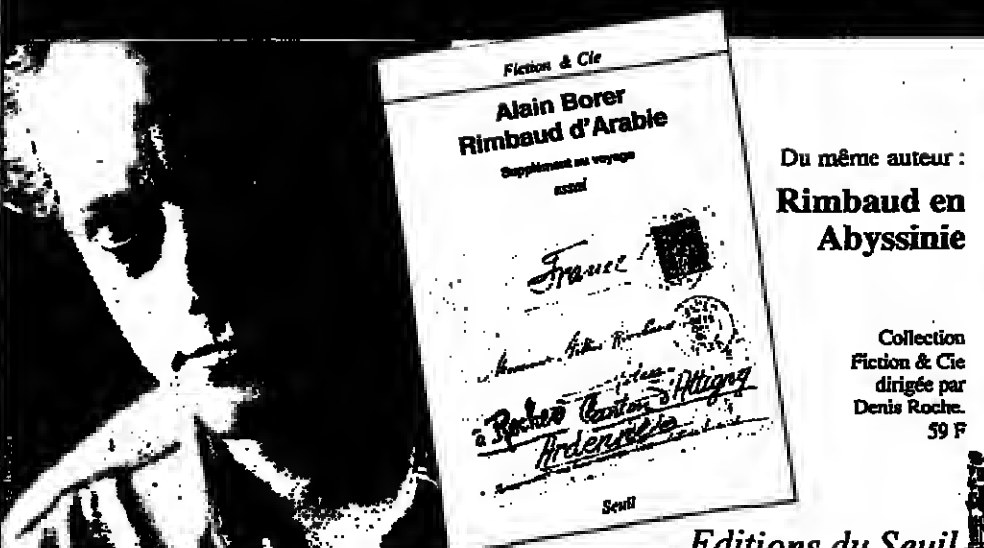
Goëtan Pican

INGRES

120 pages, 81 illust. 138 F



B O R E R



Du même auteur :
Rimbaud en
Abyssinie

Collection
Fiction & Cie
dirigée par
Denis Roche.
59 F

Éditions du Seuil

هكمان النجل

10
 12
 14
 16
 18
 20
 22
 24
 26
 28
 30
 32
 34
 36
 38
 40
 42
 44
 46
 48
 50
 52
 54
 56
 58
 60
 62
 64
 66
 68
 70
 72
 74
 76
 78
 80
 82
 84
 86
 88
 90
 92
 94
 96
 98
 100

مذکر من الامام

26 La CNPF réinvente les SIVP.
Schering veut se renforcer dans les pays de l'Est.

27 Le groupe Hersant achète « le Bien public ».
32 Pinatton ouvre son capital à Petercam.

32 Marchés financiers.
33 Bourse de Paris.

BILLET

M. Soisson tance les patrons

Pour expliquer la brutale augmentation du chômage en février, M. Jean-Pierre Soisson privilégie une analyse. La guerre du Golfe, dit-il, a ouvert « une parenthèse » qui ne tardera pas à se refermer. Ce qu'il souhaite voir réaliser le plus rapidement possible, bien entendu.

Un peu facile, ce jugement présente aussi l'avantage d'offrir au ministre du travail le prétexte d'une mise en cause du patronat, qu'il peut culpabiliser sur son propre terrain. C'est clair, et il ne se prive pas de le relever, l'attitude frileuse des chefs d'entreprise est à l'origine d'un gel des embauches qui a provoqué la hausse catastrophique du nombre des demandeurs d'emploi. Interrogé sur Europe 1, le 27 mars, il a ainsi pu déclarer que cette « position d'attente » ne correspondait pas au « devoir de solidarité qui est le leur à la période actuelle ». Et d'ajouter le clou : « Ce n'est pas acceptable de la part des entreprises », a-t-il ajouté. Mais il va aussi plus loin, accusant les « décideurs » d'une leur ensemble d'avoir profité de la situation pour différer des investissements ou opérer des mesures d'économie.

Bien entendu, le CNPF est visé. Dans le raisonnement du gouvernement, le refus de M. Jean-Louis Girat, président de la commission sociale, de prendre des mesures, avec les autres partenaires sociaux, pour améliorer le chômage partiel, a été mal interprété. On y voit une faute, une volonté de ne pas collaborer dont le résultat, en termes économiques et sociaux, vient de tomber.

Du coup, on laisse entendre que le CNPF et les syndicats devront désormais se débrouiller seuls, s'ils veulent ouvrir le dossier de l'indemnisation du chômage partiel, dont le CFTD vient de repartir. On accuse d'un sourire les déclarations de M. Girat qui vient de déclarer que « si certaines professions le souhaitent, nous pourrions (...) avoir une réflexion pour examiner » le problème.

ALAIN LEBEAUBE

■ Trois jours de chômage partiel en avril à Peugeot-Sochaux. — Trois journées de chômage partiel sont programmées au centre de production Peugeot de Sochaux (23 800 salariés) pour le mois d'avril, a annoncé mercredi 27 mars la direction. Malgré une légère reprise de la production, cette décision a été rendue nécessaire par « l'évolution des marchés et le niveau des stocks ». Depuis décembre, quinze journées ont été chômées à Peugeot-Sochaux.

■ Grève à Air France : pas de perturbation attendue. — Des personnels au sol des escales parisiennes d'Orly et de Roissy sont appelés par les syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO et SNMSAC à faire grève du vendredi 29 au dimanche 31 mars, sous forme d'arrêts de travail limités. Les syndicats veulent obtenir l'abandon des mesures d'économie décidées par la direction d'Air France, et notamment le blocage des salaires et de l'embauche. Selon la direction, ce mouvement n'affectera pas le trafic.

La réunion de la commission des comptes de la nation
Le gouvernement parie sur une accélération de la croissance à partir de l'été

La croissance économique ne serait que de 2 % cette année et de 2,5 % l'année prochaine. Après des taux de 4,1 % et 2,7 % en 1989 et 1990, les prévisions retenues par le gouvernement et présentées jeudi 28 mars à la commission des comptes de la nation pour l'année prochaine. Une activité économique ralentie signifie a priori moins de créations d'emplois — donc plus de chômage — et moins de création de richesses, donc de moindres gains de pouvoir d'achat.

Les prévisions du gouvernement ont été présentées le 28 mars par M. Pierre Bérégovoy à la commission des comptes de la nation. Celle-ci regroupe deux fois par an, outre le ministre de l'économie, des finances et du budget, et des hauts fonctionnaires, les représentants du patronat, des syndicats, de l'agriculture, différents experts économiques ainsi que des membres du Conseil économique et social.

Malgré leur modestie, il n'est pas certain que les taux de croissance économique retenus soient atteints. Une expansion moyenne de 2 % cette année implique — compte tenu de la baisse d'activité enregistrée fin 1990 — une nette accélération de la croissance à partir de l'été. Si celle-ci ne se produisait pas, en clair si une reprise durable n'était pas au

rendez-vous dans trois ou quatre mois, la prévision apparemment modeste du gouvernement ne serait pas respectée.

Baisse du taux d'épargne des entreprises

Tout le reste des prévisions officielles (voir tableau) découle de cette hypothèse de reprise, qui apparaît d'ailleurs assez réaliste et que

représentent — à quelques nuances près — plusieurs instituts privés, certains d'entre eux se montrant même sensiblement plus optimistes que le gouvernement pour 1992.

La consommation des ménages continuerait de progresser assez rapidement, grâce à l'augmentation du revenu disponible. Si l'on peut se réjouir de la hausse continue du niveau de vie des Français que postule cette prévision, on doit s'inter-

roger sur les conditions dans lesquelles elle serait obtenue, puisque le taux d'épargne resterait pratiquement stable et que la consommation augmenterait plus vite sur les deux années 1991-1992 que la croissance économique : 5 % contre 4,5 %. Cet heureux résultat pour les ménages serait obtenu au détriment du compte des entreprises, dont le taux d'épargne (1) baisserait pour revenir de 15,4 % en 1989 à 14,3 % en 1990 et à 13,5 % en 1991 et 1992.

Comme l'investissement des sociétés dépend non seulement de la demande, qui leur est adressée par l'étranger et le marché national, mais aussi des bénéfices qu'elles ont réalisés, il n'est pas surprenant de voir le rythme de croissance de la formation du capital se ralentir de plus de moitié et passer de + 5,4 % à + 2,2 % cette année. Encore cette prévision peut-elle paraître optimiste, compte tenu des réponses faites à la fin de l'année dernière par les industriels à l'INSEE, en pleine crise du Golfe il est vrai. Elle se justifie par le gros effort d'investissement qu'annoncent les entreprises nationales, qui labient sur un taux de croissance de 9,7 % en volume cette année (TGV, modernisation de la flotte aérienne de transport...) après 0,3 % en 1989. Là, le progrès pourrait être très important. Il compenserait le freinage spectaculaire des investissements de l'industrie privée, qui passerait d'une progression annuelle de 9 % en 1990 à 1,1 % cette année. Le partage de la

richesse nationale cesserait de s'améliorer pour les ménages ou, si l'on veut, cesserait de se dégrader pour les entreprises en 1992. La consommation des particuliers (+2,5 %) et leur pouvoir d'achat augmenteraient en effet comme la croissance économique (+2,5 %). Du coup, le taux de marge des entreprises (2) recommencerait à s'améliorer très légèrement et leur taux d'épargne se stabiliserait. C'est cette évolution, due notamment à l'accélération de la croissance économique et à la reprise des progrès de productivité en France, qui justifie la prévision d'un regain d'investissements industriels en 1992 (+4,6 % après + 1,1 % cette année).

Autre rééquilibrage en cours : le déficit du commerce extérieur se réduirait légèrement, revenant de 50 milliards de francs l'année dernière à 45 milliards de francs cette année et de nouveau en 1992.

ALAIN VERNHOLLES
Lire la suite page 26

Les ressources de la nation
(évolution en pourcentage et en volume)

	1990	1991	1992
● RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage)			
1) Produit intérieur brut marchand	+ 2,7	+ 2	+ 2,5
2) Importations	+ 6,4	+ 4	+ 5,6
● EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION			
1) Consommation des ménages	+ 3	+ 2,4	+ 2,5
2) Investissement total	+ 4,3	+ 1,7	+ 2,5
3) Investissement des entreprises	+ 5,4	+ 2,2	+ 2,6
4) Exportations	+ 4,7	+ 4,1	+ 5,8
● HAUSSE DES PRIX (en %)			
- En glissement (déc./déc.)	+ 3,4	+ 2,8	+ 2,8
- En moyenne annuelle	+ 3,4	+ 2,8	+ 2,8
● POUVOIR D'ACHAT (en %)			
- Du salaire moyen par tête	+ 1,8	+ 1,9	+ 1,4
- Des prestations sociales	+ 3	+ 2,4	+ 2,7
- Du revenu disponible brut	+ 3,6	+ 2,4	+ 2,6

Mauvaises récoltes, combats sporadiques

La situation alimentaire du Cambodge s'est sérieusement dégradée

Avec de mauvaises récoltes, l'économie de subsistance du Cambodge se dégrade rapidement. Entre-temps, Moscou, dont l'aide est cruciale pour Phnom-Penh, continue de rapatrier ses experts civils. L'impasse dans laquelle est la négociation du conflit et le poursuite de combats sporadiques n'arrangent rien.

BANGKOK

de notre correspondant

Quelles proviennent des secteurs contrôlés par la coalition de lutte contre le régime de Phnom-Penh ou de la capitale cambodienne elle-même, les nouvelles sont préoccupantes. Le Cambodge — environ sept millions d'habitants, plus de vingt ans de guerres ou de massacres, l'un des revenus par tête les plus faibles de la planète — s'enfonce dans la pauvreté, sinon la misère.

La récolte de riz avait été estimée à quelque deux millions et demi de tonnes en 1989, le pays approchant donc ainsi le seuil de l'autosuffisance alimentaire. Elle a déjà été légèrement inférieure à deux millions de tonnes l'an dernier et s'annonce encore plus maigre cette année. Une mauvaise répartition des pluies et l'insécurité dans certaines campagnes ne sont pas les seules explications de ces piètres résultats. Selon certaines sources, les paysans auraient manqué dès l'an dernier d'engrais, en raison de l'arrêt de livraisons en provenance d'Union soviétique.

Un appel des sihanoukistes

Or, l'assistance soviétique a été réduite d'environ 80 % en 1990, ce qui contraint les autorités de Phnom-Penh à tenter de trouver ailleurs quelques ressources que leurs alliés vietnamiens, eux-mêmes aux prises avec une nouvelle crise économique, ne peuvent pas leur fournir. Les experts soviétiques — des météorologues aux électriciens — continuent de quitter le pays. Le Cambodge dispose au total de trente et une usines. Mais les fabrications de tissu sont déjà menacées par la difficulté d'importer du coton du Vietnam, et l'exploitation des plantations d'hévéas est d'un rapport limité, même si l'on ne tient pas compte du fait qu'une partie du caoutchouc fait l'objet de contrebande.

Plus de cinquante agences non-

gouvernementales étrangères sont aujourd'hui présentes à Phnom-Penh et emploient environ 400 étrangers, dont près d'une centaine hors de la capitale. L'assistance ainsi fournie demeure toutefois limitée et, pour l'essentiel, cantonnée dans le domaine humanitaire. L'Union soviétique fournissait au Cambodge la majorité de son carburant. A Phnom-Penh, les coupures de courant sont fréquentes et l'essence risque de manquer dans trois ou quatre mois. L'inflation y est galopante et le commerce domoïe, avant tout, par le transit vers le Vietnam de biens de consommation venus en contrebande de Thaïlande ou de Singapour.

Le régime de Phnom-Penh peut tenir le coup, mais, fautive d'une assistance extérieure plus substantielle, il a de plus en plus de mal à prévenir la dégradation générale des conditions de vie. Dans certaines régions contrôlées par ses adversaires, la situation est parfois carrément alarmante. Les sihanoukistes réclament une aide alimentaire d'urgence : ils estiment que, dans leurs zones de la province d'Oddor-Meanchey (nord-ouest du pays), 35 000 habitants sur 50 000 seront menacés par la famine dès le mois d'avril, les récoltes ayant été dévastées faute d'engrais et en raison d'une dure sécheresse. Ils demandent l'envoi immédiat de 3 800 tonnes de riz. Dans cette région sans ressources, aucune récolte n'est attendue, de toute façon, avant la fin de l'année.

Les seuls à tirer leur épingle du jeu, sur le plan financier, sont les Khmers rouges, auxquels le contrôle des mines de pierres précieuses de Pailin, sur la frontière thaïlandaise, rapporterait la bagatelle de quelques millions de dollars par mois en « redevances » et « droits de douane ». Mais de nombreux chercheurs, Thaïlandais et Birmanais, ont été contraints, ces derniers jours, d'évacuer leurs concessions sous les bombardements des forces de Phnom-Penh.

En outre, on ignore presque tout de la situation alimentaire dans ces secteurs contrôlés par les Khmers rouges — souvent des forêts de montagne recouvertes et dépeuplées — mais leurs récoltes leur permettent de constituer, indépendamment de l'aide chinoise, un trésor de guerre à toutes fins utiles.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les résultats provisoires du recensement

L'Inde compte plus de 843 millions d'habitants

Au 1^{er} mars 1991, l'Inde comptait 843 930 861 habitants. Ce chiffre constitue le résultat provisoire du recensement effectué dans l'Union indienne, entre le 9 février et le 28 mars (le Monde du 13 février). Il signifie que la population indienne a augmenté en termes absolus de 160,6 millions d'individus depuis le dernier recensement de 1981, soit une progression de 23,5 %.

NEW-DELHI

de notre correspondant

La politique de régulation des naissances n'a finalement produit que de piètres résultats. D'après les premiers résultats disponibles du recensement, la progression de la population indienne au cours des années 80 (23,5 %) n'a que peu diminué par rapport à celle constatée entre 1971 et 1981 (24,66 %). Le taux de renouvellement démographique passe de 2,20 à 2,22 % par an. Au cours de la dernière décennie, l'Inde a augmenté sa population d'un nombre d'individus égal à celui enregistré de 1931 à 1961.

L'Inde conserve son rang de second pays le plus peuplé de la planète, derrière la Chine (1,160 milliard d'habitants), loin devant l'Union soviétique (286 millions) et les États-Unis (249 millions). Elle représente 16 % de la population mondiale, alors que son territoire n'occupe que 2,42 % de la surface terrestre.

Ce recensement, dont on ne connaît les chiffres définitifs qu'au milieu de l'année prochaine, apporte des renseignements significatifs sur l'évolution sociale de l'Inde. Le taux général d'alphabétisation est estimé à 52,11 %, contre 43,56 % en 1981. Ce taux s'est amélioré parmi la population masculine, passant de 56,37 % à 63,86 %, et dans une proportion plus grande, parmi la population féminine, où il passe de 29,75 % à 39,42 %.

L'inégalité hommes-femmes s'aggrave

Cela ne signifie pas que l'inégalité profonde entre hommes et femmes ait disparu. Au contraire, elle paraît s'aggraver : alors que le ratio entre hommes et femmes s'était amélioré de 1971 à 1981 (respectivement 934 et 941 femmes pour 1 000 hommes), il s'est détérioré au cours de la dernière décennie : le résultat de 1991 fait apparaître 929 femmes pour 1 000 hommes. Ce chiffre est le résultat de la politique

de discrimination qui s'exerce dès la naissance. Les enfants mâles bénéficient en priorité des soins de la famille, qu'il s'agisse de la courtoisie et de la santé. Les bébés de sexe féminin, notamment dans les campagnes, sont volontiers négligés, ce qui entraîne un taux de mortalité nettement plus important.

Dans la société indienne, un père de famille se doit de fournir une dot importante à ses filles, ce qui se traduit souvent par une charge financière insupportable. Le rapprochement entre ce ratio hommes-femmes et le chiffre relatif au progrès de l'alphabétisation a de quoi inquiéter planificateurs et démographes : il tendrait à signifier que le développement culturel n'a guère d'incidence sur l'évolution des mœurs, ce l'es-

pèce la pratique consistant parfois à laisser mourir de faim les enfants de sexe féminin.

L'Etat d'Uttar-Pradesh, avec 138,76 millions d'habitants, conserve le premier rang de tous les États de l'Inde et le Bengale, avec 766 habitants au kilomètre carré, il détient le record de densité, devant le Kerala (747), un Etat exemplaire du sud de l'Inde où le taux d'alphabétisation atteint 90,59 %.

Les chiffres du recensement confirment, d'autre part, l'explosion démographique urbaine : Bombay compte désormais 12,57 millions d'habitants, suivie de Calcutta (10,86 millions), et Delhi (8,38 millions).

LAURENT ZECCHINI

Quand on a des renseignements commerciaux sur 3 200 000 entreprises, on voit forcément plus loin que les autres.

DÉCELER LE MOINDRE RISQUE, PERCEVOIR UNE SITUATION QUE L'ON VOUS CACHE, POUVEY INTERNATIONAL VOIT LA OÙ LES AUTRES NE VOIENT PAS.

EN ALERTE PERMANENTE, NOTRE BASE DE DONNÉES DE 3 200 000 ENTREPRISES EST SANS CESSER RÉACTUALISÉE. DE LA SIMPLE DEMANDE D'INFORMATION À L'ENQUÊTE APPROFONDIE, NOS RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX RÉPONDENT À TOUTES VOS QUESTIONS DANS LES DÉLAIS LES PLUS RAPIDES.

NOUVEAU PRODUIT : SORS DE LA FAIBLETÉ DE VOS RENSEIGNEMENTS. NOUS VOUS PROPOSONS AUJOURD'HUI DES ENQUÊTES COMMERCIALES ASSURÉES POUVEY VOUS OFFRANT UNE VÉRITABLE COUVERTURE DU RISQUE. PARCE QUE VOUS NE POUVEZ PAS VOIR TOUS LES RISQUES, APPELÉZ-NOUS AU **NUMÉRO VERT 0 800 10 00 00** OU TAPÉZ 36 14 RDX.

Groupe Pouey

INTERNATIONAL

Le système sensé de vos affaires

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Leader mondial de la contraception orale

La firme pharmaceutique allemande Schering veut se renforcer dans les pays de l'Est

BERLIN

de notre envoyé spécial

Leader mondial de la contraception orale (25 % du marché), la firme pharmaceutique allemande Schering veut renforcer sa présence dans les pays de l'Est. Elle vient de déposer auprès du Treuhandschaft, organisme chargé des privatisations dans l'ex-Allemagne de l'Est, une demande en vue de racheter la société Jenapharm, unique fabricant de pilules anti-conceptionnelles de l'ancienne RDA.

L'affaire d'est pas encore bouclée, mais les dirigeants de Schering se déclarent « confiants » dans l'aboutissement de leur démarche. L'intérêt de l'opération est double : la matière active employée par Jenapharm, PME ayant un chiffre d'affaires de 180 millions de deutschemarks (612 millions de francs), est cousine germaine de celle utilisée

par Schering. De dimensions appréciables, les marchés de l'Est voisins (Pologne, URSS notamment) sont à peu près inexploités. La proximité pourra ainsi constituer un atout majeur pour y investir.

Un rachat délicat

Mais le rachat de Jenapharm, implantée à Léna (Thuringe), ne sera pas facile à réaliser. Les installations sont vétustes et devront être soit modernisées, soit rasées pour faire place à des unités modernes. Un autre problème concerne l'emploi. Alors qu'environ 2 000 personnes travaillent chez Jenapharm, Schering n'en reprendra pas plus que 750, qu'il faudra entièrement recruter. La direction de la firme berlinoise promet de mettre tout en œuvre, en particulier des plans de formation, pour permettre aux 1 250 autres personnes d'entrer dans le centre de recherche en projet

de monter eux-mêmes leur propre entreprise.

Le docteur Christian Bruha, membre du directoire de Schering, s'est engagé à ce que « la culture de Jenapharm » soit « respectée ». Si sa candidature est retenue, Schering investira 130 millions de deutschemarks (442 millions de francs) dans l'entreprise pour la préparer à la conquête de l'Est. Cette somme pourrait même être révisée à la hausse. Schering en a les moyens. L'entreprise ne connaît pas vraiment la récession, avec, pour 1990, un bénéfice de 238 millions de deutschemarks (877 millions de francs), qui s'est accru de 14,6 % par rapport à 1989. Elle dispose d'une capacité d'endettement de 1 à 2 milliards de deutschemarks pour satisfaire ses ambitions de croissance externe. « Mais tout est devenu tellement cher », soupire le professeur Kleus Pohl, vice-président du directoire.

ANDRÉ DESSOT

Bull va recentrer ses activités

Pour remédier aux difficultés de son entreprise - des pertes de 6,79 milliards de francs en 1990, dont 3,63 milliards de provisions pour restructuration (le Monde du 28 mars) - M. Francis Lorentz, PDG de Bull, a l'intention de recentrer l'activité du constructeur français d'ordinateurs autour de « solutions spécialisées » : le traitement d'images, les systèmes experts, les banques de données, et de « clients sélectionnés » sur des marchés déterminés. A l'horizon 1992, le chiffre d'affaires ne devrait donc pas progresser, se situant aux alentours de 35 milliards de francs. Les suppressions d'emplois sont évaluées à 8 500 personnes sur deux ans.

Le redressement s'effectuera aussi avec l'aide de l'Etat. Les ministères des finances et de l'industrie l'ont réaffirmé le 26 mars, dans un communiqué soulignant que « tout sera mis en œuvre afin de permettre à la Compagnie des machines Bull de poursuivre ses efforts, dans les meilleures conditions, pour demeurer un acteur majeur de l'informatique mondiale et un pôle essentiel de compétence européenne dans ce secteur ».

REPÈRES

AÉROPORTS

Moindre croissance en 1990

Les aéroports français de métropole ont accueilli, en 1990, plus de 80,4 millions de passagers, soit une progression de 4,2 %, qui marque un ralentissement par rapport aux augmentations des dernières années (+ 8,5 % en 1987, + 9,3 % en 1988, + 10,3 % en 1989). La conjoncture économique, dès le milieu de l'année 1989, et la crise du Golfe, à partir de l'été 1990, expliquent ce tassement.

Au classement, Paris (Roissy, Orly, La Mure) arrive largement en tête avec 46,8 millions de passagers, devant Nice avec 5,7 millions et Marseille avec 4,8 millions. Six autres aéroports dépassent le seuil du million de passagers (Lyon, Toulouse, Bordeaux-Mérignac, Montpellier-Méditerranée, Nantes), auxquels il faut ajouter Poitiers-Mérignac et Fort-de-France.

CHOMEURS INDEMNISÉS

Augmentation de 0,7 % en février

Selon l'UNEDIC, le nombre de personnes indemnisées par les ASSEDIC a baissé de 1 % en décembre, mais a augmenté en janvier, de 0,7 % en un mois et de 3,9 % en un an.

Les chômeurs ayant reçu une allocation sont 1 983 700, soit 7,1 % de plus qu'il y a un an. Parmi eux, ceux qui sont indemnisés au titre du régime d'assurance

chômage (1 484 800 personnes) sont en forte croissance (+ 8 % en un an), ainsi que ceux (338 500) qui ont été pris en charge par le système de solidarité, financé par l'Etat, à la fin de leurs droits (+ 4,8 %) et les 78 100 qui bénéficient d'une formation (+ 27,3 %). En revanche, les allocations d'insertion, versées aux jeunes, ont en diminution avec 142 000 allocataires, soit 4,8 % de moins.

CONSUMMATION

Nette remontée de la confiance aux Etats-Unis

L'indice de confiance des consommateurs américains est fortement remonté en mars, selon la dernière enquête du Conference Board, principal organisme d'études du patronat. Cet indice, calculé chaque mois, a gagné plus de vingt points, s'élevant à 81 en mars contre 59,4 en février, enregistrant ainsi sa plus forte progression mensuelle depuis 1967. La fin de la guerre du Golfe est bien sûr à l'origine de ce regain d'optimisme. Mais l'indice n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise, qui était un peu supérieur à 100 points.

PRODUCTION NATIONALE

Recul moins fort que prévu aux Etats-Unis fin 1990

La PNB (produit national brut) des Etats-Unis a reculé de 1,8 % en rythme annuel au quatrième trimestre de 1990. Ce chiffre est le plus mauvais enregistré sur un trimestre depuis la récession de

1981-1982. Il est cependant meilleur que les premiers calculs, qui avaient laissé prévoir un recul de 2 %. Les experts, qui prévoient une récession de courte durée, se valent ainsi plutôt confortés dans leur prévision.

Aux deuxième et troisième trimestres de l'an dernier, la PNB avait augmenté de 0,4 et 1,4 % en rythme annuel. En 1990, la production nationale aura encore augmenté de 0,5 %, ce qui est le taux de croissance le plus faible depuis la reprise en 1982 de l'économie américaine. M. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor américain, a déclaré qu'il « voyait les premiers signes tangibles d'un renversement » de tendance de l'économie, mais a ajouté qu'il fallait « se concentrer sur la croissance et non sur l'inflation », lançant ainsi un appel à la réserve fédérale pour qu'elle continue à faire baisser les taux d'intérêt.

TRANSPORTS

SNCF : toujours l'équilibre

Après 138 millions de francs de bénéfices en 1989, la SNCF a réalisé en 1990 un excédant de 17 millions, en raison de la diminution du trafic voyageurs (83,8 milliards de voyageurs-kilomètres contre 84,5 en 1989) et surtout du trafic marchandises (50 milliards de tonnes-kilomètres contre 83,8). Ce bénéfice est conforme au contrat de plan signé entre l'Etat et la SNCF.

D'autre part, le conseil d'administration a confirmé le plan d'économies de 800 millions de francs prévu pour 1991 afin de faire face au ralentissement de la conjoncture. Ce plan avait été le motif de la grève de vingt-cinq heures qui a sérieusement perturbé le trafic, mercredi 20 mars.

SOCIAL

Le CNPF réinvente les SIVP

En abordant le volet de la formation en alternance, mercredi 27 mars, au cours de la négociation pour réformer la loi de 1971 sur la formation professionnelle, le CNPF a fait une proposition qui a surpris, voire irrité, les organisations syndicales.

Il a en effet préconisé la création d'une formule de « contrat d'insertion professionnelle » (CIP), qui viendrait remplacer les anciens SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), disqualifiés à la suite d'abus, et qui n'attirent plus, après les mesures de « moralisation », que quelques milliers de bénéficiaires, jeunes sans formation pour le plupart.

Dans le projet initial, les CIP seraient ouverts aux moins de vingt-cinq ans, sans condition de diplôme, l'idée étant que rien ne vult le contact avec l'entreprise pour faciliter l'intégration professionnelle. Au passage, cette solution permettrait de retrouver une continuité - voulue par les partenaires sociaux avec l'accord de

1983, qui institua la formation en alternance - entre les différentes mesures. Elle éviterait des modifications des entrants d'adaptation, et surtout des coûts de qualification, à leur tour déformés de leur objet d'origine.

Contrat de formation en alternance

Les organisations syndicales se sont toutes inquiétées de la réapparition d'un équivalent des SIVP et craignent que les employeurs ou les pouvoirs publics ne tombent à nouveau dans les mêmes travers. FO se montre plus économe mais souhaite des restrictions sur l'âge et les conditions d'accès à un tel contrat.

La CFDT a présenté officiellement sa proposition d'un contrat de formation en alternance destiné aux débutants. D'une durée de dix-huit mois, le dispositif serait financé par l'Etat (charges sociales), l'entreprise (salaire) et l'UNEDIC (formation).

A. Le

Le patronat demande le réexamen de la formule d'abonnement santé chez les généralistes

M. Jean-Louis Giral, président de la commission des affaires sociales du CNPF, a indiqué, dans une interview aux Echos du jeudi 28 mars, qu'il souhaitait que le dossier relatif à l'abonnement entre patients et généralistes « soit ouvert dès la mise en place du nouveau conseil d'administration » de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés. En réponse à M. Claude Evin, ministre de

la santé, qui l'avait accusé, la veille, de « double langage » sur la maîtrise des dépenses de santé, M. Giral a réaffirmé que cette question ne serait pas réglée « sans agir simultanément sur l'offre et la demande ». « Or le ministre n'a qu'un souci, estime-t-il, frapper l'offre et principalement l'offre du secteur privé. M. Giral avait mal commenté le gouvernement pour éviter une hausse des cotisations, y compris de la CSG ».

Aux élections aux conseils d'administration

L'ensemble des syndicats de la Poste et France Télécom progressent

Encore incomplets, puisqu'ils ne portent que sur 94,63 % des inscrits, les résultats provisoires de l'élection des premiers administrateurs salariés à la Poste et à France Télécom ont de quoi satisfaire les cinq organisations syndicales représentatives au plan national, qui pouvaient seules présenter des candidats. Toutes enregistrent une progression, la plus forte revenant à la CFDT avec + 4,53 points et 29,08 % des voix. La CGT,

qui obtient 36,44 % des suffrages (+1,44 point) et FO, qui atteint 24,05 % (+3,69 points), toutes deux opposées à la réforme, ont lieu d'être satisfaites. Il en va de même pour la CFTC, qui connaît une croissance de 0,64 point avec 7,10 % des voix, et pour la CGC, en hausse de 2,60 point avec 3,36 %. La participation a été très forte, le 26 mars, avec 85,87 % de votants pour un collège électoral de près de 490 000 salariés.

La réunion de la commission des comptes de la nation

Suite de la page 25

Ce résultat serait obtenu grâce à une contraction du déficit énergétique et à une stabilisation du déséquilibre de la balance des produits industriels. De même que les investissements des grandes entreprises nationales compenseraient en partie cette année le ralentissement des dépenses d'équipement de l'industrie privée, la forte progression des ventes d'Airbus en 1991 (150 ou 160 appareils contre 84 en 1990) viendrait à point nommé stabiliser les échanges de biens manufacturés.

Cent mille créations d'emplois seulement

Malgré les espoirs mis dans une prochaine accélération de la croissance économique, le rythme des créations d'emplois se ralentirait fortement cette année. Elles ne seraient plus que de 100 000 contre 220 000 en 1990 et 300 000 en 1989. Les prévisions gouvernementales sont muettes sur l'évolution du nombre des nouvelles mesures économiques ou sociales, le chiffre de 100 000 pour les créations d'emplois est largement insuffisant pour empêcher le chômage d'augmenter, compte tenu principalement d'un solde démographique qui avoisine les 150 000 chaque année (entrée de 700 000 jeunes sur le marché du travail, départ de 500 000 personnes).

La plus positive peut-être dans les prévisions gouvernementales pour 1991 et 1992 est un certain main-

tien des équilibres, ou plus exactement l'absence de tout risque grave de dérapage. Les salaires progressent globalement un peu trop vite (3) en regard du progrès de la productivité; les prix de détail risquent d'augmenter plus vite que prévu, du fait d'un dollar en hausse rapide, qui va renchérir les prix des importations (un cours moyen de 5,50 francs a été retenu en 1991 et 1992), et ce malgré la baisse des cours du pétrole, qui pourrait être plus forte que prévu (avec un baril à 20 dollars).

Mais tout cela ne remet pas en cause la politique de franc fort défendue par le gouvernement. Il faudra cependant voir, fin 1991, si les déficits publics (budget de l'Etat et Sécurité sociale) se stabilisent bien, comme l'annonce le gouvernement. Il y faudrait un sérieux effort de compression des dépenses publiques et sociales (loin d'être accompli), puisque parallèlement le taux des prélèvements obligatoires augmenterait pas, ce qui exacerbe a priori toute hausse importante des impôts et cotisations.

Quoi qu'il en soit, s'il dépasse les prévisions officielles, le taux d'inflation ne devrait guère être supérieur à 3 % cette année. Et le Crédit lyonnais n'hésite pas à pronostiquer un rythme de hausse des prix plus faible en France qu'en Allemagne à partir de juillet prochain. Le gouvernement ne dit pas s'il fait sienne cette hypothèse.

ALAIN VERNHOLLES

(3) La progression du salaire moyen par tête serait de 4,7 % en 1991 et 4,2 % en 1992 après + 5,2 % en 1990.

Valeo réussit à maintenir les deux tiers de ses profits

Atteint par la crise des ventes d'automobiles, le groupe Valeo, premier équipementier français, a vu son bénéfice net se réduire en 1990 mais a réussi à le maintenir à 603 millions de francs, contre 936 millions l'année précédente. La progression du chiffre d'affaires de 10 %, à 20,2 milliards de francs, s'explique par l'intégration des acquisitions faites en 1989. A structure égale, il reste inchangé, ce qui cache une hausse au premier semestre et une baisse au second : au quatrième trimestre, les ventes ont chuté de 8 %.

Valeo a commencé dès l'an passé à se restructurer sans hésitation, en cédant pour 1,2 milliard de francs d'activités « non stratégiques », représentant des effectifs de 3 000 personnes. Ces cessions ont donné des plus-values, qui ont compensé les provisions faites pour des restructurations à venir : la fermeture de cinq sites. Car M. Noël Goutard, PDG du groupe, s'attend de reprise que dans la seconde partie de 1991.

Filière du groupe De Benedetti, qui détient 35,2 % du capital et 39,5 % des droits de vote, Valeo devrait faire l'objet d'un nouveau tour de table puisque le pacte constitué en 1986 pour faire contre-poids à l'homme d'affaires italien (CGIP, Paribas, IAP...) démantèlement 23,2 % est caduc. Valeo propose un dividende de 6 francs par action (9 francs avec l'avoir fiscal), contre 9 francs l'an dernier.

Pierre Bercot ancien PDG de Citroën est mort

Ancien PDG de Citroën, Pierre Bercot est décédé mardi 26 mars à Paris. Né à Paris le 12 juillet 1903, il a dirigé Citroën au temps de la 2 CV, de la 11 et de la DS, les modèles qui ont fait la splendeur de cette société. Diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales et docteur en droit, Pierre Bercot était entré en 1937 dans la firme aux deux chevrons pour s'occuper de la fabrication et de l'organisation des ateliers. En 1950, il est nommé PDG le 27 juin 1968. Il avait quitté ses fonctions en janvier 1971. Pierre Bercot est l'auteur de trois ouvrages : *Vieillesse du prince, Jeune cité sans démocratie et le Petit Livre bleu*.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Reas. : 45-55-91-82, poste 4330

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكمان النجل

Le groupe Hersant achète « le Bien Public » de Dijon

La nouvelle expansion du groupe Hersant pose au moins deux questions. La première, traditionnelle, concerne son financement, car M. Hersant est à la tête d'un groupe aux fonds propres réduits et aux bénéfices affibés très minces (son navire-amiral la Socopresse dégageait, en 1989, 21 000 francs de bénéfice pour 3,5 milliards de chiffre d'affaires). La seconde est plus prospective : quelle sera la prochaine cible ? Le *Republicain lorrain* lui-même, dans le prolongement de l'axe Lyon-Dijon-Nancy ? Voir plus à l'est, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, si le groupe Hachette renvoie l'ascenseur à celui qui lui a permis d'entrer dans la Cinq ?

S'il n'hésite pas à prendre ces mesures, M. Bourges pourrait présenter à la mi-1991 un plan de restructuration comprenant une réduction des charges de fonctionnement (heures supplémentaires, pigistes, mais aussi suppressions d'emplois). La CFDT a réagi par avance à cette éventualité en «récusant toute mesure décidée *a priori*» et en demandant la convocation immédiate des comités d'entreprise. Le syndicat rejette la responsabilité de la situation sur l'Etat actionnaire et le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

M. Bourges peut compter sur quel-

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Au sein de la SARL Le Monde comme dans ses deux filiales le Monde Imprimerie et Le Monde Publicité, le budget 1991 se traduira par la mise en place d'un programme d'économies de dépenses dans tous les secteurs et une diminution globale des effectifs. Un plan social concernant la SARL sera présenté au comité d'entreprise le 12 avril.

Pour l'année 1991, en l'absence de nouvelles levées d'options anticipées et sans imprévu, le résultat devrait diminuer légèrement compte tenu, notamment, de la soumission partielle à l'impôt sur les sociétés des bénéfices provenant de la location simple.

... et vous apportera le monde en profondeur. Notre perspective unique et notre contenu hebdomadaire jusqu'à 50 % du prix kiosque, abonnez-vous tout de suite.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENEFIM

Le conseil d'administration de GENEFIM, réuni le 20 mars 1991, sous la présidence de M. Alain LAMBOLEY, a arrêté les comptes de l'exercice 1990. Les engagements signés en 1990 ont atteint 719 millions de francs, en progression de 18 % par rapport à la production de l'exercice précédent. Ils se répartissent entre des opérations de crédit-bail pour 463 millions de millions de francs et des investissements locatifs pour 256 millions.

La recherche de meilleures perspectives de valorisation pour ce qui concerne les investissements patrimoniaux, a conduit GENEFIM, en 1990, à privilégier les acquisitions en région parisienne (80 % de ses investissements) et à investir dans les immeubles de bureaux (70 % de ses nouveaux engagements).

Les recettes locatives de l'exercice sont de 435,8 millions de francs, en hausse de 14 % par rapport à celles de 1989. Les amortissements représentent un montant de 126,5 millions de francs.

Le résultat net de l'exercice ressort à 137,4 millions de francs contre 116 millions de francs en 1989, marquant ainsi une progression de 18,5 %.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale mixte des actionnaires, qui se tiendra le 22 mai 1991 à 11 heures, de fixer le dividende à 30 francs par action, soit + 5 % par rapport à celui de l'exercice 1989.

Il sera également proposé à l'assemblée générale de GENEFIM d'étendre son activité à la réalisation d'investissements à l'étranger, pour élargir le champ de ses possibilités et profiter ainsi de la valorisation de certains marchés européens.

Enfin, le conseil d'administration de GENEFIM a pris la décision d'exercer l'option pour le maintien de son statut de SICOMI, conformément à la loi de finances 1991.

Gfii GROUPEMENT FRANÇAIS POUR L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 mars 1991 sous la présidence de M. Jacques RUECON pour examiner les comptes de l'exercice écoulé, prendre connaissance de l'activité et envisager le développement de la société.

RÉSULTATS

Les loyers et indemnités se sont élevés à 172,5 millions de francs, en réduction normale du fait des importantes cessions d'immeubles effectuées. Le résultat courant s'est établi à 128,8 millions de francs en augmentation de 5,06 %. Le bénéfice net, comprenant un montant de plus-values de cessions nettes de 125,8 millions a été arrêté à la somme de 255 284 000 francs. Hors plus-values de cessions, la hausse est de 5,47 %.

DIVIDENDE

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende unitaire de 21,50 francs.

PATRIMOINE

Les opérations de réajustement du patrimoine se poursuivent. D'ores et déjà, la part des immeubles situés à Paris, et région parisienne exprimés en valeurs, a atteint 50 % ; la part des immeubles situés à Lyon et région lyonnaise représente 30 %.

DÉVELOPPEMENT

Le conseil d'administration a décidé, ce jour, d'entreprendre l'étude d'un rapprochement avec le GFC, Groupe pour le Financement de la Construction, devant aboutir à une fusion au cours de l'exercice 1991.

EUROMARCHÉ

Le conseil d'administration s'est réuni le 22 mars 1991 sous la présidence de M. Antoine Bernheim en vue d'examiner et d'arrêter les comptes de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'est élevé à F 19 846 979 928 contre F 18 960 303 850 en 1989 pour la société Euromarché et à contre F 25 308 789 000 contre F 24 200 395 000 en 1989 pour Euromarché consolidé.

Par activité, les progressions de chiffres d'affaires à surfaces non comparables sont :

Hypermarchés : + 3,5 %
Bricolage : + 11,7 %
Restauration : + 10,6 %

Les comptes de l'exercice 1990 se traduisent par un bénéfice net comptable consolidé, part du groupe, de F 5 512 000 contre une perte nette comptable de F 59 405 000 en 1989 ; ses différentes composantes (en milliers de francs) se présentent comme suit :

	EUROMARCHÉ	EUROMARCHÉ CONSOLIDÉ
	31.12.90	31.12.89
Bénéfice exploitation	276 584	269 310
Résultat courant	147 267	175 815
Résultat exceptionnel	- 96 040	- 52 871
Participation	0	2 032
Impôts différés	628	6 604
Résultat net comptable	+ 50 599	+ 84 508
- Minoritaires		+ 5 512
- Groupe		- 59 405

Les principaux éléments exceptionnels de cet exercice ayant en une incidence sur le résultat net sont :

- l'ouverture des magasins de Liège et Porto pour 43,9 millions de francs incluant l'annulation à 100 % des frais d'établissement ;
- le déinvestissement de Cherbourg produisant un effet positif de 13,2 millions de francs ;
- et l'effet négatif CODEC/SOCADIP de 20 millions de francs.

Euromarché a également exploité les possibilités offertes par la loi de finances 1990 permettant l'amortissement du prix d'acquisition des contrats de crédit-bail en cours (Sudach), soit une incidence négative sur l'exercice de 8,1 millions de francs.

La capacité d'autofinancement d'Euromarché a représenté pour la société 349,3 millions de francs, soit 1,76 % du CA HT et 41,1 % des fonds propres. L'investissement de crédit-bail inclus, soit 2,09 % du CA HT, et pour le groupe, 498,4 millions de francs, soit 1,97 % du CA HT et 589,4 millions de francs d'investissement de crédit-bail inclus, soit 2,33 % du CA HT.

Sur le plan financier, il se fait ressortir que le fonds de roulement de la société Euromarché est positif de 770,7 millions de francs et de 220,5 millions au niveau du groupe dégageant une amélioration de 274,7 millions de francs sur l'exercice précédent. Les capitaux propres sont respectivement de 937,3 millions et 761,2 millions de francs.

Cet exercice a vu l'ouverture d'Euromarché d'ouvrir 4 nouvelles unités créées par une filiale à Paris-Bercy (groupe Colis), à Fontaine-le-Comte (Poulain) et à Arcueil (groupe Bresson), à Pointe-à-Pierre (groupe Hayot), et 2 nouvelles unités créées par Euromarché en association avec le groupe Espirito Santo à Lisbonne et Porto.

Un magasin Brionema a été ouvert à Saint-Clement-la-Rivière (Montpellier) par notre filiale Eurolibris, qui a, par ailleurs, poursuivi la reconstruction de son parc de magasins en procédant à la cession ou à la fermeture de 9 unités, ses filiales ouvrant 2 unités, l'une à Verdun et l'autre à Sainte-Croix (de la Réunion).

7 sociétés ont été créées en reprises au cours de cet exercice par notre filiale Eris Restauration, dont 2 par des affiliés et en partenariat avec notre affilié portugais.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 11 juin 1991 à 11 heures au siège de la société à Paris-Montparnasse, d'arrêter les comptes de l'exercice et de reporter à nouveau la totalité des réserves d'Euromarché SA et par suite de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 1990.

GFC GFII

Les conseils d'administration des sociétés :

GFC, Groupe pour le Financement de la Construction, et GFII, Groupe pour l'Investissement Immobilier, réunis le 21 mars 1991, ont décidé le principe d'un rapprochement devant aboutir à une fusion au cours de l'exercice 1991, sous réserve des autorisations des autorités de tutelle. La nomination d'un commissaire aux apports et d'un commissaire à la fusion sera demandée au président du tribunal de Commerce. Les modalités de l'opération seront communiquées dans la première quinzaine d'avril 1991 et soumises à l'approbation des assemblées des actionnaires.

ECUREUIL TRIMESTRIEL

SICAV OBLIGATAIRE

pour compléter vos revenus chaque trimestre

CLÔTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1990

Le Conseil d'administration, réuni le 13 février 1991, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 28 décembre 1990. Ils seront présentés, pour ratification, à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 18 avril 1991.

POLITIQUE DE GESTION EN 1990

Malgré les fluctuations importantes du marché obligataire, la gestion active du portefeuille de la Sicav a permis d'obtenir un rendement de plus de 8 %. La spécificité d'Ecureuil Trimestriel est de poursuivre un double objectif : protéger le capital investi pour un placement de moyen/long terme (3 à 5 ans minimum) et offrir chaque trimestre un revenu régulier connu à l'avance.

MONTANT DES ACOMPTES TRIMESTRIELS EN 1991

Le revenu trimestriel de 40 F net par action payé en 1990, est maintenu pour les versements de février, mai, août et novembre 1991.

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis

ou 28.12.90 :

• depuis la création (2.01.89) : + 13,48 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

• en 1990 : + 8,11 %

GFC

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Résultats 1990

Le Conseil d'Administration du GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION, réuni le jeudi 21 Mars 1991 sous la présidence de Monsieur Roger PAPAZ, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Le patrimoine de la société, qu'il s'agisse d'appartements, de bureaux ou de commerces, est entièrement occupé.

La société a poursuivi activement sa politique de rééquilibrage de son patrimoine en vue d'atteindre la limite des 25 % de surfaces de bureaux et locaux commerciaux autorisée par la réglementation.

La vente d'appartements dans les résidences de Chilly-Mazarin, Massy-Le-Lac, et Argenteuil s'est poursuivie à un rythme soutenu en 1990 et a concerné 130 lots.

Les investissements dans les programmes de bureaux, précédemment engagés ont été poursuivis : l'immeuble de la rue d'Amsterdam, à Paris, a été livré dans le courant de l'année 1990 après avoir fait l'objet d'une rénovation complète. Les immeubles d'Issy-Les-Moulineaux (5.400 m² utiles) et de Suresnes (2.700 m² utiles) seront livrés en 1991.

Les recettes locatives se sont élevées à F 161,7 millions. Les charges s'élevaient de leur côté à F 147,5 millions, dont F 53,5 millions au titre de l'entretien du patrimoine.

Le bénéfice de l'exercice s'est établi à F 136,5 millions, en hausse de 7,4 % par rapport à l'exercice précédent, alors que le bénéfice hors plus-value s'est établi à F 106,9 millions, en hausse de 5,17 %.

Le Conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires de distribuer un dividende de 24 F par action contre 22,75 F pour l'exercice précédent (+ 5,5 %).

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a décidé le principe d'un rapprochement avec le G.F.I.I. devant aboutir à une fusion au cours de l'exercice 1991.

IMETAL

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le conseil d'administration de la Société de la Tour Eiffel s'est réuni le 21 mars 1991 et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Pendant cet exercice, la Société a poursuivi l'alignement de son portefeuille en vue de réduire sa dépendance des marchés boursiers et de procéder à des investissements nouveaux à meilleure rentabilité, bien conformes à sa vocation de holding.

Néanmoins, la baisse des cours sur les principales places a provoqué des moins-values, ou rendu nécessaires des provisions, qui ont pesé sur ses résultats. De ce fait, le bénéfice net comptable de la Société a été ramené à F 289.922 contre F 931.465 en 1989. Dans ces conditions, le conseil proposera à la prochaine assemblée générale d'affecter le bénéfice en totalité au report à nouveau.

Parallèlement à la réduction de son portefeuille de titres cotés en Bourse, la Société de la Tour Eiffel a fait des investissements nouveaux, notamment en prenant une participation de 42 % dans le capital de la Société du Parking de la Gare du Nord, qui doit apporter dès 1991 une rentabilité appréciable. En outre, diverses plus-values d'ores et déjà réalisées permettent de prévoir une reprise du dividende au titre de l'exercice en cours.

Par ailleurs, le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale l'absorption de la Société Sogimob, dans laquelle la Société de la Tour Eiffel détient la quasi-totalité du capital. Sogimob dont les fonds propres s'élèvent à F 11.376.940, a une activité essentiellement financière et d'importantes liquidités. Cette fusion renforcera opportunément les fonds propres et les moyens d'intervention de la Société de la Tour Eiffel.

Aux termes d'un accord qui vient d'être conclu IMETAL et ASEA

Brown Boveri (ABB), et sous réserve d'approbation par les autorités compétentes des États-Unis, IMETAL doit acquiescer la société DRY BRANCH KAOLIN, ancienne division de GEORGIA KAOLIN.

DRY BRANCH KAOLIN est l'un des principaux producteurs américains de kaolin de haute qualité destiné à l'industrie papetière ainsi qu'aux industries chimiques et céramiques.

La société dispose en Géorgie d'une usine moderne en cours d'expansion et de réserves importantes à haute teneur en kaolin. Elle emploie 420 personnes et doit réaliser en 1991 un chiffre d'affaires d'environ 80 millions de dollars.

Grâce à cette acquisition, venant après celle de CE Minerals au cours de l'année 1990, IMETAL poursuit l'objectif de faire de sa branche « matériaux industriels », à côté des matériaux de construction, un élément significatif de ses activités et de son développement.

ECUREUIL INVESTISSEMENTS

SICAV ACTIONS FRANÇAISES

pour vos placements sur les grandes valeurs de la cote

CLÔTURE

DE L'EXERCICE COMPTABLE 1990

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 13 février 1991 sous la présidence de Monsieur Lucien Lavigne, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 28 décembre 1990.

Conformément aux nouveaux statuts adoptés le 3 avril 1990, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 17 avril 1991, de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis

ou 28.12.90 :

• depuis la création (15.09.87) : + 25,21 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

• en 1990 : + 12,49 %

Le Monde AFFAIRES

La marche polonaise des privatisations

Plus de 130 000 Polonais ont acheté des actions des cinq premières grandes sociétés d'Etat mises en vente. Des milliers de petits commerces ont été cédés au secteur privé. Premiers succès, mais aussi nouvelles difficultés

VARSOVIE
correspondance

APPRENDIS la force de son argent ! Pendant plus d'un mois, la télévision, la radio et la presse polonaises ont martelé ce slogan publicitaire. Les files d'attente, qui avaient disparu - en presque - du paysage polonais, se sont à nouveau allongées pour saluer un nouvel arrivage, atypique : celui d'actions d'entreprises polonaises. Devant les guichets des banques (la Bourse n'existant pas encore réellement), des dizaines de milliers de Polonais se sont précipités pour acheter des titres des cinq premières entreprises polonaises privatisées : Exbud (ingénierie-bâtiment), Tensil (électronique), les Verres de Krosno, le fabricant d'imperméables Prochnik et les Câbles de Slask. Un début qui laisse bien pressager de l'avenir, mais qui ne masque pas, aux yeux des dirigeants comme des conseillers étrangers, l'ampleur de la tâche et les difficultés qui restent à surmonter pour que se développe un réel secteur privé.

Pionnière à l'Est, la Pologne a été le premier pays à adopter, dès le 13 juillet 1990, une loi sur la privatisation. Gigantesque programme. Le nouveau gouvernement prévoit la poursuite de la transformation des entreprises en sociétés par actions détenues par le Trésor, puis la privatisation de grandes entreprises (500 environ) par le biais d'offres publiques ou de vente de blocs d'actions à des investisseurs étrangers ou privés. Sept nouvelles offres publiques sont prévues en avril. Des milliers d'entreprises plus modestes (transport, construction, etc.) seront aussi mises en liquidation et transformées en unités plus petites, soit par la vente d'une partie de leurs actifs, soit par la procédure de leasing, soit encore par la vente de la totalité de l'entreprise. Le programme met l'accent sur la « petite privatisation » et sur l'actionnariat populaire, c'est-à-dire la distribution de bons (vouchers) de privatisation à tous les citoyens. Il prévoit aussi la création de fonds communs de placement et l'ouverture d'une Bourse des valeurs, dans l'ancien immeuble du comité central, en juin 1991. Le succès d'un tel plan dépendra naturellement de l'accueil que lui réservera la population. Pour l'instant, il semble favorable.

Un exemple : M. Rogalski. Fondateur retraité, il a investi toutes ses économies dans une privatisation : pour 10 millions de zlotys (environ 6 000 francs), il a obtenu



10 blocs d'actions. Soit l'équivalent de 9 salaires mensuels. « J'espère avoir les dividendes plus élevés que les intérêts dans la Caisse d'épargne », explique-t-il. Il a lu le prospectus d'Exbud et il l'a choisi, car il a été séduit par son directeur, manager à l'occidentale, qui gère jusqu'à présent sept bureaux à l'étranger. A l'instar de M. Rogalski, les Polonais ont été 130 000 à utiliser une partie de leurs économies (350 milliards de zlotys) pour l'achat d'actions de sociétés privatisées (4 330 000 actions). Dans chacune des cinq premières opérations, la demande a toujours dépassé l'offre. Dans le cas d'Exbud, pour 450 000 actions offertes, 576 000 avaient été demandées, 28 % de plus donc. C'est un bel espoir pour la future Bourse, mais peut-être une déception pour les tout nouveaux actionnaires, principalement motivés par des dividendes qui seront longs à se concrétiser.

Comme de l'argent à la banque

« Les Polonais s'imaginent qu'acheter des actions c'est la même chose que de mettre de l'argent à la banque », explique M. Viktor Kubiak, propriétaire de la société privée Batax. M. Kubiak représente la nouvelle race des hommes

d'affaires polonais : les sponsors. Il vient d'investir 1 million de dollars pour monter le premier music-hall privé. Il a surtout prêté des fonds à Exbud et acquis 6 % des actions de cette société. Il n'a aucune envie de devoir négocier avec des petits porteurs imprévisibles. Pour l'instant, il est vrai, les privatisations sont perçues à Varsovie par une partie de la population comme un jeu de loterie. Et le gouvernement n'est pas toujours, à ce sujet, très bien compris des Polonais.

Pour sa part, le nouveau ministre des privatisations, M. Janusz Lewandowski, est plutôt optimiste : « La première privatisation a été un grand succès, dans la mesure où c'est une nouveauté pour les Polonais », affirme-t-il. Mais les futures privatisations devront surtout miser sur les investisseurs stratégiques. Les cabinets internationaux d'audit (Rothschild, Ernst and Young, Coopers and Lybrand et d'autres qui travaillent pour le ministère) sont du même avis : depuis l'entrée en vigueur de la loi du 13 juillet 1990 sur les privatisations, cinq mois et demi seulement se sont écoulés avant la vente des premières actions. La Pologne est l'unique pays de l'Est qui a complètement fixé le cadre juridique de ses privatisations : transformation en sociétés par actions dé-

nues par le Trésor, puis offre publique ou vente d'une partie de l'ensemble des actifs à un investisseur stratégique.

Ce processus se poursuit : une centaine d'entreprises se bousculent déjà dans l'antichambre du ministère des privatisations. Une soixantaine d'entre elles ont déjà été transformées en sociétés par actions détenues par le Trésor. Le ministre, M. Lewandowski, vient de signer un accord pour la mise en liquidation de 136 entreprises d'Etat, dont les actifs seront vendus ensuite.

Aux milliers de petits actionnaires, le nouveau gouvernement semble cependant vouloir préférer les gros investisseurs, ceux qui seront prêts à s'engager fermement dans la stratégie des privatisations. Ainsi, le pouvoir ne cache pas son intention de privilégier ceux que l'on appelle, à l'ouest, les investisseurs institutionnels. Vesta, une jeune société d'assurances privée polonaise, a ainsi pu acheter 20 % des actions de Prochnik. Autre catégorie d'investisseurs que Varsovie compte courtiser dans la mise en œuvre de son programme de privatisations : les sociétés étrangères. D'ores et déjà, elles peuvent acheter 10 % des actions d'une entreprise. Avec l'accord du ministère, elles peuvent monter jusqu'à 80 % du capital d'une

entreprise privatisée. Philips a ainsi racheté 51 % de l'usine de production d'ampoules à Pila. Bodoit Corporation, société américaine, a racheté, « clé en main », 80 % de l'entreprise de production de machines à papier Fampa (839 employés) pour 7 millions de dollars, avec obligation d'investir 15 millions de dollars en sept ans. Les 20 % restant sont réservés pendant un an et à moitié prix, au personnel de la société. Marian, l'un des 2 600 ouvriers de Prochnik, échangera sa prime sur le bénéfice, versée sous forme d'obligations d'Etat, contre des actions. Moderne, exportatrice annuelle de 170 000 imperméables - Prochnik est une des rares usines de Lodz qui fonctionnent relativement bien. Dans toutes les sociétés privatisées, les salariés ont consacré leurs primes pour devenir actionnaires de leur entreprise.

Les coupons seront lancés en juin

Les navires y sont favorables aux privatisations parce que les entreprises d'Etat ne peuvent pas augmenter les salaires, à cause d'un impôt sur l'augmentation de la masse salariale, véritable bête noire des syndicats. Cette taxe instaurée par le vice-premier ministre, M. Leszek Balcerowicz, a pour objectif de lutter contre l'inflation et incite les entreprises à se privatiser : dans le secteur privé, l'augmentation des salaires est libre.

Les Boucheries d'Inowroclaw ont donc fait le pas décisif, sans attendre des investisseurs étrangers, au lieu d'une offre publique : l'entreprise a été entièrement rachetée par ses salariés. « 334 salariés ont payé 5,4 milliards de zlotys avec des chèques certifiés. Le solde, soit 24,6 milliards, sera converti en dette envers le Trésor et payé en versements prévus sur les futures bénéfices de la société. 72 personnes ont emprunté à la banque et remboursent maintenant 200 000 à 500 000 zlotys par mois », explique le directeur, M. Andrzej Makowski. Il a donné le bon exemple en achetant 131 parts. Il a contracté un crédit personnel de 21 millions. Mais, aujourd'hui, il s'inquiète du taux d'intérêt bancaire, qui est passé de 34 % à 55 %. Pendant ce temps, les canons de cette solution se réajustent. « Pendant quarante-cinq ans la classe ouvrière était propriétaire des moyens de production et elle n'a réussi à ruiner le pays », disent les ultralibéraux.

Mais où trouver les futurs propriétaires si les ressources de toute la population suffisent à peine à

acheter 1,5 % de l'ensemble ? En juin, M. Lewandowski compte lancer les fameux « coupons », attribués à tous les citoyens et permettant d'acquiescer des actions des entreprises privatisées. Cette idée, dont il est l'auteur avec l'économiste Schonburg, a été adoptée par les Tchèques, qui seront probablement les premiers à l'appliquer.

A ceux qui craignent l'éparpillement des actions, la spéculation et le désordre, M. Lewandowski répond que les fonds communs de placement qui sont créés en ce moment se chargeront de choisir le meilleur investissement pour leur client. Si les coupons se représentent en effet aucun capital réel, ce procédé permet de privatiser au plus vite le plus grand nombre d'entreprises, de dédommager les anciens propriétaires, d'éviter les problèmes de restitution et de donner aux Polonais le goût du marché des capitaux.

Plus d'un million d'entrepreneurs privés (!) ont de toutes façons déjà fait leur choix et investi leur argent pour leur propre aventure. La nouvelle liberté d'entreprendre et la convertibilité interne du zloty ont provoqué un véritable boom de la création d'entreprise. Vingt-quatre toutes nouvelles banques privées croissent sous les demandes de crédit ; une des nouvelles sociétés d'assurances, Vesta, déclare qu'elle n'en peut plus ; trop de clients, de quoi faire plier les assureurs occidentaux. Le petit commerce est en vogue de privatisation : dans le centre de Varsovie, 60 % des magasins ont déjà leurs propriétaires privés. A ce jour, 60 000 magasins ont été vendus par l'Etat. Du jour au lendemain, les étalages lèvent le nez et les places aux mannequins de Nescafé, chocolats Mars, yaourts allemands et autres vins italiens.

Le prix du mètre carré de bureaux et de commerces, désormais fixé par les communes, les municipalités et les propriétaires privés, s'envole : 1 000 dollars (5 000 francs) le mètre carré à l'achat dans le centre de Varsovie ; de 25 à 40 dollars en location. A titre de référence, le salaire moyen s'élève approximativement à 130 dollars. Le nouveau premier ministre, M. Krzysztof Bielecki, promet d'accélérer la petite privatisation. « Elle doit être la clé du succès de la construction de l'économie de marché », dit-il. Derrière la reconstruction et les privatisations se profile une menace : le chômage. Il y a déjà en Pologne un million de sans-emploi (6 % de la population active). Le nombre des actionnaires augmentera-t-il, à Varsovie, plus rapidement que celui des chômeurs ?

ANNA-KASHIA NATYS

A Prague, un ancien ministre communiste roule pour General Motors

Ex-membre du parti, M. Andrej Barcak représente désormais le numéro un américain de l'automobile en Tchécoslovaquie. Malgré son échec avec BAZ, qui vient de signer avec Volkswagen, il voit pour GM un avenir radieux à l'Est

PRAGUE
correspondance

PLUTOT absent des médias de son pays depuis qu'il a quitté, en juin 1990, la fonction de ministre du commerce extérieur, M. Andrej Barcak, aujourd'hui représentant de General Motors en Tchécoslovaquie, n'a rien du personnage de la « stara srubina » (la nomenclature communiste du pays) tel qu'on l'imaginait. Il a pourtant un « passé » chargé. Son père, Andrej Barcak, fut déjà ministre du commerce extérieur de 1970 à 1981, l'un des hommes de la normalisation qui suivit le printemps de Prague, et fut ensuite ambassadeur en Hongrie avant de s'écrouler en 1984.

Le jeune Andrej, aujourd'hui âgé de quarante-quatre ans, a lui aussi, eu une carrière politique. Membre du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), il fut nommé au poste de ministre du commerce extérieur en décembre 1989, où il ne devait rester qu'une semaine dans le gouvernement de M. Ladislav Adamcok, avant d'être reconduit dans le premier gouvernement de M. Marian Cella jusqu'aux élections de juin 1990. Une fois consacré la victoire

du Forum civique et du Public contre la violence (VPN), M. Barcak a refusé de quitter le PCT pour garder son poste, car il n'avait ni « le désir de rester ministre ni de retourner au vestiaire », comme d'autres, explique-t-il aujourd'hui.

Les sept mois passés au ministère du commerce extérieur ont été, selon lui, « un travail d'enfer, très dur mais très intéressant ». Il eut à préparer la libéralisation du commerce extérieur, qu'il a voulu limitée dans un premier temps, ce qui lui a valu d'être critiqué ; mais il persiste à croire que c'était nécessaire dans une période de transition vers l'économie de marché.

Au chômage pendant quarante jours, M. Andrej Barcak put choisir entre trois offres. L'ancien ministre communiste, expert en automobiles, devait finalement se laisser séduire par celle de General Motors. Slovaque, M. Barcak parle couramment le tchèque, l'anglais et le roumain (sa femme est roumaine). Entre autres langues... Après des études à Košice (Slovaquie orientale) et à Prague, le jeune ingénieur automobile, qui a même participé à des rallyes, a travaillé dans la centrale de commerce extérieur Motokov. M. Barcak, qui parle très couramment et avec modestie de lui-même, dit être entré

au parti « sous la pression de son père ». Car l'entourage de celui-ci comprenait mal qu'il ne le fasse pas. Il ajoute d'un air à peine embarrassé qu'il était difficile, alors, de faire carrière autrement dans la Tchécoslovaquie normalisée.

Des règles claires pour les investisseurs

Après avoir travaillé dans le département technique de Motokov, M. Barcak a vécu pendant trois ans en Grande-Bretagne, où il officiait comme directeur technique de l'importateur de Skoda. Puis il revint dans son pays diriger les ventes chez Skoda avant de repartir aux Etats-Unis pour deux ans vendre des tracteurs Zetor (3 % du marché américain), des pneus Bara, des motos Jawa (très prisées, selon lui, avant la vogue des motos japonaises) et des mobylettes Babetta. Retour ensuite à Prague où il est nommé directeur général de Motokov jusqu'à sa promotion au poste de ministre. « Probablement une tentative de la part du PCT de sauver sa situation », confie-t-il. « Je les critique tous le temps, ils m'ont dit de montrer ce dont j'étais capable », ajoute-t-il.

M. Barcak, respecté dans son pays pour ne s'être pas comporté en

opportuniste, a quitté le PCT depuis qu'il travaillait chez General Motors, mais précise qu'il n'a subi aucune pression de la part des Américains. Aujourd'hui, comblé de travailler pour le numéro un mondial de l'automobile, il s'installe dans des bureaux encore en travaux, situés derrière l'imposant Palais de la culture. Il a passé la fin de l'an dernier à négocier pour GM un contrat avec la firme slovaque BAZ (Bratislavské Automobilové Zavody), avant que GM se retire du projet en février. Un mois plus tard, Volkswagen, qui a récemment acquis Skoda, signait avec BAZ. Ce « projet non réalisé » n'empêche pas GM d'avoir « encore un grand avenir en Tchécoslovaquie », dit-il.

Il pense à d'autres projets moins avancés que BAZ pour l'assemblage d'automobiles en Moravie et en Slovaquie, et pour lesquels « GM aura plus de temps ». Car si BAZ n'a pas abouti, c'est, selon M. Barcak, que les négociations ont « trop duré et que la firme slovaque n'avait pas discuté avec le gouvernement fédéral les points qui dépassaient sa compétence ». « GM a fait les frais d'avoir été le premier à proposer un grand projet d'investissement en Slovaquie », ajoute M. Barcak. Il a fallu clarifier beaucoup de points, et la partie slo-

vaque a été lente et incertaine. GM développe actuellement un réseau de vente pour ses voitures Opel en Tchécoslovaquie, en monnaie locale et en devises, et forme des techniciens et distributeurs. En un mois, GM a vendu plus de cent voitures, malgré les taxes prohibitives et un prix exorbitant pour les budgets locaux.

M. Barcak, qui compare volontiers son pays à l'Irlande ou au Portugal, estime qu'en Tchécoslovaquie « il manque une politique qui définit clairement les règles pour les investisseurs étrangers ». Pour inciter

les investissements importants, « il faudrait créer des conditions plus attractives que dans le reste de l'Europe », sinon « seuls de petits investisseurs seront attirés ». Si, au cours des négociations sur BAZ, la banque d'Etat a, selon lui, été très coopérative, le manque de coordination a empêché l'affaire d'être conclue, ce qui ne serait pas arrivé si des règles claires avaient été définies par catégories d'investisseurs. « Nul n'est prophète en son pays », doit penser ce Slovaque très à l'aise dans son nouveau rôle d'entrepreneur américain.

ANNE DASTAKIAN

MANIÈRE
DE VOIR 11

LE MONDE
diplomatique

PROCHE-ORIENT :
UNE GUERRE DE CENT ANS

108 pages

42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

PORTRAIT

Philippe Saigne
ou le très réaliste avocat
de Bernard Tapie

Pour un avocat d'affaires, on ne pouvait rêver meilleure école. Membre associé du cabinet Jean-Louis Borloo (30 millions de francs de chiffre d'affaires) et une cinquantaine de salariés, Philippe Saigne gère depuis dix ans les montages juridiques du repreneur Bernard Tapie. Il y a bâti son élégance cosmique et sa prospérité tranquille. Il y a acquis une expérience du contentieux et une habileté procédurière qui en font désormais la coqueluche de la place de Paris.

Intéressé par la reprise de la chaîne de distribution Montaur, Auchan lui avait confié l'audit juridique de l'affaire. Le financier Francis Lagarde l'a appelé pour l'aider à dénouer les problèmes complexes entourant la reprise de la chaîne d'agents de change Turfier-Ravet-Ry. Philippe Saigne suit, par ailleurs, de très près l'avenir de Tactur, Tarrallan, Donney et La Vie claire dont souhaite se débarrasser Bernard Tapie.

A quarante ans, ce personnage ténar et solide est bel et bien incontournable. L'homme qui navigue avec confort dans les redressements judiciaires débore avec passion un plan de cassation pour la très délicate société d'économie mixte de Plantecourt (Bouches-du-Rhône). Il régit avec Jean-François Hélin la reprise de l'information Concept par Altus France. Cet homme est devenu respectable, un soutien pour ce fils de militaire de carrière, bérénice de naissance et de tempérament qui n'a jamais supporté d'être traité d'affairiste ou de voyou.

Rusé plus que bageur, comme le note un observateur qui le connaît bien, Philippe Saigne n'a jamais non plus péché par idéalisme. Jugant la population pénale « statistiquement » et sans doute financièrement « pas très intéressante », le jeune étudiant en droit de Pau s'est dirigé très tôt vers le civil et le commercial. Sa première grosse affaire — menée en collaboration avec Jean-Louis Borloo à la fin des années 70 — consistait à défendre un bûcheron de chalandonnets.

C'est sur le dossier Tarrallan que Saigne a rencontré Tapie. Les deux hommes sont visiblement proches. Tapie a apporté à Saigne des affaires (les reprises de Look, M&M, Tactur, Wonder, La Vie claire, Donney et Adidas) et des conseils respectueux par des juristes belges et allemands et surtout un carnet d'adresses. Alain



Jeuseelmes, bras droit de Francis Lagarde, a longtemps côtoyé Philippe Saigne lorsqu'il était numéro deux chez Tapie.

Un souvenir cuisant

De tous les dossiers traités par le cabinet Borloo, le cas de Chapelle-Derbly laisse en tout cas le souvenir le plus cuisant à l'avocat d'affaires. Conseil du groupe suédois Modo, Philippe Saigne a dû s'incliner en 1986 face à la volonté des pouvoirs politiques de l'époque d'apporter la solution Pinault. « Sur les très gros dossiers, ne pas avoir de relais politiques peut être une sérieuse gêne. Nous n'en avions pas à l'époque. Aujourd'hui, Jean-Louis (NDLR : Jean-Louis Borloo) est maire de Valenciennes et député européen élu en 1989 sur la liste Veil) nous permet de combler en partie ce handicap. »

L'avocat vedette est en tout cas convalescent d'avoir, avec Jean-Louis Borloo et au même titre que Gilles Silbermann, ancien conseil de Pinault aujourd'hui retiré, contribué à l'épuration du milieu. « Nous essayons de nous mettre dans la peau du chef d'entreprise. Nous vendons notre connaissance des mécanismes juridiques, économiques et financiers. Nous n'avons jamais réglé une affaire grâce à une valise de billets bien placés ou à coups de diners au Rotary », enlève notre jeune avocat.

CAROLINE MONNOT

Mérédien qui rit, Mérédien qui pleure

La guerre du Golfe vue à travers deux hôtels de la chaîne française. L'un, celui de Dhahran, en Arabie saoudite, a connu une saison exceptionnelle. L'autre, celui de Koweït, finalement peu abîmé, est à la recherche de personnel et de clients

DHAHRAN

de notre envoyé spécial.

« L'UN dans l'autre, il ne faut pas se plaindre : les résultats seront très bons. » Heureux ! Georges Rispal ne le cache pas. Fatigué mais satisfait, le patron français de l'hôtel Mérédien de Dhahran n'est pas homme à se perdre en jérémiades. Depuis bientôt huit mois, l'hôtel ne déçoit pas. Cela suffit à son bonheur. Comme l'ensemble de cette province orientale de l'Arabie saoudite, base arrière de l'opération « Tempête du désert », le Mérédien, classé meilleur hôtel de la côte, a largement profité de la crise. Oubliés la peur, les problèmes de personnel, les difficultés d'approvisionnement, les alertes aériennes quotidiennes. A l'heure du bilan, seul compte le résultat et, des nombreux établissements de la région implantés au Moyen-Orient, tous surpassés par la chute du tourisme, celui de Dhahran est le seul à afficher de coquets bénéfices.

Jean qui rit, Jean qui pleure. A Koweït, l'atmosphère est moins rose. Certes, les dirigeants de la chaîne ont en, après la libération du pays, une bonne surprise : le Mérédien de la ville, qu'on croyait totalement brûlé, n'a somme toute subi que des dégâts superficiels. Les Irakiens, explique M. Rispal, n'ont pas eu le temps d'achever leur « travail ». Pressés par l'arrivée des Américains, ils se sont contentés d'enflammer deux bidons d'essence dans le hall avant de s'enfuir. Résultat : tout le rez-de-chaussée a été détruit mais la plupart des ébénistes restés intactes, à l'exception de quelques-unes que des tirs d'artillerie ont transpercées de part en part. Vu de l'extérieur, l'immeuble paraît condamné, mais contrairement au Sheraton voisin, totalement inutilisable, le Mérédien de Koweït devrait être rapidement remis en état.

Ce qui manque le plus, les employés

Ce qui ne veut pas dire que la réouverture en grande pompe, prévue pour le début d'avril, et qui devrait coïncider avec un voyage du ministre français du Commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, sera facile. Électricité, eau, téléphone, nourriture, fournitures courantes, tout manque à Koweït. Tout sera donc importé via Dhahran. Oubliés ses préoccupations ordinaires, M. Rispal s'occupe aujourd'hui en priorité du dédouanement et de l'expédition à Koweït d'un groupe électrogène de 8 tonnes et d'un standard électronique complet. Surtout, il doit organiser une noria de camions qui

alimenteront quotidiennement l'établissement koweïtien en eau et en nourriture et se chargeront du retour d'enlever les « eaux usées ».

Détails. Car ce qui manque le plus à Koweït, comme d'ailleurs dans toute la zone, depuis sept mois, ce sont les employés. Bangladais, Indiens, Pakistais, taillables et corvéables à merci, qui constituaient le gros effectif hôtelier — comme la main-d'œuvre de base dans tout le Golfe — sont repartis en masse, effrayés à juste titre par l'invasion et la guerre. Sur trois cents employés, le Mérédien de Koweït n'en a conservé qu'une trentaine. Trente « héros », qui ont cohabité avec les troupes irakiennes pendant sept mois et ont

fallu augmenter les salaires et ça été une entreprise difficile de les garder ici.

En tant que Français, ajoute le patron du Mérédien, il était supposé être mieux informé et constituait donc une sorte de référence, rassurante par sa présence même. « Tous les jours, ils venaient vérifier que j'étais toujours là, dit-il ; ma femme et mon fils sont rentrés à Paris le 13 janvier, et il y a eu un mouvement de panique parmi les employés. Le bonus accordé dès le mois d'août ne suffisait plus, il a fallu doubler les salaires pour conserver l'essentiel des troupes. »

Des troupes qui, compte tenu de l'affluence exceptionnelle, suffisent à peine, et ne permettent en tout cas pas d'alimenter le Koweït. Car,



largement contribué à la sauvegarde de l'établissement. Mais qui aujourd'hui sont loin de suffire au redémarrage.

Un casse-tête pour les dirigeants de la chaîne qui recherchent en vain dans toute la région le petit personnel désormais introuvable. En Arabie saoudite, l'hémorragie a bien entendu été beaucoup plus limitée. Les neuf dixièmes du personnel sont restés, mais au prix de quels efforts ! « Les familles avaient peur, raconte M. Rispal. Un Pakistais, ici, fait vivre des dizaines de personnes dans son pays. Outre le facteur sentimental, ils représentent littéralement un capital sur pied. En août, puis de nouveau au début janvier, nous recevions tous les jours des télégrammes du Bangladesh, du Pakistan ou d'ailleurs disant : « Ta mère a eu une crise cardiaque, il faut rentrer... » Il a

depuis l'été dernier, l'hôtel saoudien se remplit pas, affichant comptent tous les jours alors que son taux de remplissage atteint normalement 70 % en moyenne. Les touristes et les équipages aériens qui assuraient avant la guerre l'essentiel du chiffre d'affaires ont certes disparu des premiers jours de l'invasion du Koweït. Mais leur absence a été aussitôt compensée par les réfugiés koweïtiens, hébergés pendant quelques semaines aux frais du gouvernement saoudien, en attendant que celui-ci mette à leur disposition les quelque trente mille appartements inoccupés de la zone, après leur remise en état.

Ont suivi les journalistes, une masse énorme de journalistes venus, seuls ou en équipe, de tous les coins du monde, et qui, jusqu'à la libération du Koweït, ont investi

l'hôtel. La plupart sont aujourd'hui repartis, fous de nouvelles « chaudes ». « Il n'y a plus rien à relater, aujourd'hui ce sont plutôt les analyses », dit M. Rispal, mais sans une trace de regret pour ces clients exemplaires, qui, contrairement aux équipages aériens, paient plein tarif, n'ont guère le temps d'abuser des facilités de l'hôtel et dépensent des fortunes en téléphones.

Bref accès de nostalgie, vite guéri. « Après la libération, nous avons eu un petit creux de trois semaines, puis c'est reparti. » Car ce sont aujourd'hui les hommes d'affaires qui déboulent en masse. Premiers arrivés : ceux qui avaient de longue date une activité dans la région. Depuis sept mois, ils avaient pour la plupart levé le pied. « Personne ne s'est engagé financièrement dans la province orientale depuis le mois d'août », explique M. Rispal, nous-mêmes nous avons retardé d'un an notre plan de rénovation. La guerre finie, tout le monde revient pour relancer ses affaires.

Un banquet de 700 couverts

Depuis peu arrivent d'autres clients, inconnus ceux-là, venus prospecter le marché lié à la reconstruction du Koweït. « Un marché apparemment très florissant », dit le patron du Mérédien. La province orientale, après avoir servi de base arrière aux militaires et aux journalistes, sert désormais de base de départ aux entreprises. Le gouvernement koweïtien a installé à Dhahran une antenne chargée de recevoir et de sélectionner les fournisseurs et tous les jours partent vers Koweït des camions entiers chargés de fruits, de viande, de lessive, et des matériels les plus divers... « Tout le monde se précipite », dit M. Rispal.

Car si le Koweït, vu de l'intérieur, apparaît toujours aussi désolé, la population dans sa majorité étant privée du minuscule confort, la vision est bien différente de l'extérieur de la frontière. Apprécié de Dhahran, où on ne traite qu'avec les officiels et les privilégiés, le marché koweïtien semble avoir retrouvé tout son attrait. Le Ramadan a déclenché une vague d'achats dans les boutiques de la province où les rares familles koweïtiennes autorisées à sortir et à rentrer aussitôt au pays ont fait des folies de fruits frais et de friandises en tout genre. Le Mérédien, confié son directeur, a aussi profité de la manne. Il a livré, le 10 mars dernier, dans un Koweït « privé de tout », un banquet complet de sept cents couverts offert par le ministre saoudien de la Défense aux états-majors de toutes les forces alliées.

VÉRONIQUE MAURUS

Montlaur, la fin d'un aventurier des épices

Croulant sous les dettes, Michel Montlaur a dû céder à Carrefour la chaîne de magasins qu'il avait constituée en trente ans. Une triste fin pour ce fier héros

ALBI

de notre correspondant

JEUDE 14 mars restera comme un « jour noir » pour Michel Montlaur. Un peu plus de trente ans après l'ouverture de son premier supermarché, le 2 décembre 1959, il a dû se résigner à déposer le bilan d'un groupe devenu la neuvième enseigne de la grande distribution en France et « pesant » 4,7 milliards de francs de chiffre d'affaires. Son enfant va passer sous la coupe de Carrefour, Michel Montlaur n'est plus que le « conseiller » auprès du président (le Monde du 26 mars).

Le trentième anniversaire avait été fêté avec fierté, mais déjà dans une certaine discrétion : certains parlaient d'une possible cession à un géant national. Le PDC démentait régulièrement : le démantèlement du dépôt de bilan à la veille même de son enregistrement auprès du tribunal de commerce de Montpellier, siège de son groupe, assurant que des négociations en cours lui permettraient de vendre ses quatorze hypermarchés, cinq supermarchés, huit cafétérias et cinq jardinerias. Mais, lâché par

certain banquiers inquiets de son endettement à court et moyen terme, Michel Montlaur a dû céder : « Trente ans de ma vie qui s'effondrent », devait-il dire le lendemain.

Trente années de labeur solitaire, commencées par la transformation de l'épicerie maternelle en supermarché dans sa ville de Mazamet ; poursuivies sous l'enseigne Leclerc jusqu'en 1966, date à laquelle Michel Montlaur décidait de se développer sous son propre nom. Dès lors, c'est l'affirmation d'une identité commerciale marquée par le goût de l'esthétique et la propriété. C'est aussi la conquête d'un marché en pleine expansion sous l'effet à la fois de l'installation des rapatriés et du tourisme le long de la côte languedocienne. Croissance aussi dans son département natal avec trois hypermarchés à Mazamet, Castres et Graulhet — un projet sur Albi ne put voir le jour face à deux hypermarchés Leclerc. Développement également vers l'ouest, à Auch et Saint-Jean-de-Luz, puis tout dernièrement, vers l'est, avec un « hyper » haut de gamme en construction à Monaco.

Frais émolus de son école de commerce, Michel Montlaur s'était

senti aussi à l'étroit dans sa ville de Mazamet, cul-de-sac de la Montagne noire, que dans l'épicerie paternelle. La ville avait vu partir les pionniers du délaingement vers l'Amérique du Sud ou l'Australie à la fin du siècle dernier. Michel Montlaur, lui, avait, dit-il, l'esprit marchand : « L'œuvre-mer m'aurait attiré. Mon grand-père avait été le premier à partir en Australie acheter des peaux ».

C'est cependant dans la région,

mais dans de nouvelles formes de distribution, que l'aventurier de l'épicerie « émigra » : son enseigne lui permit de devenir, jusqu'à la fin du mois dernier, président du Groupement national des hypermarchés. Son principe était « le même depuis Boucloux (le fondateur du Bon Marché) : donner toujours plus de marchandises à très bon prix ».

A chaque étape de son développement, Michel Montlaur restait

La mairie aussi...

Elu maire de Mazamet en 1977, réélu en 1983 et 1989, Michel Montlaur avait voulu joindre ce mandat à sa réputation de « capitaine d'industrie ». Conservateur libéral, proche des gaullistes, l'homme politique n'a pas plus loin, pour garder son autonomie de chef d'entreprise. L'annonce du plan Grand Sud-Ouest par Valéry Giscard d'Estaing fut faite depuis sa mairie en 1978, et Jacques Chirac lui rendit visite

en octobre 1989 pour son premier voyage de rentrée politique. Bien que les habitants de la ville lui donnent acte de nombreuses réalisations, Michel Montlaur s'est décliné, à soixante-trois ans, avec ce qu'il a considéré comme son échec d'entrepreneur, de remettre sa démission de maire : chacun pense qu'il ne le reverra plus dans les rues de Mazamet. Fier et noble.

J.-P. B.

fidèle à un véritable principe d'épicerie : le maintien du capital aux seules mains du créateur. Un principe malentendu dans les trente-six sociétés de son groupe, qui présentaient celui-ci de toutes parts. Mais ce refus farouche d'ouvrir le capital avait un revers : la croissance fut financée par des crédits-baux qui s'additionnaient (800 millions de francs au total) et provoquaient ainsi un alourdissement des frais financiers. Inévitablement, la trésorerie s'est épuisée pour aboutir, début mars, à 540 millions de dettes aux fournisseurs. Dès lors, certaines banques régionales libèrent Michel Montlaur, qui n'eut pas le temps de conclure sa vente.

Développement et endettement

Cette situation n'était pas ignorée de ses interlocuteurs : « J'ai toujours exigé d'être payé à chaque livraison, car je savais qu'il n'avait pas de trésorerie », raconte un ancien fournisseur en carborant. En fait, Michel Montlaur paraît bien avoir été victime de la fièvre « compétition » entre grandes enseignes. Les actifs de son groupe sont estimés à 2,5 milliards de

francs pour un chiffre d'affaires 1990 de 4,7 milliards, avec un personnel de 2 700 salariés.

Le dépôt de bilan offre au repreneur des conditions beaucoup plus intéressantes que celles qu'aurait pu offrir Michel Montlaur. D'autant que le patrimoine immobilier du groupe ne manque pas d'attraits, avec, outre les magasins, un vaste terrain constructible en zone urbaine à la périphérie d'Albi, des entrepôts de 45 000 mètres carrés aux portes de Montpellier et, dans la même ville, un siège très moderne, mais à l'architecture quelque peu orientale.

Ce patrimoine explique aussi l'intérêt pris par différents groupes à la reprise. Si Carrefour, depuis longtemps désireux d'absorber une enseigne régionale qui détient 20 % du marché du sud de la France, l'a emporté, d'autres s'étaient montrés intéressés, notamment Michel-Edouard Leclerc. Avant même le dépôt de bilan, Promodès avait proposé, début mars, à Michel Montlaur de racheter son affaire, mais n'avait offert que 500 millions de francs. Carrefour en sera de 1 milliard.

JEAN-PIERRE BARJOU

Meridien qui pleure

Meridien qui pleure

هكذا من لامل

Le Monde • Vendredi 29 mars 1991 31

AFFAIRES

Retour des beaux jours à Aberdeen

Dans ce part d'Ecosse et dans sa région, il n'y a ni chômeurs ni récession. C'est même plutôt l'euphorie économique pour la capitale européenne du... pétrole

LONDRES
correspondance

«ABERDEEN vit à contre-courant du reste du pays. Quand l'économie britannique prospère, nous sommes dans le pétrin. C'était le cas en 1986-1987. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Le royaume est en proie à la récession, et nous affichons une bonne santé rustique, quasi calottée en ces temps de vaches maigres : les financiers de la City coulent des jours moroses, les industriels des Midlands déprimés, Ramsey Spence, lui, fait montre d'un optimisme digne d'un personnage de *Dynasty*. Le prix du baril de brut glisse-t-il à 40 dollars ? Le directeur commercial du Wood Group, premier constructeur britannique d'équipements pétroliers, s'offre apparemment le luxe de refuser des commandes. D'ailleurs, le coup de téléphone récent de l'antenne londonienne du géant américain Bechtel, chargé de la reconstruction de l'industrie pétrolière du Koweït, appelant en catastrophe la firme de Grenfell pour qu'elle participe à la remise en état des sites des débris, n'a guère ébranlé l'assurance de ce superbaron du pétrole. « Pour Aberdeen, les contrats du Koweït ne sont pas du pain béni. On a déjà des difficultés à satisfaire la demande de l'industrie pétrolière de la mer du Nord en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. J'espère que les maîtres d'œuvre du chantier du siècle ne viendront pas déboucher à prix d'or nos foreurs, nos géologues ou nos ingénieurs », c'est tout juste s'il en parle, du Koweït, « Ram », avec son visage comme sorti d'une publicité pour vieux whisky Macallan, spécialiste du cru.

A Aberdeen, capitale pétrolière de l'Europe, les « good old days » sont de retour. L'un des paradoxes les plus britanniques d'aujourd'hui est même le contraste saisissant entre la prospérité de la cité de granite et la récession qui afflige le Royaume-Uni. Le taux de chômage (7,7 %) y est l'un des plus bas de la CEE, répète-t-on à l'envi, et ça se voit. Pas de sans-emploi dans les rues soigneusement tenues, où les seules inscriptions sont des autocollants proclamant : « I love oil ».

Coïncée entre les rivières Dee et Don

Les activités des « majors » de l'or noir, du bon millier de constructeurs pétroliers, d'une pléthore de sous-traitants font vivre un Aberdeenien sur trois. Union Street, l'artère marchande du centre-ville, constamment embouteillée par les grosses voitures neuves et les exigences d'un important public d'oilmen fortunés. Sur une longueur de plusieurs kilomètres, on trouve coude à coude tous les noms de Bond Street et d'Oak Street. Le quotidien local *Press and Journal* regorge de petites annonces attestant le nouveau boom pétrolier - ouvertures de chantiers, offres d'emplois, *bed and breakfast*, taxis...

Dans les dîners du très sélect Petroleum Club, point d'ancrage des cadres de l'or noir, chacun connaît quelque un des cadres de ne pas trouver de propriétés on de terrain à acheter. Les prix de 30 % de hausse au cours de ces dix-huit derniers mois, malgré la politique d'argent cher du géré la politique d'argent qui laisse chancelier de l'échiquier qui laisse bourg et de Glasgow. L'aéroport de cette ville sage et travailleuse peut se targuer d'être le seul des sept établissements de la British Airport Autho-

city à avoir enregistré une hausse de la fréquentation en pleine guerre du Golfe ! Tout comme l'héliport de Dyce, qui dessert la cinquantaine de plates-formes fouillant au large les entrailles des eaux grises de la mer du Nord.

Quand, en juin 1975, la production de pétrole a commencé dans le petit gisement d'Angly, peu de gens, même parmi les spécialistes, auraient pu imaginer le rush des compagnies internationales, le développement économique et l'accession au titre de « capitale pétrolière de l'Europe » du chef-lieu de la région des Grampians (nord-est de l'Ecosse), coïncée entre les rivières Dee et Don. L'irruption brutale de l'industrie pétrolière a totalement bouleversé Aberdeen en remplaçant les bases de l'économie tradition-

nelle - pêche, textile et construction navale. Brevet de matière grise, de progrès technologique et d'hommes d'élite surplés, Aberdeen est rapidement devenue le modèle même de la « monoculture » florissante. Jusqu'en 1986-1987, quand la suite des prix du brut à 10 dollars le baril a toutefoix en vain tenté de « mincir » les Aberdeenais, gens coriaces comme le granit dans lequel ils font leurs maisons, avaient accusé le coup. Le contre-choc avait provoqué des centaines de faillites et des milliers de licenciements.



Les commentateurs qui annonçaient alors la fin définitive de l'âge d'or en sont aujourd'hui pour leurs frais. Depuis l'an dernier, l'activité en mer du Nord connaît une formidable reprise. Selon les prévisions du ministère de l'Énergie, la production quotidienne aurait dû fléchir au début des années 1990 sous la barre des 2 millions de barils. Il n'en a rien été : l'extraction des huiles n'a pas diminué, collant au plafond de 1985. Pour 1991, les investissements dans l'off shore de la mer du Nord atteindront 4,7 milliards de livres (4,7 milliards de francs), soit un milliard de plus qu'en 1990. Il en sera de même en 1992. Selon une étude du département pétrolier de l'université d'Aberdeen, quelque deux cents nouveaux gisements devraient être développés d'ici l'an 2015. Ni l'incendie de la plate-forme Piper Alpha en juillet 1988, ni les normes draconiennes de protection de l'environnement ont le maintien d'une fiscalité lourde ne semblent freiner la « course au pétrole ».

« Le contre-choc de 1986 n'a entraîné une remise en cause stratégique. Pour sortir de l'ornière, l'industrie a investi dans la recherche et a réduit ses coûts grâce à une meilleure utilisation des infrastructures. Frappés par la récession, les sous-traitants sont devenus moins gourmands », explique Michael Fleming, expert pétrolier auprès du bureau de développement de l'Ecosse. Aberdeen n'est toujours pas sortie de

l'étroit chez eux. La guerre du Golfe est venue, du jour au lendemain, incliner les compagnies américaines à s'intéresser aux sources d'approvisionnement politiquement sûres, à l'international Hyperbaric Centre, spécialisé dans les chambres de décompression des plongeurs. Enfin, Aberdeen devrait également tirer bénéfice de la mise en exploitation de nouveaux champs gazeux.

L'humeur des opérateurs aberdeeniens n'a jamais vraiment été indexée sur le cours du pétrole. « Les formidables investissements que nécessite l'exploitation en mer du Nord se décident en fonction des anticipations à long terme de l'activité pétrolière, pas au gré des fluctuations du prix du pétrole », insiste-t-on chez Total Oil Marines, qui exploite le gisement Alwyn Field (huile et gaz). « Le pétrole est à mi-parcours de son existence. Le progrès technique doit permettre d'allonger l'espérance de vie des gisements écossais. Tant que le prix du pétrole reste au-delà de 13 dollars le baril, même les petits développements connexes continueront d'être rentables », souligne, pour sa part, le professeur Alex Kemp, spécialiste pétrolier auprès de l'université d'Aberdeen.

Malgré les incertitudes pesant sur les efforts de prospection des compagnies dans cette zone, Aberdeen se sent à nouveau maîtresse du jeu. Le *Times* y a même découvert une perle rare, un Red Adair écossais : Ken Fraser, ancien pompier auprès de Shell-UK, vient en effet de publier un manuel d'extinction des puits. « On n'a pas besoin des Texans pour éteindre les incendies pétroliers. Les Koweïtiens n'ont qu'à lire mon livre et faire eux-mêmes le boulot. C'est du niveau d'un cours de physique de lycée », a-t-il assuré. Avec un bel optimisme aussi solidement ancré au cœur des traditions aberdeeniennes que le granit.

MARC ROCHE

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sainton (Mab.-Mab.) F. dim.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6° T.L.J.

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dans le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crudités toute l'année.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du matin, dans un cadre à découvrir. Déj. Dîner. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Conquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

L'AGENDA

Artisans

Constructeurs brasseurs spécialistes encoches nature's rich. Chantiers de parcs, ruelles, rivières. France, CEE. Vite, techniciens. Nuis. réf. Pro. très étendu. Pour devis, écrire M. Denis Sylvestre, Parc L'Or, 25000 Gampier. 35-55-00-53

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix : a. Cus. des pierres exceptionnelles 1. a. cent. e. de bijoux or, toutes pierres précieuses, saphirs, émeraudes, perles.

PERRON OPERA
Angle bd des Isclères 4. Chaussée d'Antin. ACHAT-ÉCHANGE-BOUTIQUE. 37, av. Victor-Hugo. Autre grand choix.

GILLET
SPECIALISTE
Bijoux anciens
19, r. d'Arcade Paris 4° 43-54-00-83

Vacances

Tourisme

CORSE. Loue mors d'écureuil, grand studio 4 personnes sur plage, prox. mer, tennis et sur place. Proximité tennis et sur place. Proximité tennis et sur place. Proximité tennis et sur place.

Tel : 137-31-19-22 ou 46-89-28-75

automobiles

ventes

de 8 à 11 CV

A VENDRE LANCIA TREVI 1800 9 CV, 1983, 91 000 km. Très bon état : 17 000 F. Tel : 47-02-73-51

plus de 16 CV

Particulier vend

JAGUAR SOVEREIGN

5.3 l 12 cyl., mod. 85, 128 000 km, bleu métal, cuir beige, 6 A. A. neuve, climatisation, autoradio K7, autorégénération 6 H P. Prix : 125 000 F.

Tel : 40-76-09-07

de 9 h à 19 h, lundi à vendredi

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

Rue St Monand, 17^e arrdt. Royal, 2 P. 60 m², état. cabine. 9-48. Total. 1 580 000 F. Part. 49-26-03-47

4^e arrdt

ILE ST-LOUIS

Dans bel immeuble, 17^e arrdt. 2 P. 60 m², état. cabine. 9-48. Total. 1 580 000 F. Part. 49-26-03-47

7^e arrdt

RUE DE BOURGOGNE

Proximité bd des Isclères, 17^e arrdt. 2 P. 60 m², état. cabine. 9-48. Total. 1 580 000 F. Part. 49-26-03-47

19^e arrdt

VOIR PRIVÉE

100 m², possib. 180 m². 2 750 000 F. 42-78-68-59

Province

ANTIBES. Port Vauban plein sud, studio décoré, amais habité, avec cabine, terrasse, box sous-sol. 95-10-54-74, 53-68-17-45, 93-48-24-15

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

recherche appartements ou bureaux de 3 p. à 5 p. Pour CADRES DIRIGEANTS DE CITES ET BANQUES

47, r. VANEAU, Paris 7° Tel : 42-23-24-08

fermettes

YONNE. ST-FARGEAU

Fermettes 3 p. dépend. + petit terrain 2 p. dépend. 9 000 m². Px 300 000 F. THYRAULT 116 88 83 22 77 H 6

propriétés

160 km Paris Sud prov. Ad. gnc. presbytère. 500 m². 5 ch. 2 WC. double, bne. cuis. gar. 990 m². UNIQUE 680 000 F.

bureaux

THYRAULT 116 88 83 22 77 H 6

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

COOPIERATIONS

Constitution de société et tous services 43-55-17-50

Le Monde

CHACUN MERCEDI

vos

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

LES BELLES PROPRIÉTÉS

L'AGENDA IMMOBILIER

L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien de France. Il est lu par 1 688 000 Français dans 888 000 foyers. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers à cadres supérieurs + dans 375 000, soit 58 %, habitent à l'étranger. (Source : CESP 1989)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappet, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colton Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi Philippe Maréchal Jacques-François Simon

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tel : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beau-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé à : 12, rue M. Guesbroux 94051 IVRY CEDEX

Commissaire paritaire des journaux et publications : 57 347 ISSN 0195-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS PP. Paris RP

1, place Hubert-Beau-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel : (1) 40-60-30-90

TARIF FRANCE 400 F 572 F 790 F

3 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

6 mois 1 400 F 2 086 F 2 960 F

1 an

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

111 MON 88

autrement

BOURSE DU 28 MARS

Règlement mensuel

BOURSE DU 28 MARS

Règlement mensuel

Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%							
3000	CALF.P.	3500	3550	3640	37	154	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%						
805	BAN.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	127	0	0	200	Q. Encep.	228	228	228	0	30	Laborg.	444	416	412	0	700	Secur. Ind.	1430	1478	1486	+0.54	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0	40	Ed. Ind.	47	48	48	0
805	CA.P.	127	127	12																																						

COMPTANT (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
05-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - s : marché continu

AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Jean Bay, Martin, Vincent et Catherine, M. et M^{me} Jean Catala, Guillaume, Isabelle et Frédéric, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Yves DULONG, docteur en droit,

survenu le 26 mars 1991, dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 mars, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

51, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris.
15, rue de Saint-Simon, 75007 Paris.

M. et M^{me} Albert Baudras-Chardey, leurs enfants et petits-enfants, M. Jean Honoré et ses fils, M^{me} Antoinette Honoré, font part du décès de

M. Etienne Augustin Henri HONORÉ, officier de la Légion d'honneur, ancien officier aviateur, ingénieur-inventeur,

survenu brutalement le 26 mars 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 mars, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois de Châteauneuf-Malabry (Hauts-de-Seine), à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de la commune.

58, rue des Prés-Hauts, 92190 Châteauneuf-Malabry.

— Bucarest, Valence (Drôme).
C'est avec émotion et tristesse que Alexandre TALEX, Corinne et Adrien Costopol, L'Association des amis de Panait Istrati, La Fondation Panait Istrati, dont elle assurait le patronage, font part du décès de

M^{me} Margareta Panait ISTRATI,

survenue à Bucarest, le 25 février 1991.

Son souvenir restera lié à celui de

Panait ISTRATI

dont elle fut le « cœur vivant ». Avec Alexandre TALEX, elle fut à l'origine de la résurgence de l'œuvre de son mari en France et en Roumanie.

— Saint-Etienne, Montbrison (Loire).

M^{me} René Perronnet, Ains que toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René PERRONNET,

survenu dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ses funérailles ont été célébrées mercredi 27 mars 1991, en la cathédrale Saint-Charles, à Saint-Etienne.

13, rue Elise-Rochus, 42000 Saint-Etienne.

— La famille de

Jean PETITHORY, ancien élève de l'École centrale, ancien adjoint d'administration et de gestion au directeur délégué pour filiales et divisions à la SNECMA, président de l'association AGIR, membre fondateur de la Flamboyance, a la douleur de faire part de son décès survenu le 15 mars 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 18 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos adhérents, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Nous apprenons le décès, survenu le lundi 25 mars, de

Jacques PETITJEAN,

compagnon de la Libération,

dont les obsèques ont été célébrées le mercredi 27 mars, à 15 h 30 en l'église de Chassay-lès-Montbozon (Haute-Saône).

(Né le 25 mai 1918 à Thézambert (Haute-Saône) et licencié de l'École nationale de la France d'outre-mer, Jacques Petitjean, jeune officier d'artillerie issu de l'école de Fontainebleau, rallia, dès juin 1940, la France libre. Il participa, notamment au sein du 1^{er} régiment d'artillerie coloniale (RAC) de la 1^{re} division française libre (DFL), aux combats de la seconde guerre mondiale en Érythrée, en Syrie, et en Libye (notamment à Bir-Hacheim et El Alamein), contre l'Afrika Korps du maréchal Erwin Rommel, puis aux campagnes de Tunisie, d'Italie et de France. Il est blessé pendant la campagne d'Alsace, en janvier 1945. Il sera fait compagnon de la Libération le 24 mars 1945. Après la guerre, il est deuxième, puis premier secrétaire des affaires étrangères à l'École Supérieure de l'Administration centrale du Quai d'Orsay. En avril 1970, il demanda à être placé en congé spécial. Titulaire de la croix de guerre et de la médaille de la Résistance, Jacques Petitjean était décoré de la Silver Star Medal.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André POIREAU,

survenu le 21 mars 1991, à Paris, dans sa soixante-quatrième année.

De la part de M^{me} André Poireau, M. et M^{me} Michel Poireau, M. et M^{me} Rodriguez, Maxime, Grégoire, Florence et Brice, Et de toute la famille.

58, rue Pierre-Brossolette, 92130 Issy-les-Moulineaux.

— M^{me} Jean-Yves Tandé, née Arlette Gluriani, Jean-Louis, son fils, Sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Yves TANDÉ, ingénieur ENSEI,

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 mars, à 10 h 30, au columbarium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— En ce dix-huitième anniversaire de la mort de

Jacques VIVOLI,

nous restons fidèles à sa mémoire.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96.

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEILLE

à la date indiquée avant 9 h

au siège du journal.

15, rue Falguère, 75016 Paris

Tél. : 208 806 F

Télécopieur : 45-65-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnements et annonces : 80 F

Communications diverses : 96 F

Thèmes étudiants : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont

insérées sur la base de deux lignes.

Les lignes en italique sont obligatoires

et facultatives. Minimum 10 lignes.

SAVOIE

Les Arcs : n.c.; Arches-Beaufort :

18-197; Annecy : 20-70; Bonneval-sur-

Arcs : 40-250; Bourg : n.c.; Le Courty :

n.c.; Courchevel : n.c.; Crêt-Voland :

Chamonix : n.c.; Flumet : n.c.; Les

Memures : 5-110; Méribel : 10-145 ; La

Nanna : 0-130; Notre-Dame-de-Belle-

cambé : 0-40 ; Peisey-Nancrey-Vallandry :

n.c.; La Plagne (altitude) : 80-250 ; La Plagne (vil-

lages) : 5-250 ; Pralognan : n.c.; La

Roche : 18-50 ; Saint-François-Longchamp :

n.c.; Les Saix : 0-90 ; Tignes : n.c.; La Tou-

voire : n.c.; Val-Cenis : n.c.; Valfré-

jus : 0-150 ; Val d'Isère : 70-140 ;

Valloire : 15-120 ; Valmeinier : 0-120 ;

Valmorel : 10-160 ; Val-Thorens : 60-180.

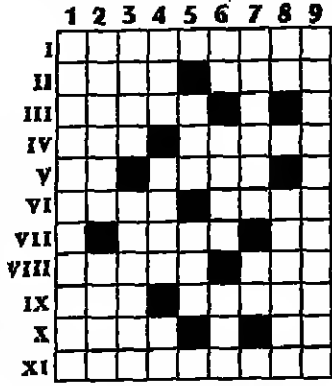
ISÈRE

Alpe d'Huez : 50-200 ; Alpe du Grand-

serre : 0-70 ; Auris-en-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5487



HORIZONTALEMENT

1. Peut facilement rompre la glace. — 2. Épargne ceux qui n'ont rien à déclarer. Pour mettre le mot au panier. — 3. Est sur de nombreuses lèvres. — 4. Mauvais sujet. Une pierre causée sa mort. — 5. Un peu moins de six cents mètres. Versé après la connotation. — 6. Felt voir. — 7. Figure mythologique. — 8. Pousse à la chute. Pronom. — 9. Favor d'un tarcé. Est souvent au creux de la vague. — 10. Qui empêche de flotter. N'aura pas de mots. — 11. Partait l'écherpe. Conjonction. — 12. Détachées de la grappe.

VERTICALEMENT

1. Fait grandir. — 2. Pas forcément de mauvais goût quand alla est sombre. Celles de la Lune ne ressemblent pas à celles de la Terre. — 3. Fait une mise au point. Alma le blanc. — 4. Qu'il ne vaut mieux pas trop faire connaître. Certains se retrouvent sur le sable après l'avoir pris. Réfléchi. — 5. Rian de bon. Regroupement des gens de lettres. — 6. Possessif. N'est pas toujours bien tenu. Élément d'un chapalut. — 7. Engage. Interjection. — 8. Vient avant la discipline. Ne va pas droit au but. — 9. D'une terre dans l'eau.

Solution du problème n° 5486

Horizontalement
I. Chinoises. — II. Ouverture. — III. Mer. Mit. — IV. Président. — V. Sésame. — VI. Coasse. — VII. Née. — VIII. La. Eton. — IX. Ére. Unit. — X. Vierge. — XI. Net. Leste.

Verticalement
1. Compagnie. — 2. Huer. Oiseau. — 3. Ivresse. Rir. — 4. Ne. Sessées. — 5. Ermites. Al. — 6. Ut. Dd. Bouge. — 7. Surmédicines. — 8. Enne. — 9. Serter. Ate.

GUY BROUTY

PAQUES

Les services ouverts ou fermés

Presse. — Les quotidiens nationaux paraissent normalement le lundi 1^{er} avril.

Bureaux de poste. — Le samedi 30 mars, les bureaux de poste seront ouverts jusqu'à midi. Le 1^{er} avril, ils seront fermés, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

Banques. — Les banques seront fermées le samedi 30 mars et le lundi 1^{er} avril.

RATP. — Service réduit des dimanches et fêtes.

Grands magasins. — Les grands magasins seront fermés le 1^{er} avril.

Assurance-maladie. — Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du vendredi 29 mars, à 15 h 30, au mardi 2 avril, aux heures habituelles.

Allocations familiales. — Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du vendredi 29 mars, à 12 heures, au mardi 2 avril, aux heures habituelles.

Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés. — Les centres d'information de Paris et de

la région parisienne seront fermés du vendredi 29 mars, à 14 h 30, au mardi 2 avril, aux heures habituelles.

Bibliothèque nationale. — Les salles de lecture seront fermées les 30, 31 mars et 1^{er} avril (fermeture annuelle du 8 au 21 avril). Le Musée des médailles sera ouvert les 31 mars et 1^{er} avril, aux heures habituelles.

Archives nationales. — Les salles de lecture des Archives nationales et le Musée de l'histoire de France seront fermés le 1^{er} avril le Musée sera ouvert les 30 et 31 mars.

Institut de France. — Le château de Chantilly sera ouvert les 30 mars et 1^{er} avril ainsi que le château de Langy (Indre-et-Loire). Le château de Kerylin (à Beaulieu-sur-Mer) sera ouvert le dimanche 30 mars, mais fermé le lundi 1^{er} avril.

Palais de la découverte. — Sera exceptionnellement ouvert le 1^{er} avril, de 10 heures à 18 heures, pour le dernier jour de présentation de l'exposition : « Le retour des dinosaures ».

Musées. — A Paris : le musée du Louvre sera fermé le 1^{er} avril. Seront ouverts : le Centre Pompidou, le Musée national des Invalides (Musée de l'armée, Dôme et Musée des plans

SALONS

Du 30 mars au 7 avril à la porte de Versailles

Le rendez-vous des modélistes à Paris

Salon international de la maquette et du modèle réduit se tiendra du 30 mars au 7 avril au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris.

Avec 170 000 visiteurs et plus de 250 exposants lors de son édition 1990, le Salon de Paris constitue, avec le Festival international de la télécommande, de l'espace et du modélisme, le FITEM, le rendez-vous obligé des modélistes.

Cette manifestation parisienne est un bon thermomètre de la vitalité d'un secteur en constante expansion. En 1990, plus de trois millions de Français se déclarèrent modélistes ou maquettistes, les premiers faisant évoluer des répliques miniaturisées d'avions ou de bateaux, les seconds reproduisant fidèlement des batailles célèbres.

Ce loisir de masse, presque exclusivement masculin, a produit, l'an dernier, un chiffre d'affaires de près

de 3 milliards de francs. Pourtant, à l'approche de 1993, la position de la France sur ce marché paraît encore bien fragile. Ainsi, Joué, numéro un des maquettes de trains, reste le seul fabricant national à s'opposer à la concurrence étrangère, principalement allemande et japonaise. L'Allemagne pourrait bien, à terme, dominer le secteur du modélisme, forte de ses 4 000 points de vente spécialisés quand la France n'en compte encore que 400.

G. D.

► 12^e Salon international de la maquette et du modèle réduit, 6^e salon des jeux de réflexion. Du 30 mars au 7 avril. Paris, porte de Versailles. De 10 heures à 19 heures. Nocturne le vendredi 5 mars jusqu'à 22 heures. Prix des places : adultes 50 F, enfants de 7 à 14 ans : 35 F. Renseignements : (1) 49-09-81-06.

RELIGIONS

Une mise au point de l'Opus Dei

Après la publication de l'article « Jean-Paul II prépare l'après-guerre » (le Monde du 21 février), M. Jean-Marie Fontaine, responsable de l'Opus Dei, cité parmi les « forces conservatrices », nous adresse la lettre suivante :

L'Opus Dei est une prélatrice personnelle de l'Eglise catholique, dont la fin est de promouvoir l'idéal de la recherche de la sainteté au milieu des occupations ordinaires. Son rôle est de proposer cet idéal de vie à de nombreux chrétiens et de leur fournir la formation religieuse et l'assistance spirituelle nécessaires à leur persévérance et à leur action apostolique, s'ils décident de répondre à une telle vocation.

Là s'arrête sa mission. Cela exclut — et les statuts qui ont été sanctionnés par Jean-Paul II le 28 novembre 1982 le disent expressément — toute orientation qui serait donnée par l'Opus Dei à ses membres, de même que toute action ou opinion qui serait prêtée à la prélatrice en tant que telle en quelque direction que ce soit.

ASSOCIATIONS

Succédant à M. Pierre Girardet

M. Olivier Philip est élu président de la Fondation de France

M. Olivier Philip, ancien préfet de la région Ile-de-France, a été élu, mercredi 27 mars, président du conseil d'administration de la Fondation de France, en remplacement de M. Pierre Girardet dont le mandat arrivait à expiration. M. Girardet était président de la Fondation depuis 1983. La Fondation de France regroupe plus de trois cents fondations et apporte son soutien à cinq cents associations agréées. Son chiffre d'affaires, en hausse constante, a été de 400 millions de francs en 1990 et ses actifs, provenant de dons et de legs, se montent à 1,5 milliard de francs.

(Né le 31 août 1925 à New-York

(Etats-Unis), Olivier Philip, fils d'André Philip, ancien ministre, est docteur en droit, diplômé de l'École de Saint-Cyr, ancien élève de l'École libre des sciences politiques, ainsi que de l'École nationale d'administration (1947). Il a commencé sa carrière comme administrateur civil en 1948. Sous-préfet en 1951, il a été directeur du cabinet de M. Maurice Herzog (secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports) de 1958 à 1964. En 1964, il est préfet de la Nièvre, puis conseiller au cabinet de Georges Pompidou, à Matignon (1966-1967), préfet de la région du Limousin (1967-72), de la région Bretagne (1972-77), de la région Rhône-Alpes (1978-84), enfin, de la région Ile-de-France (1984-90).

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi, date dimanche lundi

MERCREDI 27 MARS 1991											
2	5	15	38	39	45	3					
20H35	9	14	27	34	38	48	3				
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT											
sans visa											

Culte des Saints et pèlerinages judéo-musulmans au Maroc

I. BEN-AMI

MAISONNEUVE ET LAROSE

16, rue de la République, 188 F.

43-20-74-52

MINITEL par le 11

COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI

TIGNES 2100-3500

LES ARCS 1600-3200

PEISEY/VALLANDRY 1400-2300

LA PLAGNE 1800-3250

LES MENUIRES 1815-2850

ARGENTIERE MT-BLANC 1230-3300

TIGNES : LE GRAND SKI 365 JOURS PAR AN.

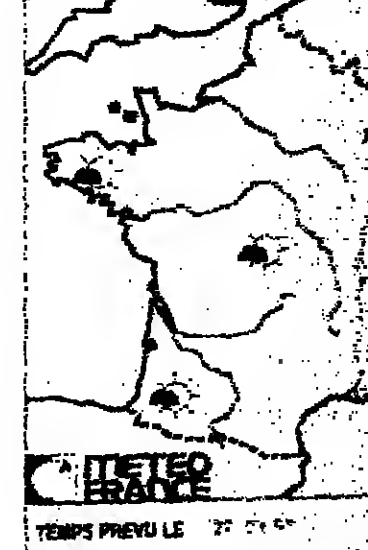
ENNEIGEMENT 22 000 Mètres

115 100 50 95 50 140

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le 27

Du soleil et q



SITUATION LE 28 MARS



Le pronostic de la météo pour le 27-28 mars. En effet, ce week-end se caractérise par une dépression qui se déplace vers le nord-ouest. Elle apporte pluie et vent fort sur la façade atlantique. Le temps sera ensuite plus calme, avec des températures en hausse.

Samedi : après-midi ensoleillé, avec quelques nuages. Vent faible à modéré. Dimanche : temps calme, avec quelques nuages. Vent faible à modéré.

Prévisions pour le 28 mars



TEMPÉRATURES maximales

à 27-03-1991 à 13 heures TU en 20°C

FRANCE

ALGERIE 18 18 18

BARCELONE 17 17 17

BELGIUM 16 16 16

BRESIL 15 15 15

CAN 14 14 14

CHYPRE 13 13 13

CHYPRE 12 12 12

CHYPRE 11 11 11

CHYPRE 10 10 10

CHYPRE 9 9 9

CHYPRE 8 8 8

CHYPRE 7 7 7

CHYPRE 6 6 6

CHYPRE 5 5 5

CHYPRE 4 4 4

URSS : refusant de siéger « sous la menace des fusils »

Le congrès de la Fédération de Russie
ajourne ses travaux

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le congrès de la Fédération de Russie a ajourné ses travaux jeudi 28 mars, une demi-journée après l'ouverture, devant le refus de M. Gorbatchev de retirer les forces de l'ordre concentrées à Moscou pour empêcher la manifestation organisée par le mouvement Russie démocratique. Mais M. Boris Eltsine a remporté un premier succès politique dès l'ouverture de la session extraordinaire, puisqu'il a obtenu 532 voix contre 286 et 93 abstentions, les députés ont adopté une résolution annulant la décision du pouvoir central d'interdire les manifestations à Moscou du 26 mars au 15 avril. Ils refusent de siéger « sous la menace des fusils ». Les députés devaient reprendre leurs travaux vendredi matin.

L'ampleur du succès de Boris Eltsine est à comparer avec les résultats obtenus lors de son accession à la présidence du Soviet suprême de

Russie, le 29 mai 1990 : il lui avait alors fallu quatre tours de scrutin pour obtenir cinq voix de majorité. De toute évidence, le marais qui oscille entre le groupe des démocrates qui a fait de M. Eltsine son fer de lance et celui des communistes qui avait provoqué cette session pour censurer M. Eltsine, a ralenti le camp du plus fort. Le rival de M. Gorbatchev peut maintenant envisager sereinement le changement de la constitution russe qui autorisera une élection du président de Russie au suffrage universel et ensuite sa propre candidature pour l'élection qui pourrait avoir lieu dès mai.

Jeudi matin, le congrès russe avait essayé de trouver un accord avec M. Gorbatchev. Il avait déposé son vice-président Rousslan Khaboulatov auprès du numéro Un soviétique pour que celui-ci ordonne le retrait des forces de l'ordre du centre de Moscou et revienne sur l'interdiction de manifester. Mais Mikhaïl Gorbatchev s'est montré intraitable. Il pouvait difficilement réagir autrement sans faire la preuve de sa faiblesse. La manifestation interdite devait tout de même avoir lieu, mais elle devait éviter les abords du Kremlin afin d'éviter tout incident avec la police.

Moscou s'était en effet réveillée jeudi au milieu des camions militaires qui roulaient sur les larges avenues menant au centre de la capitale afin de bloquer l'accès au Kremlin. Les transports en commun étaient déviés et il fallait déployer des troupes d'attente pour s'approcher de la place Rouge. L'interdiction de la manifestation organisée pour soutenir M. Eltsine et les mineurs en grève depuis le 28 mars est considérée comme anticonstitutionnelle par la Fédération de Russie et par la municipalité de Moscou, qui estime avoir la responsabilité des unités de l'ordre dans la capitale. Elle a été décidée « à la demande de vingt-neuf députés russes », ce qui amène les nouvelles de Moscou à tracer un parallèle avec les événements de Vilnius le 13 janvier dernier, quand la troupe était intervenue dans la capitale lituanienne « à la demande du Comité de salut public ». La différence, note l'hebdomadaire, est que ce Comité était clandestin alors que les vingt-neuf députés n'ont agi à visage découvert.

Appels
au calme

Une autre différence tient dans le fait que personne — ni le pouvoir soviétique, ni l'opposition — n'a a priori insisté sur un affrontement violent entre les manifestants et les forces de l'ordre. Le mouvement démocratique veut montrer sa puissance, le gouvernement faire la preuve de sa fermeté. Chacun a naturellement cherché à rejeter sur l'autre la responsabilité d'éventuels incidents. Le gouvernement parce que Russie démocratique a maintenu son appel à manifester, l'opposition parce que le pouvoir central a interdit un cortège qui aurait été certainement pacifique, les précédents sont là pour en témoigner.

Tout le monde a cependant lancé des appels au calme. Intervenant mercredi à la télévision le député réformateur Arkadi Mourachov a invité les Moscovites à manifester mais, « s'il est ajouté, si sur le chemin du défilé vous rencontrez des barrières ou si on barre le passage, nous vous demandons de garder votre calme, de ne pas permettre de provocations et de n'admettre aucune action violente ». De son côté le général Lev Belianski a indiqué que la loi serait respectée mais, « s'il est dit qu'il y a des tirs, nous ne pouvons pas nous empêcher de tirer ».

D'après un des responsables de la municipalité réformatrice de Moscou, les forces de l'ordre déployées dans la capitale compteraient environ 50 000 hommes, pour l'essentiel des miliciens et des troupes du ministère de l'intérieur.

DANIEL VERNET

Washington rappelle que l'URSS s'est engagée à respecter le droit de manifester. « En tant que membre de la CSCE, l'URSS a réaffirmé le droit de se rassembler pacifiquement et de manifester », a déclaré mercredi 27 mars le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler. Nous aimerions, a-t-elle ajouté, que, en prenant une décision sur la limitation du droit de manifester à Moscou ou ailleurs en Union soviétique, les autorités soviétiques prêtent sérieusement attention au souci du maintien de l'ordre et la nécessité pour l'opinion publique de se faire entendre. Toute restriction aux manifestations devrait être aussi limitée que possible. — (AFP.)

Le cambriolage de la permanence de M. Botton
Le chef de cabinet de M. Noir
placé en garde à vue

LYON

de notre bureau régional

An terme de quarante-huit heures de garde à vue dans les locaux du SRPJ de Lyon, Didier Lefèvre, vingt-six ans, le serrurier qui s'accusait d'avoir participé, dans la nuit du 23 au 24 janvier dernier, au cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de M. Michel Noir (le Monde des 26 et 27 mars), et trois autres personnes — Bruno Ortega, Antoine Berthault, ses complices présumés, et Robert Schwindt, PDG des sociétés Europrotection et Eurosecurité — devaient être présentés, jeudi 28 mars, à M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon. Celui-ci devait leur signifier des incriminations de « vol avec effraction » ou de « complicité ».

M. Bernard Sarroca, quarante-cinq ans, chef de cabinet du maire de Lyon, accusé par Lefèvre d'être le commanditaire de l'opération via le patron d'Eurosecurité — ce qu'il n'a ni confirmé, ni démenti — en fournissant des détails, plusieurs personnes entendues — a, pour sa part, été convoqué, mercredi 27 mars à l'hôtel de police de Lyon où il est arrivé vers 17 heures, venant de Paris.

Son audition se prolongeait fort tard dans la soirée, M. Sarroca a été, à son tour, placé en garde à vue.

A partir des sept pages de témoignage-confession de Didier Lefèvre, remises, jeudi 21 mars, au procureur de la République par M. Anne-Valérie Botton, fille aînée de M. Michel Noir, les policiers du SRPJ de Lyon, chargés, dès le lendemain, d'une enquête préliminaire, s'étaient donnés quelques jours pour recouper

Suicide
du réalisateur
Jean Prat

Le réalisateur de télévision Jean Prat s'est suicidé le 27 mars à son domicile de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Il était âgé de soixante-quatre ans.

(Né le 25 février 1927, Jean Prat, a sa sortie de l'IDHEC, est tout d'abord assistant au cinéma. A partir de 1953, il devient réalisateur à la télévision, notamment pour les émissions « Lectures pour tous » et « En votre âme et conscience », de 1955 à 1968. En cette époque de « la télé », il réalise le mode de Tchekhov, Tourgueniev, Barby d'Aureville. En 1961, son adaptation des Perses, d'Eschyle, qui restera un grand classique, étonne et émeut par son parti pris esthétique — interprétation bilingue, caméra mobile. Jean Prat a travaillé d'après l'œuvre de nombreux auteurs, et notamment Bernard Clavel — l'Espagne, en 1967, le Tambour du chef, en 1970, le Silence des armes en 1975. Il a également tourné des adaptations de 325 000 francs, de Roger Vailland, du Cercle de craie caucasien, de Brecht, en 1967, et du Grand voyage, de Jorge Semprun, qui lui a valu le prix Albert-Cornuier en 1969. Avec Claude Samel, il est d'ailleurs considéré comme le représentant de la politique culturelle ambivalente d'Albert Olivier, ancien directeur de la télévision en son âge d'or. En 1971, Jean Prat écrit un essai d'auteur complet en écrivant le scénario de Qui est-ce ? M. M. ? sans succès, et il revient à son rôle de réalisateur avec la dernière œuvre, Ana Nox, avec Germaine Montero, une métaphore de l'Espagne bâillonnée, date de 1985.)

EN BRIEF

□ Mort de Max Corre. — Max Corre, ancien directeur général de France-Dimanche et de Paris-Presses, de 1955 à 1965, est mort, mercredi 27 mars, à Paris, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Né le 25 février 1912, il avait commencé sa carrière de journaliste à Paris-Soir puis à Minitel. Il avait été ensuite, de 1945 à 1950, rédacteur en chef de Samedi-Soir, puis, de 1951 à 1965, successivement rédacteur en chef, secrétaire général et directeur général de Paris-Presses. De 1955 à 1965, il fut également directeur général de France-Dimanche. Max Corre a été gérant de Télé 7 jours jusqu'en 1969.

□ ALGÉRIE : huit partis d'opposition menacent de recourir à une grève générale. — Pour protester contre le nouveau découpage électoral (le Monde du 26 mars), huit partis d'opposition ont menacé, mercredi 27 mars, d'appeler à une grève générale si le gouvernement ne tient pas compte de leurs propositions. Les chefs de ces partis — dont l'ancien président Ahmed Ben Bella — rejettent le nouveau découpage, selon eux, « injuste » et

chacune des révélation qu'elles contenaient.

C'est ainsi qu'en commençant, mardi, à entendre les protagonistes de cette affaire, les policiers avaient déjà que, matériellement, l'histoire du cambriolage de la permanence électorale paraitrait plausible. Restait à restituer la part d'irrationnel dans une affaire très particulière par son environnement politico-familial. Homme d'affaires parisien, le gendre du maire de Lyon qui dirigeait sa campagne pour les dernières élections municipales, avait ensuite cligné la porte avant de se présenter lui-même, avec le soutien du RPR, contre M. Jean-Michel Dubernard, lors des élections législatives partielles dans la troisième circonscription du Rhône.

M. Bernard Sarroca, qui est attaché au service de M. Noir depuis le milieu des années 80 — il a ainsi travaillé au cabinet du ministre du commerce extérieur, de 1986 à 1988 —, est un personnage fort singulier. L'influence et l'hyperactivité de cet ancien officier de paix — qui s'est parfois attribué des titres ou vanté d'anciennes fonctions imaginaires —, dans l'entourage immédiat du maire de Lyon ne laissent pas d'intriguer ou d'irriter certains.

ROBERT BELLERET

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Hôpital, danger !

Moi, je les adore, les infirmières. Elles sont formidables, dévouées, compétentes, attentives ; on est tout d'accord. Simplement faut bien les enfermer entre les barreaux de leurs lits d'hôpital. Dès qu'elles s'en échappent, pas souvent grâce à Dieu, c'est pour tirer, une vraie manie, le sonnet d'alarme. Tiens, pas plus tard que ce matin, coup de téléphone de mon amie Chantal :

— Dis donc, je suis de repos aujourd'hui. Comme ma mère va pas au bureau, elle a une angine, je lui dépose Kevin et on va se faire une tôle, OK ? Un film gal. J'ai besoin de me changer les idées.

— Qu'est-ce qu'il y a encore qui na va pas ?

— Rien, rien, ça va, simplement, pendant le week-end on tourne à quatre au lieu de sept en réa, alors j'ai plus les yeux au face des trous.

— Comment ça se fait ?

— C'est la débâcle, là, depuis un an ou deux, c'est l'exode. Ou les filles décrochent carrément, ou elles filent vers le privé et dans les départements limitrophes, à l'étranger. Tu sais

combien je gagnerais en Suisse ? Plus du double, 17 200 balles par mois, c'est marqué dans Que choisir. Remarque, je m'en fous, c'est plus le problème.

— C'est quoi ?

— Ça, le manque d'effectifs. L'AP a beau faire des campagnes de pub pour recruter, les écoles d'infirmières sortent à moitié vides. On en est arrivé à embaucher des intérimaires ou des recrues avec des notes du genre 5 sur 40, tu te rends compte un peu ! Et les aides-soignantes, au bout de trois mois de stage, elles te font des perf.

— Des parfusions ! Avec 5 sur 40 ! Les aides-soignantes ! Non, mais où on va là ?

— A l'accident. On est crevées et un de ces quistes, ça sera votre tour. Une seringue poussée trop vite. Un scope qui donne pas l'alerte vu qu'on a nubié de le rallumer. Une armoire dans le couloir d'une dose de médicament qu'on a trappé graggy pour remonter, un...

— Je vois qu'une solution : le grève. Vous avez déjà réussi à dégrader les infirmières. Raste plus qu'à décourager aussi les malades.

CANADA : le débat constitutionnel

Un référendum sur l'avenir du Québec
pourrait avoir lieu en 1992

Après six mois de discussions, la commission parlementaire « non partisane et élargie », chargée de se pencher sur l'avenir constitutionnel du Québec, a déposé, mercredi 27 mars, à Québec, un rapport très mitigé. Ce dernier recommande la tenue en juin ou octobre 1992 d'un référendum sur la souveraineté du Québec, mais dans le même temps demande que soit étudiée toute formule de nouveau « partenariat constitutionnel ».

MONTREAL

de notre correspondante

Les trente-six membres de la commission représentant les milieux politiques, syndicaux, économiques et culturels du Québec qui « planchent » depuis six mois sur l'avenir constitutionnel de la province ont rendu leurs conclusions mercredi 27 mars. Ils recommandent, dans un premier temps, la tenue, en juin ou en octobre 1992, d'un référendum sur la souveraineté du Québec pour ce dernier obtienne « la capacité exclusive de faire ses lois, de prélever ses impôts sur son territoire et de conclure toutes formes d'accord ou de traité avec d'autres Etats indépendants », un « jour pour jour » après la date de cette consultation.

Partagés presque à égalité entre « souverainistes » et partisans d'un « fédéralisme renouveau », les membres de la commission demandent du même souffle que soit étudiée « toute nouvelle offre de partenariat constitu-

tionnel ». Offre que le gouvernement fédéral canadien et les provinces anglophones du pays pourraient présenter au Québec d'ici au milieu de l'année prochaine.

Que devraient contenir ces offres pour être acceptables ? Pourraient-elles amener le Québec à renoncer à un référendum sur sa souveraineté ? Le rapport de la commission, dont les travaux ont été présidés par deux hommes d'affaires, MM. Michel Bélanger et Jean Campeau, se garde bien de répondre à ces questions sur lesquelles personne ne s'entend.

Un instrument
de chantage

Les « souverainistes », aux premiers rangs desquels les dirigeants du Parti québécois (opposition), ne veulent accepter du reste du Canada qu'une proposition d'association économique, sorte de libre-échange prévoyant aller jusqu'à l'adoption d'une monnaie commune. A leurs yeux, l'histoire a déjà amplement démontré que le fédéralisme canadien était incapable de se renouveler, surtout pas avant l'échéance de 1992. Les enquêtes officielles et les sondages, disent-ils, ne montrent-ils pas que les Canadiens anglophones préfèrent envisager la séparation du Québec plutôt que de lui accorder un quelconque statut spécial (le Monde daté 24-25 mars) ?

Soutenu par une bonne partie du patronat québécois, le gouvernement libéral de M. Robert Bourassa espère vivement, quant à lui, qu'Ottawa proposera des « changements en profondeur du système fédéral actuel ». Si propositions il y a et si le gouver-

nement québécois les juge « substantielles », M. Bourassa envisage alors de les « soumettre à la population » en lieu et place d'un référendum sur la souveraineté. En revanche, si le reste du Canada ne peut se résoudre à réformer un système politique devenu trop étouffant pour le Québec, la population de la Belle Province sera appelée à se prononcer sur la souveraineté, dernier recours que M. Bourassa accepterait bien plus par dépit que par conviction. En tout état de cause, on ne sait si ce coup de force serait reconnu par Ottawa, la Constitution du Canada étant très floue à ce sujet.

Ces mises au point stratégiques, effectuées au moment de la présentation du rapport de la commission, au sein de laquelle le Parti libéral et le Parti québécois avaient voulu se retrouver « dans une démarche unitaire sans précédent », ont fait bondir les « souverainistes », dont certains se sont estimés trahis, voyant leur option, en vogue dans les sondages, brandie comme un simple « instrument de chantage vis-à-vis du reste du Canada, pour temporiser davantage ».

A Ottawa, le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, s'est estimé qu'un référendum sur la souveraineté du Québec « n'était pas inévitable ». Mais, entre les exigences du Québec et l'immobilisme du reste du Canada, il devra imaginer dans les prochains mois un compromis qui paraît bien délicat.

MARTINE JACOT

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
Idéologies : « La fin des grandes simplifications », par Alfred Grosser : Après-guerre : « Elire un Parlement paléontologique », par Maurice Duverger 2
- La crise yougoslave**
L'opposition réclame toujours la démission du gouvernement et du président de serbie 6
- La session extraordinaire du Parlement** 8
- La stratégie de l'opposition** 9
- Les divisions socialistes**
M. Chavènement craint que M. Mitterrand, l'annonce du « rôle moteur » de la France 9
- Procès pénal et droits de l'homme** 10
- La tension à Sartrouville**
Paléontiques après la mort d'un jeune boudeur dix-huit ans 10
- Les ambitions du Châtelet**
Le directeur Stéphane Lisner rêve d'un opéra original qui ait sa place entre Bastille, Favart et Garnier 13

SECTION B

LIVRES • IDÉES

- Hernad Aetna et Wyndham Lewis, deux Anglais dans le siècle • Le faillitisme de Michel Braudou • Histoire littéraire, par François Bont • Débat : la nation pour inéluctable ou pour exilure ? • D'autres mandas, par Nicole Zand 17 à 24

SECTION C

- 843 millions d'indiens**
Une progression de 180 millions en dix ans 25
- Situation alimentaire dégradée au Cambodge** 25
- Nouvelle concentration dans la presse régionale**
Le groupe Harsant achète le Bien public, de Dijon 27

AFFAIRES

- La marche polonoise des privatisations • A Prague, un ancien ministre communiste roule pour General Motors 29 à 31

Services

- Abonnements 31
- Annuaire classé 31
- Bulletin d'enseignement 34
- Carnet 34
- Fêtes de Pâques 34
- Loto 34
- Marchés financiers 32-33
- Météorologie 35
- Radio-Télévision 35
- Spectacles 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 mars 1991 a été tiré à 993 948 exemplaires.

DEMAIN VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde